PROCES-VERBAL

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026

Cestas, 25 juin 2026

Ma Chère Collègue, Mon Cher Collègue,

Je vous confirme que la prochaine séance du Conseil Municipal aura lieu le mercredi 1er juillet 2026 en salle du Conseil municipal à 18 heures 30.L'ordre du jour sera le suivant :

-Administration générale :

N° 2026/6/1._Adoption du Règlement Intérieur du Conseil Municipal – Autorisation
N° 2026/6/2._Commission Consultative des services publics locaux – Election des membres – Autorisation
N° 2026/6/3._Composition des Commissions Communales Permanentes – Autorisation

-Culturel :

N° 2026/6/4._Adoption de règlement du forum des Associations - Autorisation
N° 2026/6/5._Rencontres musicales internationales des Graves – Projet de partenariat avec l'association KINOR DAVID – Autorisation

-Médiathèque :

N° 2026/6/6._Règlement du concours estival de dessins sur le thème d'Astérix et Obélix organisé par la Médiathèque du 1er juillet au 31 août 2026 – Autorisation

-Finances :

N° 2026/6/7._Décision modificative n°1 au budget primitif 2026 du service de l'eau – Autorisation
N° 2026/6/8._Admission en non-valeurs de créances éteintes – Exercice 2014 budget principal – Autorisation
N° 2026/6/9._Admission en non-valeurs de créances éteintes – Exercice 2020 budget principal – Autorisation
N° 2026/6/10._Admission en non-valeurs de créances éteintes – Exercices 2023 à 2025 budget principal- Autorisation
N° 2026/6/11._Admission en non-valeurs de produits irrecouvrables – Exercices 2017 à 2020 et de 2023 à 2025 budget principal – Autorisation
N° 2026/6/12._Passation d'un protocole transactionnel avec Madame XX– Autorisation
N° 2026/6/13._Constitution d'un groupement de commandes d'un marché de service relatif à la vérification technique des équipements de secours et d'incendie installés dans les bâtiments et véhicules pour la commune de Cestas, le CCAS de la commune de Cestas et la Communauté de Communes Jalle Eau-Bourde - Autorisation
N° 2026/6/14._Remboursement des réparations par le SAGC Vélo suite à un sinistre responsable - Autorisation
N° 2026/6/15._ Remboursement des réparations par le SAGC Foot suite à un sinistre responsable - Autorisation

- Patrimoine - Urbanisme - Technique - Environnement :N° 2026/6/16._Avenant à la convention relative à l'occupation du Château d'Eau de Réjouit pour l'installation d'un relais de télécommunications – Autorisation

N° 2026/6/17._Convention de servitude avec Enedis pour le raccordement de la résidence de la Cure – Chemin des Lagunes - Autorisation

N° 2026/6/18._Ouverture à l'urbanisation d'une zone 2 AU – Chemin de Loignan – Engagement d'une procédure de déclaration de projet avec mise en compatibilité du PLU en application des articles L.300-6 et suivants et L.153-54 du Code de l'urbanisme – Autorisation

N° 2026/6/19._Signature d'un protocole d'accord transactionnel entre la Commune de Cestas et un riverain – Autorisation

- Ressources Humaines :

N° 2026/6/20._Indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE) - Autorisation

N° 2026/6/21._Accroissement temporaire d'activités – Service des sports – Autorisation

N° 2026/6/22._Accroissement temporaire d'activités – Médiathèque – Autorisation

N° 2026/6/23._Tableau des effectifs - Modification - Autorisation

N° 2026/6/24._Création d'un emploi de responsable du service mécanique - Autorisation

N° 2026/6/25._ Création d'un emploi d'assistant de prévention – Autorisation

- Scolaire :

N° 2026/6/26._Actualisation de la tarification des services périscolaires pour l'année scolaire 2026/2027 - Autorisation

N° 2026/6/27._Transports scolaires – Participation communale pour l'année scolaire 2026/2027 – Autorisation

N° 2026/6/28._Renouvellement de l'aide financière en direction des jeunes pour la formation BAFA – Autorisation

N° 2026/6/29._Adhésion annuelle à l'association BI-IZARRAK – Séjour ALSH Ville de Cestas – Eté 2026 – Autorisation

N° 2026/6/30._Accompagnement projet jeune ATEC – GAMING 2K27 – Désignation de l'accompagnateur ATEC - Autorisation

-Petite enfance :

N° 2026/6/31._ Modification de la charte offre d'accueil Petite Enfance -– Autorisation

N° 2026/6/32._ Avenant convention avec les crèches associatives - Autorisation

-Sport :

N° 2026/6/33._Convention de partenariat avec le MYCA dans le cadre des championnats du Monde de motonautisme radio commande du 2 au 8 août 2026 – Autorisation

-Communications :

- Présentation des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de l'année 2025.
- Décisions prises par le Maire en application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

****

CONSEILLERS EN EXERCICE : 33
NOMBRE DE PRESENTS : 29 puis 28
NOMBRE DE VOTANTS : 33

L'an deux mille vingt-six, le 1er juillet, à 18 heures 00, le Conseil Municipal légalement convoqué le 25 juin, s'est assemblé en la salle du conseil municipal à l'hôtel de ville à CESTAS (33610), sous la présidence de Jérôme STEFFE, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs STEFFE, AUBRY, BOSC-NOUQUERET, BOUSSEAU, BOVA-SAINT-ANDRE, CELAN, CERVERA, CHIBRAC, COMMARIEU, DESVERGNES, FABRE, FAVIER-LAFAYE, GOURPIL, HARRIBEY, HUIN, LABORDE, LANGLOIS, MERCIER, MOUSTIE, REMIGI, REVER, RULLEAU (jusqu'à la délibération n°6/11), SILVESTRE, BUCHOUL, DUBOURG, MOREIRA, TACHON, FABRE, TRINQUART.

ABSENTS :

ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Mme BAVARD à Mme REVERS, M. DAMAY à Mme DESVERGNES, M. LOUSTAU à Mme HUIN, Mme RULLEAU à M. MERCIER (à compter de la délibération n°6/12) , Mme TRUAISCH à Mme DUBOURG

SECRETAIRE DE SEANCE : Mélanie FABRE

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein même du Conseil. Ayant obtenu la majorité des suffrages, Madame FABRE a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

La convocation du Conseil Municipal a été affichée en Mairie, conformément à l'article 2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, et le compte-rendu de la présente séance sera affiché conformément à l'article L.2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le procès-verbal du 5 juin a été adopté à l'unanimité.

****

Monsieur le Maire constate que le quorum est atteint.
Madame FABRE est désignée secrétaire de séance.

Le procès-verbal de la séance précédente est adopté à l'unanimité.

Monsieur FABRE prend la parole (Intervention transmise par écrit)

1– Question orale n°1 : PV du 05/06/26 :

Monsieur le Maire, chers collègues,

Le procès-verbal du conseil municipal du 5 juin dernier présente une curieuse particularité : il ne mentionne ni le quorum, ni les conseillers présents, ni les procurations, ni même le secrétaire de séance.

Et ce qui pourrait passer pour une simple omission devient une habitude : en remontant les procès-verbaux de l'année écoulée, on constate que ces mentions essentielles en sont régulièrement absentes, à l'exception notable du procès-verbal de septembre 2025.

Je ne mets pas en cause, par principe, la réalité du quorum. Encore faudrait-il que le procès-verbal permette de le constater. Un conseil municipal ne fonctionne pas sur la foi du souvenir, ni sur la confiance supposée que chacun devrait accorder à l'exécutif. Il fonctionne selon des règles simples, qui garantissent la régularité des délibérations et l'information des élus comme des habitants.

Je demande donc que les futurs procès-verbaux mentionnent systématiquement et clairement, sur le modèle d'avril 2025 : le nombre de conseillers en exercice, les élus présents, les absents, les procurations, le secrétaire de séance, la constatation du quorum à l'ouverture de la séance, ainsi que les éventuels départs intervenus en cours de conseil lorsqu'ils sont susceptibles d'avoir une incidence sur les votes.

Ce n'est ni une exigence excessive, ni une manœuvre d'opposition. C'est simplement le minimum attendu d'une démocratie municipale sérieuse.

Monsieur le Maire indique qu'il y a confusion entre le procès-verbal et les délibérations envoyées en préfecture. Le quorum est mentionné sur chaque délibération signée par le Maire et le secrétaire de séance. Elles seront par la suite intégrées dans les registres. Il précise que sur le site de la Mairie, toutes les délibérations sont publiques et que toutes les informations sont mentionnées sur chaque délibération du conseil municipal. Le quorum est mentionné délibération par délibération.

Madame MOREIRA prend la parole (Intervention transmise par écrit)

Ordre du jour – Conseil Municipal – 1er juillet 2026

Monsieur le Maire,

Concernant l'ordre du jour, je m'interroge sur la nécessité de saisir le conseil municipal des délibérations n°6/12 et n°6/19 sachant que ces deux protocoles transactionnels portent sur des montants inférieurs à 1 000 euros.

Or, le conseil municipal vous a accordé une délégation vous permettant de conclure ce type de transactions dans cette limite.

Si vous avez choisi de ne pas faire usage de cette délégation, il nous semblerait utile que les raisons de ce choix soient précisées.

Par ailleurs, s'agissant plus particulièrement de la délibération n°6/12, nous souhaitons à nouveau attirer votre attention sur la publication nominative d'un administré.

Son identité ne figure pas seulement dans la délibération : elle apparaît également dans l'ordre du jour publié sur le site internet de la commune, accessible à toute personne avant même la tenue du conseil municipal.

Cette publication nominative ne nous semble pas indispensable à la compréhension du dossier. Une présentation anonymisée aurait permis d'assurer la même information des élus et du public tout en préservant davantage la vie privée de l'intéressé.

Pouvez-vous donc nous indiquer les motifs de votre choix ?

Monsieur le Maire lui répond que c'est une pratique usuelle concernant ce type de contentieux. Il ajoute que selon les règles RGPD, il ne s'agit pas d'un traitement automatisé de données personnelles.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/1.

Réf : Secrétariat Général – Elodie Elias 5.2.1

OBJET : ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL - AUTORISATION

Monsieur le Maire expose,

L'article L2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que l'assemblée délibérante établit son règlement intérieur dans les 6 mois de son installation.

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le Conseil Municipal qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La loi du 6 février 1992 modifiée impose néanmoins au Conseil Municipal l'obligation de fixer dans son règlement intérieur, les conditions d'organisation du débat d'orientations budgétaires, les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés prévus à l'article L2121-12 du CGCT ainsi que les règles de présentation, d'examen et la fréquence des questions orales.

Le règlement intérieur annexé à la présente délibération a pour but de définir les attributions des Conseillers Municipaux, individuellement et collégialement, en fonction des dispositions de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée et des sièges obtenus par les trois listes de candidats aux élections de mars 2026.

A la demande du groupe Rassemblement Cestadais, deux amendements sont mis au vote :

- Amendement à l'article 38 :
« Tout conseiller municipal non-membre d'une commission permanente peut assister à ses réunions en qualité d'auditeur, sans voix délibérative, sous réserve du respect des règles de confidentialité applicable. »
Le vote de cet amendement est acquis de la manière suivante : 2 voix POUR (groupe Rassemblement Cestadais), 5 abstentions (groupe Demain Cestas) et 26 voix CONTRE (groupe Cestas de l'héritage à l'avenir)

- Amendement commun pour les articles 40, 43 et 46 :
« Au moins un membre de chaque groupe d'opposition peut participer, en tant que membre, aux commissions spéciales, à la commission communale pour l'accessibilité et aux comités consultatifs créés par la commune. »
Le vote de cet amendement est acquis de la manière suivante : 7 voix POUR (groupe Rassemblement Cestadais et groupe Demain Cestas) et 26 voix CONTRE (groupe Cestas de l'héritage à l'avenir).

Ce règlement a été élaboré en concertation avec l'ensemble des listes présentes au Conseil Municipal, aussi il vous est proposé de l'adopter.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 28 voix pour et 5 abstentions (Groupe Demain Cestas).

Vu les articles L. 2121-8 et suivants du code général des collectivités territoriales,

- Fait siennes les propositions de Monsieur le Maire,
- Adopte le règlement intérieur de fonctionnement du Conseil Municipal.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE | **LE MAIRE**

Mélanie FABRE | **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/1.

Réf : Secrétariat Général – Elodie Elias 5.2.1

OBJET : ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL - AUTORISATION

Monsieur le Maire présente la délibération.

Il rappelle que le règlement intérieur a été remis. Il remercie Monsieur MERCIER d'avoir mené un travail constructif avec l'ensemble des groupes d'opposition. Il précise que tous les groupes ont participé aux différents travaux.

Il demande à ne pas lire l'ensemble des articles.

Monsieur FABRE demande à prendre la parole.

1 – Question orale n°2 : Délibération 6/1 : Règlement Intérieur :

2 Monsieur le Maire, chers collègues,

a) *Nous constatons avec satisfaction que plusieurs propositions du groupe Rassemblement national ont finalement trouvé place dans la version définitive du règlement intérieur.*

La représentation proportionnelle dans les commissions permanentes, le rappel du principe de laïcité, ainsi qu'un assouplissement du droit à l'information des conseillers municipaux : tout cela va dans le bon sens. Il est toujours agréable de constater que certaines idées deviennent excellentes dès lors qu'elles cessent d'être seulement les nôtres.

Nous nous réjouissons donc de ces avancées. Mais nous avons appris que, dans les règlements intérieurs comme ailleurs, les détails sont souvent l'endroit où se réfugient les mauvaises habitudes.

Premièrement, plusieurs structures importantes restent dans un angle mort fort commode : les

commissions spéciales prévues à l'article 40, la commission communale pour l'accessibilité prévue à l'article 43, et les comités consultatifs prévus à l'article 46.

Le règlement indique qu'ils peuvent associer des habitants, des associations, des représentants du monde économique ou des usagers. C'est fort bien. Mais il ne dit rien de la place des groupes d'opposition.

Il serait regrettable que ces instances, censées ouvrir la mairie aux habitants et aux forces vives de la commune, deviennent simplement une majorité municipale élargie de quelques chaises supplémentaires. La consultation n'est pas une décoration démocratique. Elle a un sens lorsqu'elle admet le pluralisme.

Nous demandons donc qu'un amendement commun soit soumis au vote pour les articles 40, 43 et 46 :

« Au moins un membre de chaque groupe d'opposition peut participer, en tant que membre, aux commissions spéciales, à la commission communale pour l'accessibilité et aux comités consultatifs créés par la commune. »

b) *Deuxièmement, Madame Trinquart et moi-même relevons une régression par rapport à la version initiale du règlement intérieur concernant l'accès aux commissions permanentes.*

La première version permettait à chaque conseiller municipal d'assister librement aux commissions comme auditeur. Dans le texte final, ce droit est désormais réservé aux adjoints et aux conseillers délégués. Autrement dit, ceux qui disposent déjà de l'information municipale pourraient assister aux commissions ; ceux qui sont chargés de contrôler l'action municipale seraient invités à rester dehors.

On peut difficilement imaginer meilleure définition de la transparence à sens unique.

Nous demandons donc que soit mis au vote l'amendement suivant à l'article 38 :

« Tout conseiller municipal non-membre d'une commission permanente peut assister à ses réunions en qualité d'auditeur, sans voix délibérative, sous réserve du respect des règles de confidentialité applicables. »

Il ne s'agit pas de bouleverser le fonctionnement municipal, ni de transformer chaque commission en meeting politique. Il s'agit simplement de permettre à tous les élus, y compris ceux qui n'appartiennent pas à la majorité, d'exercer leur mandat avec un minimum d'information et de considération.

La démocratie municipale ne s'affaiblit jamais quand elle accepte davantage de regards. Elle s'affaiblit seulement lorsqu'elle considère que le regard de l'opposition est, par nature, une gêne.

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur MERCIER afin de répondre aux deux questions.

Sur la 1ère question :

Il indique que le règlement intérieur s'appuie sur la réglementation et notamment sur le Code Général des Collectivités Territoriales. Dans les trois articles, il est noté que la composition sera traitée par le

Conseil Municipal. Il n'y a pas de précision dans la réglementation. Lors du dernier Conseil Municipal, le conseil a délibéré sur la composition des différentes commissions extra-municipales au sein desquelles toutes les sensibilités ont été représentées. Comme vous l'avez souligné, nous avons tenu compte de la représentation proportionnelle. Nous nous sommes conformés à la loi. Si les commissions sont créées, il y aura une présentation et la composition sera fixée par le Conseil Municipal.

Sur la 2ème question :

Votre questionnement appelle à une clarification sur le rôle des commissions. Pour vous, la commission est uniquement une instance d'information. C'est évidemment le cas et vous avez la possibilité d'avoir un représentant dans chaque commission. Mais les commissions ont aussi un rôle de travail et dans ce cadre les membres de chaque commission ne doivent pas changer au gré de leurs disponibilités mais être régulièrement présents.

Monsieur FABRE demande le vote sur les deux amendements.

Monsieur le Maire indique qu'il ne juge pas utile la mise au vote de ces deux amendements. Monsieur FABRE indique que cela n'est pas conforme et demande l'inscription au procès-verbal.

Monsieur le Maire met au vote le premier amendement après une relecture de Monsieur FABRE.

Monsieur le Maire met au vote le deuxième amendement après une relecture de Monsieur FABRE.

Madame MOREIRA demande la parole (intervention transmise par écrit).

Monsieur le Maire,

Ce règlement intérieur est l'aboutissement de plusieurs semaines de travail entre les différents groupes du conseil municipal. Je tiens à reconnaître que ces échanges ont été utiles et remercie Monsieur Mercier pour son travail.

Plusieurs de nos propositions ont été retenues et ont permis d'améliorer le texte initial. Nous prenons acte de ces avancées.

Toutefois, plusieurs de nos propositions n'ont pas été retenues.

Nous regrettons notamment la suppression de la possibilité, pour les conseillers municipaux, d'assister aux commissions dont ils ne sont pas membres en qualité d'auditeurs libres. Cette possibilité existait jusqu'à présent. Elle favorisait la circulation de l'information entre les élus et ne créait aucune difficulté de fonctionnement. Sa suppression nous paraît constituer un recul.

Cela, d'autant plus que la représentation de notre groupe dans les commissions ne reflète pas le résultat des élections municipales. Demain Cestas a recueilli près de 30 % des suffrages exprimés. Avec deux représentants par commission, cette représentation demeure inférieure au poids électoral

que les Cestadais nous ont confié. Nous pensons qu'il était possible de rechercher un équilibre plus fidèle à l'expression du suffrage.

Par ailleurs, nous avions proposé que les notes de synthèse reprennent les éléments essentiels des travaux des commissions afin que tous les conseillers municipaux disposent du même niveau d'information avant les séances du conseil. Cette proposition nous paraissait d'autant plus pertinente que certaines délibérations seraient désormais largement préparées en commission.

Nous avions également demandé que les documents préparatoires aux commissions soient transmis suffisamment en amont afin que les élus puissent les étudier sereinement et participer pleinement aux débats. C'est, selon nous, une condition essentielle d'un travail de qualité.

S'agissant des enregistrements vidéo, nous ne sommes pas convaincus que les dispositions retenues apportent une réponse pleinement satisfaisante aux difficultés pratiques qu'elles soulèvent. C'est pourquoi nous continuons à défendre la proposition que la commune assure elle-même l'enregistrement et la retransmission en direct des conseils municipaux. De nombreuses collectivités le font déjà. Jeudi dernier encore, la commune de Marcheprime retransmettait son conseil municipal en direct sur Youtube. Hier, mardi 30 juin, la commune de Salles a retransmis son conseil municipal en Facebook live. Une telle organisation garantirait à la fois une meilleure information des habitants, une parfaite égalité d'accès aux débats et un cadre juridique sécurisé pour les captations d'images.

Nous avions également proposé plusieurs dispositions destinées à renforcer les droits des élus et la qualité du débat démocratique : mieux garantir l'information des conseillers lorsque des documents importants sont transmis tardivement, renforcer le rôle des commissions, développer les outils de démocratie locale ou encore améliorer l'accès à la documentation. Ces propositions n'ont pas été retenues.

Enfin, nous nous interrogeons sur l'interdiction faite aux membres des commissions d'enregistrer les séances, même lorsqu'il s'agit uniquement de préparer un compte rendu de travail destiné à leur groupe. Le règlement prévoit que la collectivité peut procéder à des enregistrements afin de faciliter l'établissement des comptes rendus. Nous comprenons parfaitement cette possibilité. En revanche, nous avons du mal à comprendre pourquoi un élu ne pourrait pas, dans les mêmes conditions et avec les mêmes garanties de confidentialité, effectuer un enregistrement strictement destiné à faciliter la rédaction d'un compte rendu interne.

Cette question se pose d'autant plus que les conseillers municipaux ne peuvent plus assister aux commissions en qualité d'auditeurs libres. Les membres des commissions deviennent donc les seuls relais d'information auprès de leur groupe.

Nous ne demandons pas un droit de diffusion ni de publication. Nous demandons simplement que les élus puissent disposer des mêmes facilités de travail que celles reconnues à la collectivité, dans le respect de la confidentialité des débats.

Notre démarche n'est pas de compliquer le fonctionnement de la commune. Au contraire, nous considérons qu'un règlement intérieur doit organiser la confiance entre les élus. Plus les conseillers municipaux sont informés, plus les débats sont de qualité.

Nous saluons donc les améliorations obtenues grâce au travail collectif mais nous regrettons que la majorité n'ait pas souhaité aller plus loin sur plusieurs garanties qui nous paraissaient importantes.

C'est pourquoi, tout en reconnaissant les avancées obtenues au cours de cette concertation, le groupe Demain Cestas s'abstiendra sur le vote de ce règlement intérieur.

Monsieur le Maire précise que la diffusion vidéo est en cours d'étude. Il annonce que ce soir, il y a un problème d'enregistrement de la séance.

Concernant les commissions, il souhaite qu'elles soient des commissions de travail, avec un groupe cohérent qui a suivi les différents débats. Il indique que ce qui a guidé la rédaction du règlement c'est aussi la liberté d'expression de toutes les parties et de chacun des élus qui doivent se sentir libre de parler et de faire des propositions sans qu'elles soient reprises à l'extérieur. Dans les groupes de travail, la parole doit être la plus large possible.

Monsieur le Maire rappelle le principe essentiel au bon fonctionnement des instances. Les notes transmises et divers documents restent des documents préparatoires et ne constituent pas des documents finalisés. Cela peut altérer la qualité du débat. Récemment des informations ont été rendues publiques sur un document discuté en commission.

Monsieur le Maire indique qu'un sondage a été mis en ligne provenant des documents de la note de synthèse et qui sont appelés à être votés en Conseil Municipal.

Monsieur le Maire indique qu'une communication doit présenter le contexte qui dans ce cadre est extrêmement réducteur et démagogique ; il n'apporte rien au débat car la question n'appelle qu'une seule réponse.

Monsieur FABRE indique que les sondages en cours sur l'écologie et la circulation sont orientés. Il indique qu'il a simplement voulu poser une question.

Monsieur le Maire indique que les sondages en cours sont radicalement différents et servent à faire avancer le débat public. Il précise que son intervention concerne un rappel à l'ordre ; il a été fait. Il espère qu'il sera suivi de mesures correctives. Il souligne les avancées et tout le travail réalisé.

Monsieur FABRE indique que le rassemblement cestadais votera POUR en saluant les avancées et notamment l'intégration de la laïcité.

Sur la formation, Monsieur le Maire rappelle que les demandes doivent passer par Madame BOUSSEAU.

Monsieur BOVA-SAINT-ANDRE regrette que beaucoup de temps soit passé sur l'article 8 qui concerne la laïcité, cela ne doit pas aller à l'encontre de la liberté des élus de porter des signes religieux.

Sans observation, la délibération est adoptée par 28 pour et 5 abstentions (Groupe Demain Cestas).

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/2.

Réf : Secrétariat Général – Elodie Elias – 5.3.1

OBJET : COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX – ELECTION DES MEMBRES – AUTORISATION

Monsieur le Maire expose :

L'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule que *« les communes de plus de 10 000 habitants créent une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière ».*

Cette commission, présidée par le Maire ou son représentant (Henri CELAN), comprend des membres de l'assemblée délibérante, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle et des représentants d'associations locales, nommés par l'assemblée délibérante.

Il vous est proposé de fixer à 12 le nombre de membres de cette commission avec la répartition suivante :

- 6 membres du conseil municipal désignés dans le respect de la représentation proportionnelle
- 6 représentants des usagers et habitants intéressés à la vie des services publics locaux, désignés par le conseil municipal.

L'article L.2121-21 du code général des collectivités territoriales stipule :
« Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents.
Il est voté au scrutin secret :
1° Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;
2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.
Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.
Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin ».

Il vous est proposé de ne pas procéder au scrutin secret pour désigner les membres du conseil municipal au sein de la commission consultative des services publics locaux.

Cette disposition est mise au vote et adoptée à l'unanimité.

Sont élus en qualité de membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux :

- Madame RULLEAU
- Monsieur LANGLOIS
- Madame SILVESTRE
- Madame COMMARIEU
- Monsieur BUCHOUL
- Monsieur FABRE

Il sera demandé à 6 associations locales de désigner un représentant pour siéger au sein de cette commission :

- Solidarité Cestas complémentaire santé

- Office Socio Culturel
- CLCV
- Cestas Entraide
- Association Beauséjour
- SAGC

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité.

Désigne pour siéger au sein de la commission consultative des services publics locaux

- Madame RULLEAU
- Monsieur LANGLOIS
- Madame SILVESTRE
- Madame COMMARIEU
- Monsieur BUCHOUL
- Monsieur FABRE

Désigne les associations ci-dessous pour désigner un représentant au sein de cette commission

- Solidarité Cestas complémentaire santé
- Office Socio Culturel
- CLCV
- Cestas Entraide
- Association Beauséjour
- SAGC

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE | **LE MAIRE**

Mélanie FABRE | **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/2.

Réf : Secrétariat Général – Elodie Elias – 5.3.1

OBJET : COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX – ELECTION DES MEMBRES – AUTORISATION

Monsieur le Maire présente la délibération.

Il propose qu'un membre de chaque groupe soit représenté au sein de la commission. Il indique que Monsieur BUCHOUL sera le représentant de Demain Cestas. Monsieur FABRE sera le représentant du Rassemblement Cestadais.

Il rappelle le nom des associations proposées en voulant avoir un spectre de représentation assez large. Cela lui a paru équilibré. Il indique que Beauséjour n'est pas un ASL mais une association Loi 1901.

Sans observation, la délibération est adoptée à l'unanimité.

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026 - DELIBERATION N°6/3.
Réf : Secrétariat Général/Elodie Elias/5.3.4

OBJET : COMPOSITION DES COMMISSIONS COMMUNALES PERMANENTES - AUTORISATION

Monsieur le Maire expose,

Par délibération 2/12 du conseil municipal en date du 21 mars 2026, vous avez voté la composition des 9 commissions communales, conformément à l'article L. 2121-22 du code général des collectivités territoriales.

Vous venez d'adopter le règlement intérieur du conseil municipal qui modifie la composition des commissions communales permanentes. Les 9 commissions municipales sont désormais composées de 12 membres maximums sur le principe de la représentation proportionnelle à savoir 9 membres de la liste « Cestas de l'héritage à l'avenir », 2 membres de « Demain Cestas » et 1 membre du « Rassemblement cestadais ».

Chaque Adjoint au Maire ou conseiller municipal délégué aura la faculté d'assister, en qualité d'auditeur, aux travaux de toute commission autre que celles dont il est membre lorsque les questions traitées concernent son domaine de délégation.

Par ailleurs, l'article L.2121-21 du code général des collectivités territoriales stipule :
« Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents.
Il est voté au scrutin secret :
1° Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;
2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.
Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.
Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin ».

Il vous est proposé de ne pas procéder au scrutin secret pour désigner les membres des 9 commissions municipales permanentes.

Cette disposition est mise au vote.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, a arrêté la composition des commissions municipales permanentes comme suit :

Commission urbanisme et travaux	- Myriam REVERS - José CERVERA - Françoise BAVARD - Henri CELAN -Didier AUBRY - Jean-Christophe HARRIBEY

	- Anne-Marie REMIGI - Bastien LABORDE - Karine SILVESTRE - Nicolas BUCHOUL - Béatrice DUBOURG - Christelle TRINQUART
Commission éducation et jeunesse	- Bénédicte RULLEAU - Mélanie FABRE, -Jean DAMAY Françoise BAVARD - Bastien LABORDE - Charlotte GOURPIL - Pierre MERCIER - Karine SILVESTRE - Rodolphe TACHON -Nathalie TRUAISCH - Joseph FABRE
Commission sports et promotion de la vie associative sportive	**-** Mélanie FABRE - Dominique MOUSTIE - Bastien LABORDE - Denis LOUSTAU - Claire FAVIER-LAFAYE - Josiane HUIN -Jean DAMAY - Pierre CHIBRAC - Rodolphe TACHON - Nicolas BUCHOUL - Joseph FABRE
Commission environnement, paysages et cadre de vie	- Claire FAVIER-LAFAYE - Bénédicte RULLEAU - Mélanie FABRE - Karine SILVESTRE - Bénédicte BOSC-NOUQUERET - Josiane HUIN - Denis LOUSTAU -Marie-José COMMARIEU - Jean-Christophe HARRIBEY - Marie-Alice MOREIRA - Nicolas BUCHOUL - Christelle TRINQUART
Commission prévention, sécurité et aménagements routiers	-Jean-Christophe HARRIBEY Charlotte GOURPIL - Dominique MOUSTIE - Didier AUBRY - Michèle BOUSSEAU - Marie-José COMMARIEU - Jean-Pierre LANGLOIS - Nicolas BUCHOUL - Nathalie TRUAISCH - Joseph FABRE
Commission culture et vie associative	- José CERVERA - Camille DESVERGNES - Matthias BOVA-SAINT-ANDRE

	- Bénédicte RULLEAU - Michèle BOUSSEAU - Marie-José COMMARIEU - Jean DAMAY - Béatrice DUBOURG - Nathalie TRUAISCH - Joseph FABRE
Commission des finances	- Myriam REVERS - Matthias BOVA-SAINT-ANDRE - José CERVERA - Henri CELAN - Jean-Pierre LANGLOIS - Pierre MERCIER - Marie-Alice MOREIRA - Rodolphe TACHON - Christelle TRINQUART
Commission des politiques sociales, santé et solidarités	- Myriam REVERS - Matthias BOVA-SAINT-ANDRE - Camille DESVERGNES - Josiane HUIN - Denis LOUSTAU - Françoise BAVARD - Claire FAVIER-LAFAYE - Bénédicte BOSC-NOUQUERET - Anne-Marie REMIGI - Nathalie TRUAISCH - Béatrice DUBOURG - Joseph FABRE
Commission des ressources humaines	- Dominique MOUSTIE - Bénédicte BOSC-NOUQUERET - Anne-Marie REMIGI - Pierre MERCIER - Michèle BOUSSEAU - Didier AUBRY - Jean-Pierre LANGLOIS - Pierre CHIBRAC - Béatrice DUBOURG - Marie-Alice MOREIRA - Christelle TRINQUART

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**

Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026 - DELIBERATION N°6/3.

Réf : Secrétariat Général/Elodie Elias/5.3.4

OBJET : COMPOSITION DES COMMISSIONS COMMUNALES PERMANENTES - AUTORISATION

Monsieur le Maire présente la délibération.

Il rappelle qu'il faut prendre en compte le nouveau règlement intérieur réalisé après un travail d'échange avec les différents groupes. Il propose de ne pas faire la lecture des membres.

Sans observation, la délibération est adoptée à l'unanimité.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/4.

Réf : Secrétariat Général – Elodie ELIAS – 9.1

OBJET : ADOPTION DE REGLEMENT DU FORUM DES ASSOCIATIONS - AUTORISATION.

Madame DESVERGNES expose,

Le tissu associatif constitue un acteur essentiel de l'animation, de la cohésion sociale, du développement culturel, sportif, éducatif et solidaire de la commune.

Afin de permettre aux associations locales de présenter leurs activités aux habitants, de favoriser les échanges avec le public et de faciliter les adhésions, la commune organise chaque année un Forum des Associations qui se tient généralement le samedi avant la rentrée scolaire.

Il s'avère nécessaire de définir les conditions d'organisation et de participation à cette manifestation afin d'assurer l'égalité de traitement entre les associations participantes, le respect des règles de sécurité et le bon déroulement de l'événement.

Aussi, il vous est proposé d'approuver le règlement du forum des associations ci-joint qui définit les conditions d'inscription, les critères d'admission, les modalités d'attribution des emplacements, les obligations des participants ainsi que les dispositions relatives à la sécurité, à la responsabilité et au respect de l'ordre public.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'avis de la commission culture et vie associative en date du 24 juin 2026
Considérant l'organisation annuelle du forum des associations sur notre commune,
Considérant qu'il convient de définir les modalités de participation au forum des associations,

- Fait siennes les conclusions de Madame DESVERGNES,
- Approuve le règlement du forum des associations annexé à la présente délibération.
- Autorise le Maire à mettre en œuvre ledit règlement à compter de l'adoption de la présente délibération et à l'appliquer à l'ensemble des éditions ultérieures du forum des associations.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**





Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/4.

Réf : Secrétariat Général – Elodie ELIAS – 9.1

OBJET : ADOPTION DU REGLEMENT DU FORUM DES ASSOCATIONS - AUTORISATION

Madame DESVERGNES présente la délibération et rappelle le contexte.

Elle indique que ce règlement a été lu et travaillé en commission.

Madame DUBOURG prend la parole (intervention transmise par écrit)

Avant de poser nos questions, nous souhaitons préciser que nous sommes favorables au principe d'un règlement du Forum des Associations. Il est normal qu'une manifestation organisée par la Commune soit encadrée par des règles claires.

En revanche, nous regrettons d'avoir découvert ce projet de règlement uniquement lors de la réunion de la Commission Culture. Nous avons bien entendu pu poser quelques questions au fil de la lecture, mais nous n'avons pas disposé du temps nécessaire pour l'étudier sereinement, en mesurer toutes les conséquences et formuler des propositions d'amélioration.

C'est précisément le rôle d'une commission que de permettre un examen approfondi des projets avant leur présentation en Conseil Municipal. Si ce document nous avait été communiqué en amont, nous aurions sans doute pu lever un certain nombre d'interrogations en commission, évitant ainsi d'avoir à poser autant de questions ce soir .

Monsieur le Maire restitue le contexte qui a amené à rédiger l'article 7 avec une demande l'année dernière, d'une association qui revêtait un caractère politique. Ce règlement est né de ce constat. Il y a trois critères qui peuvent pris en compte concernant des associations relevant de la Loi 1901 quant à leur caractère politique.

Madame DUBOURG dit que c'est une appréciation subjective.

Monsieur le Maire indique prendre en compte la réalité des actions menées. Chaque fois que des critères sont mis, la commune essaie qu'ils soient analysés le plus objectivement possible et détaillés au maximum.

Madame DUBOURG demande s'il existe une grille pour assurer une égalité de traitement. A ce stade, Monsieur le Maire lui répond qu'elle n'existe pas mais qu'elle peut proposer une grille pour une prochaine commission.

Madame DESVERGNES indique qu'une réponse écrite et motivée sera apportée à l'association.

Madame DUBOURG demande si cette association peut présenter un recours et faire part de ses observations.

Monsieur le Maire indique que l'association peut toujours faire des remarques mais qu'il n'est pas prévu de procédure de recours. L'appréciation sera à refaire chaque année. Ce n'est pas un bannissement, si l'association évolue et rentre dans le cadre, la demande pourra être réétudiée.

Madame DUBOURG indique que les associations d'environnement ne sont pas explicitement mentionnées.

Madame DESVERGNES indique que ce type d'association rentre dans le cadre de la solidarité. Madame DUBOURG demande s'il est possible d'indiquer environnement. Monsieur le Maire répond qu'il y a beaucoup de subjectivité sur ce terme. Monsieur CERVERA précise qu'à partir du moment où une association exprime une opinion, elle n'a pas sa place dans le contexte de ce forum.

Le forum présente des services et activités aux cestadais mais ne doivent pas comporter une opinion. Sur l'environnement, un certain nombre d'association rentre dans cette activité. La neutralité doit être gardée sur ce forum. Monsieur le Maire indique que l'association mentionnée l'année dernière était « Canéjan en transition » et qu'elle ne propose pas d'activités aux cestadais.

Madame DUBOURG indique qu'elle entend la réponse.

Elle demande depuis combien d'années le forum existe et combien il y a eu de refus.

Monsieur le Maire indique qu'il y en a eu un, l'année dernière et pas plus à sa connaissance.

Madame DUBOURG demande pourquoi, s'il y a si peu de refus, mettre en place un dispositif aussi contraignant.

Monsieur le Maire lui répond que la Commune préfère régler les problèmes en posant un cadre et rappelle que les élus souhaitent aussi qu'il y ait un cadre. Ils ne peuvent qu'en être satisfaits. Madame DESVERGNES rappelle que cela est plus sécurisant pour les agents.

Monsieur le Maire indique que la commune est sous tension concernant l'organisation du forum et sur le nombre de places attribuées. Il devient compliqué de loger toutes les associations. C'est aussi ce qui a guidé l'intérêt de ce règlement.

Madame DUBOURG aurait aimé que soit précisé, qui prend la décision de refus d'une association, si l'association peut intervenir pour faire part de ses observations. Elle trouve que la procédure de refus est restrictive.

Monsieur le Maire indique que cela pourra être réexaminé dans une prochaine version.

Elle poursuit sur les sanctions et demande qui va décider de l'exclusion de l'association et s'il n'est pas prévu de prévoir une procédure contradictoire.

Monsieur le Maire indique qu'il s'agit d'un article usuel. Sur l'exclusion immédiate, c'est précisé dans le règlement. Sur la procédure contradictoire, cela n'est pas prévu mais il espère que la Commune n'aura pas à s'en servir. La négociation est privilégiée à toute sanction.

Madame DUBOURG demande pourquoi ne pas prévoir une gradation des sanctions.

Monsieur le Maire indique que cela existe déjà. Avant de prononcer l'exclusion, ce sera discuté et vu avec l'expérience. Il espère ne jamais manipuler l'article 14. Avant la sanction, il y aura toujours une phase de discussion et il sera demandé à l'association d'adapter son comportement.
C'est une première version de ce règlement. La commune va le faire vivre.

Il remercie Madame DUBOURG.

Sans observation, la délibération est adoptée à l'unanimité.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/5.

Réf : Affaires culturelles – Vincent Salvis – 9.1.

OBJET : RENCONTRES MUSICALES INTERNATIONALES DES GRAVES – PROJET DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION KINOR DAVID - AUTORISATION

Madame DESVERGNES expose :

Dans le cadre des Rencontres Musicales Internationales des Graves, la commune de Cestas et l'association KINOR DAVID souhaitent mettre en place un partenariat pour des actions de médiation et un concert public sur la commune de Cestas.
Ces actions de médiation et le concert se dérouleront les 15 et 16 octobre 2026.

L'intervention se déroulera en 2 temps :
- temps scolaire le jeudi (journée) et vendredi matin
- temps concert public Halle polyvalente de Bouzet le vendredi soir

Le concert public à la Halle polyvalente du Bouzet sera tarifé à 10 € (gratuité pour les mineurs) dans le cadre de la régie des spectacles de Canéjan-Cestas.

L'association KINOR DAVID, sollicite également le concours de la Commune dans l'organisation du festival « Musique en Graves » du 16 au 24 juillet 2026, notamment un soutien logistique et matériel au niveau des transports.

Il vous est proposé de signer une convention avec l'association KINOR DAVID afin de définir les rôles et participations de chacun à l'organisation de ces manifestations et d'autoriser la prise en charge par la commune des frais de nuitées et de repas pour les artistes, des frais de location des instruments de musique, le versement de la somme de 8 000€ à l'association KINOR DAVID au titre des frais

artistiques et la prise en charge par la commune des frais de transport du festival « Musique en Graves ».

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal 28 voix pour, 5 CONTRE (groupe DEMAIN CESTAS).

- Fait siennes des conclusions de Madame DESVERGNES -
- Autorise le Maire à signer la convention ci-jointe, à prendre en charge les nuitées et repas des artistes, les frais de location des instruments de musique, à verser la somme de 8 000 euros à l'association KINOR DAVID dans le cadre du partenariat et à prendre en charge les frais de transport, facturés par la communauté de communes Jalle Eau Bourde, pour le festival « Musique en Graves »
- Indique que les crédits sont prévus dans le budget primitif 2026 pour les frais du partenariat pour un montant de 22 000 €.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE | **LE MAIRE**





Mélanie FABRE | **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/5.

Réf : Affaires culturelles – Vincent Salvis – 9.1.

OBJET : RENCONTRES MUSICALES INTERNATIONALES DES GRAVES – PROJET DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION KINOR DAVID - AUTORISATION

Madame DESVERGNES présente la délibération et le contexte de la délibération.

Madame DUBOURG prend la parole (Intervention transmise par écrit)

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les élus,

Nous souhaitons intervenir sur cette délibération relative au partenariat avec les Rencontres Musicales Internationales des Graves, car plusieurs points nous interrogent.

Tout d'abord, nous sommes surpris qu'un projet représentant un coût d'environ 30 000 € pour notre commune n'ait fait l'objet d'aucune présentation ni d'aucun débat en commission Culture. Pourquoi les membres de cette commission n'ont-ils pas été associés en amont à ce projet ? Un engagement financier de cette importance aurait pourtant mérité un véritable échange.

Ensuite, nous nous interrogeons sur le montant de cette réponse. A l'heure où nous demandons à chacun de faire des efforts et où la maîtrise des dépenses publiques est régulièrement mise en avant, comment justifier un tel niveau d'engagement financier ?

Après vérification, nous constatons que le coût de ce partenariat a plus que doublé en un an, passant d'environ 14 000 € à près de 30 000 €. Nous souhaiterions connaître les raisons précises de cette augmentation. Quels éléments nouveaux justifient une telle évolution des dépenses ?

Notre commune dispose pourtant d'une école de musique reconnue, qui réalise un travail remarquable tout au long de l'année avec ses enseignants et ses élèvent. Nous regrettons qu'elle ne soit pas davantage sollicitée pour porter ce type d'actions culturelles. N'aurait-il pas été plus pertinent de s'appuyer sur les compétences déjà présentes sur notre territoire ? cela aurait permis de valoriser nos acteurs locaux tout en maîtrisant davantage les finances communales.

Par ailleurs, la convention prévoit la remise de 70 places gratuites à la Commune. Nous souhaiterions savoir selon quels critères ces places seront distribuées. Qui en décidera ? A quels publics seront-elles destinées ? Les habitants pourront-ils en bénéficier ? les associations ? les scolaires ? les élus ? Il nous paraît indispensable que ces modalités soient clairement définies afin de garantir une totale transparence.

Enfin, il ne faut pas s'arrêter aux seuls 8 000 € versés à l'association. Si nous additionnons les hébergements, les repas, la location des instruments, les transports, la mise à disposition des salles, des techniciens, du matériel et des agents municipaux, le coût global pour notre collectivité avoisine les 30 000 €.

Nous ne remettons pas en cause la qualité artistique de ce festival ni l'intérêt de promouvoir la culture. En revanche, nous nous interrogeons sur les priorités retenues. Dans le contexte actuel, il nous semblerait plus cohérent de soutenir davantage nos structures locales, comme notre école de musique, et de veiller à une utilisation toujours plus rigoureuse et transparente de l'argent public.

Nous vous en remercions.

Madame DESVERGNES répond que les montants cités dans l'intervention ne sont pas corrects et rappelle les montants en jeu. Elle rappelle l'ensemble des montants de l'année précédente 21 258 €.

Elle précise qu'il a été décidé cette année qu'il n'y aurait qu'une seule prestation. Monsieur le Maire indique que ce qui a été inscrit au budget concerne une manifestation réalisée à l'identique. Les devants ont été pris en conservant la manifestation, avec 917 enfants qui ont assisté à la médiation l'année dernière. La commune s'inscrit dans la logique de vigilance budgétaire en gardant les bénéfices associés pour les écoles.

Il indique prendre en compte la remarque concernant l'implication de l'école de musique. Il précise que la décision d'annuler la fête de la musique n'a pas été prise par la commune mais par l'association qui préférait qu'il y ait, soit tout ou soit rien. Il indique qu'il a demandé que soit retravaillée l'organisation de la fête de la musique en incluant dans la réflexion, l'école de musique. Une réunion sera prévue en septembre. Il indique qu'il s'agit d'un renouvellement de l'action.

Madame DUBOURG aurait aimé que cela soit discuté en commission.

Intervention de Monsieur FABRE (Intervention écrite)

1 *Monsieur le Maire, chers collègues, j'apprécie beaucoup la culture sous toutes ses formes et je ne manque pas une occasion d'assister aux évènements lorsque mon emploi du temps me le permet. Dans les documents à disposition vous parlez d'abord de 8000 euros de frais, puis on lit plus tard 22 000 euros de prévisionnés puis 2000 apparaissent dans l'annexe 3.*

a) Quel est finalement le montant que va coûter cet évènement avec et sans la valorisation des différentes mises à disposition par la mairie ?

b) Vu le coût important de cette manifestation, en faisant payer le concert 10e aux adultes, n'avez-vous pas l'impression de faire payer 2 fois les Cestadais.

c) Pouvez-vous nous donner plus d'informations sur les 2 demi-journées auprès des élèves ?

d) La commune participera seule à la prise en charge financière des transports en échange d'une remise de 5e, pouvez-vous nous dire si la commune a déjà participé de la sorte les années précédentes ? Et combien de Cestadais ont bénéficié de ce partenariat ?

Madame DESVERGNES répond et détaille les différents coûts et indique que la commune participe seule au transport. Elle indique que 122 participants cestadais ont bénéficié du partenariat.

- Coût des transports : 1496 €,
- Coût prestation (séances scolaires + concert) : 8000 €,
- Coût location instrument : 2000 €,
- Heures supplémentaires des agents : 1755 €,
- Location instruments : 1620 €/location,
- Repas et hébergement des artistes : 1464 €,
- Communication (banderoles) : 1170 €….

Elle indique qu'en 2025, la manifestation a coûté en incluant toutes les prestations artistiques, les repas, l'hébergement, la communication, les médiations scolaires 22 072 € d'où un prévisionnel inscrit au budget de 22 000€. Cette manifestation devrait coûter moins cher en 2026 puisque qu'il y a une seule session versus 2/3 sessions l'année précédente.

Elle précise que depuis 2022, l'association KINOR DAVID, Vincent BALSE, chef de l'orchestre de musique de chambre de Lyon et ses musiciens et la Ville de Cestas collaborent ensemble pour proposer une sensibilisation pédagogique auprès des élèves sur le temps scolaire.

L'action se décompose comme suit :

Avant la séance : l'envoi d'un dossier pédagogique à l'attention des enseignants sur une thématique donnée. Le dossier permet aux enseignants de préparer les élèves au temps de la représentation en leur donnant quelques éléments documentaires.

Durant la séance ; il s'agit d'un temps de découverte des instruments, un temps de découverte de la thématique retenue, un temps de restitution des apprentissages dans le cadre d'un concert pédagogique entrecoupé d'échanges avec les enfants permettant de les associer à la découverte. L'accessibilité de Vincent Balse contribue largement à la réussite du projet.

Les échanges avec les musiciens sont des temps forts toujours très attendus par les enfants. Pour beaucoup des élèves fréquentant les écoles de musique, c'est une occasion de s'exprimer sur leur

pratique. Pour tous les enfants, c'est la possibilité d'assister à un concert de grande qualité avec des musiciens qui se tiennent à leur portée.

C'est enfin pour certains, la possibilité de venir écouter un concert en famille le soir, à un prix très accessible et l'occasion de prolonger leur plaisir dans le cadre d'un concert tout public.

Elle liste les thématiques depuis 2022 :

2022/2023 : 3 séances de deux demi-journées – 813 enfants ont assisté aux représentations

- Camille Saint Saens et le carnaval des animaux
- Le Gospel
- Le Tango / Musique argentine / Astor Piazzolla – Musique et danses

2023/2024 : 3 séances de deux demi-journées – 918 enfants ont assisté aux représentations

- Pierre et le Loup
- Le Jazz à la rencontre du classique
- Vivaldi – 4 saisons

2024/2025 : 3 séances de deux demi-journées – 1011 enfants ont assisté aux représentations

- Le carnaval Brésilien
- Le Koto et les musiques de Miyazaki
- L'opéra

2025/2026 : 2 séances de deux demi-journées – 917 enfants ont assisté aux représentations (bien que 2 représentations au lieu de 3).

- Mozart et Haydn
- La musique Irlandaise

Les enseignants soulignent la qualité des prestations à chaque représentation.

Monsieur le Maire indique qu'il a assisté à la représentation de la musique irlandaise et qu'il a pu échanger avec les enfants.

Madame DUBOURG indique que Monsieur le Maire n'a pas répondu sur les places gratuites. Il lui répond qu'il doit au préalable faire le point avec Monsieur SALVIS.

La délibération a été adoptée par 28 voix POUR et 5 CONTRE (Groupe Demain Cestas).

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/6.

Réf : Médiathèque – Laurence Bassaler – 7.5.3

OBJET : REGLEMENT DU CONCOURS ESTIVAL DE DESSINS SUR LE THEME D'ASTERIX ET OBELIX ORGANISE PAR LA MEDIATHEQUE DU 1ER JUILLET AU 31 AOUT 2026 – AUTORISATION

Madame DESVERGNES expose,

Dans le cadre de sa programmation estivale, la médiathèque organise un concours de dessin sur le thème d'Astérix et Obélix (règlement du concours en annexe) en lien avec la séance de cinéma de plein air qui proposera le film Astérix et Obélix, mission Cléopâtre le vendredi 17 juillet sur le stade du Bourg.

Organisé du 1er juillet au 31 août 2026, il est demandé aux usagers de la médiathèque d'envoyer un dessin inspiré de l'univers d'Astérix et Obélix. Le jury, composé de l'équipe de la médiathèque, délibérera le 4 septembre 2026, afin d'élire les plus beaux dessins parmi ceux reçus.

Dans ce cadre, la médiathèque offrira comme lot de récompense 3 places pour un spectacle, au choix, de la saison culturelle CESTAS– CANEJAN (dans la limite des places disponibles) pour les gagnants de chacune des 4 catégories du concours.

Il est proposé d'adopter le règlement du concours ci-joint et d'autoriser l'acquisition de 12 places de spectacles de la saison culturelle CESTAS – CANEJAN pour les offrir comme lot de récompense aux gagnants de chacune des 4 catégories du concours.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à. l'unanimité,

- Fait siennes les conclusions de Madame DESVERGNES,
- Adopte le règlement du concours de dessin Astérix et Obélix organisé par la médiathèque du 2 juillet au 31 août 2026,
- Autorise l'acquisition de 12 places de spectacles de la saison culturelle CESTAS – CANEJAN pour les offrir comme lot de récompense aux gagnants de chacune des 4 catégories du concours.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**

Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/6.

Réf : Médiathèque – Laurence Bassaler – 7.5.3

OBJET : REGLEMENT DU CONCOURS ESTIVAL DE DESSINS SUR LE THEME D'ASTERIX ET OBELIX ORGANISE PAR LA MEDIATHEQUE DU 1ER JUILLET AU 31 AOUT 2026 – AUTORISATION

Madame DESVERGNES présente la délibération.

Monsieur le Maire rappelle le travail remarquable mené par la médiathèque où chacun trouve sa place, en fonction de ses envies et de ses centres d'intérêts.

Sans observation, la délibération est adoptée à l'unanimité.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/7.

Réf : Finances – Thierry Thodiart /7.1.2

OBJET : DECISION MODIFICATIVE N°1 AU BUDGET PRIMITIF 2026 DU SERVICE DE L'EAU – AUTORISATION

Monsieur LANGLOIS expose :

Il y a lieu de procéder à une modification du budget primitif 2026 du service de l'Eau afin de corriger l'inscription budgétaire du résultat de fonctionnement reporté 2025.

En effet, vous avez approuvé, par le vote de la délibération n°4/9 du 27 avril 2026, l'affectation du résultat 2025 du budget annexe du service de l'Eau avec notamment un excédent de fonctionnement reporté de 495 130,66 euros.

Dans la maquette du budget primitif 2026, le résultat de fonctionnement reporté est inscrit à hauteur de
395 130,66 euros.

Il convient d'ajuster cette inscription budgétaire par les prévisions budgétaires suivantes au sein de la section de fonctionnement :
- Au chapitre 002, ajout d'un montant de 100 000 € au compte 002, résultat d'exploitation reporté,
- Au chapitre 65 des autres charges de gestion courante, ajout d'un montant de 100 000 € au compte 6588 des autres charges diverses de gestion courante, afin d'augmenter les crédits ouverts pour le reversement à l'agence de l'Eau Adour Garonne de la part des redevances de performance collectées à son profit durant l'exercice 2025.
Ces inscriptions ont pour effet d'augmenter le budget de la section de fonctionnement de 100 000 €.

La décision modificative n°1 s'équilibre tant en recettes qu'en dépenses comme suit :

DEPENSES NOUVELLES				**RECETTES NOUVELLES**			
SECTION D'INVESTISSEMENT							
Chapitre	Article	Intitulé	Montant	Chapitre	Article	Intitulé	Montant
TOTAL			**0,00**	TOTAL			**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT							
Chapitre	Article	Intitulé	Montant	Chapitre	Article	Intitulé	Montant
65		**Autres charges de gestion courante**	**100 000 €**	**002**		**Résultat d'exploitation reporté**	**100 000 €**
	6588	Autres charges div de gestion courante	100 000 €		002	Résultat d » exploitation reporté	100 000 €
TOTAL			**100 000,00**	TOTAL			**0,00**

Section d'Investissement 0,00 €
Section de Fonctionnement 100 000,00 €

Vu l'avis de la commission des finances en date du 15 juin 2026

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, l'unanimité
- Adopte la décision modificative n°1 au budget primitif 2026 du service de l'Eau

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**

Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/7.

Réf : Finances – Thierry Thodiart /7.1.2

OBJET : DECISION MODIFICATIVE N°1 AU BUDGET PRIMITIF 2026 DU SERVICE DE L'EAU – AUTORISATION

Monsieur LANGLOIS présente la délibération.

Il indique qu'une erreur a été commise dans le report des sommes et que ce n'est pas une ressource supplémentaire car le budget a été prévu avec la bonne somme. Cette délibération a été explicitée lors de la Commission des finances. Il est simplement demandé de procéder à la rectification.
Monsieur TACHON remercie Monsieur LANGLOIS et Monsieur THODIARD, car la Commission des finances a permis d'avoir une explication claire sur les prochaines délibérations.

Monsieur FABRE fait la même remarque que Monsieur TACHON.

Il prend la parole (question orale)

Confirmez-vous que le service de l'eau présente un excédent supplémentaire de 100 000e par rapport au budget primitif 2026 ? Si oui cet élément ne vous inviterait il pas à annuler les augmentations du prix de l'eau, d'ailleurs contraires à votre programme de campagne électorale ?

Monsieur STEFFE souligne le contexte budgétaire contraint.

Il indique que le budget annexe du service de l'eau ne présente nullement un excédent supplémentaire de 100 000 €. Comme cela a été dit lors de la commission des finances du 15 juin 2026 et comme indiqué dans le projet de délibération n°6/7, la décision modificative n°1 au budget primitif 2026 du service de l'eau a pour objectif de mettre en cohérence le budget primitif 2026 et l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2025, délibérée et approuvée par le vote de la délibération n°7/9 du 27 avril 2026, ayant constaté un résultat de fonctionnement excédentaire pour l'exercice 2025 de 560 479,95 € qui a été affecté comme suit :

65 349,29 € en excédent de fonctionnement capitalisé afin de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement (recettes d'investissement compte 1068),

495 130,66 € en excédent de fonctionnement reporté pour le financement de la section de fonctionnement du budget de l'exercice suivant (exercice 2026).

Lors de la confection du budget primitif 2026 du service de l'eau, et suite à une erreur de saisie manuelle, le montant de l'excédent de fonctionnement reporté a été minoré de 100 000 € et les dépenses de la section d'investissement ont été ajustées à ce montant et au montant prévisionnel de la redevance.

La correction de l'inscription budgétaire de l'excédent de fonctionnement reporté 2025 permet d'inscrire en dépenses de fonctionnement davantage de crédits pour le reversement à l'agence de l'eau Adour Garonne des redevances de performance recouvrées pour son compte durant l'exercice 2025.

Enfin selon une maxime de sagesse politique bien connue : « gouverner c'est prévoir ». La hausse du prix de l'eau, délibérée et votée lors de la séance du conseil municipal du 27 avril dernier, vise à doter le service de moyens supplémentaires afin de faire face à l'entretien des forages et au renouvellement des canalisations.

Il remercie l'équipe des finances pour le travail réalisé.

Sans observation, la délibération est adoptée à l'unanimité.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/8.

Réf : Finances – Thierry Thodiart /7.1.2

OBJET : ADMISSION EN NON-VALEURS DE CREANCES ETEINTES – EXERCICE 2014 BUDGET PRINCIPAL - AUTORISATION

Monsieur LANGLOIS expose :

La Responsable du Service de Gestion Comptable (SGC) de Castres-Gironde nous a transmis le 5 juin 2025 une demande d'admission en non-valeur de créances éteintes concernant le recouvrement de la facturation de repas livrés à une association durant l'année 2014 (liste n°7661211632) pour un montant total de 3 432,27 €, au titre du budget principal.

Le motif de non-recouvrement invoqué est la clôture pour insuffisance d'actif d'une procédure de redressement judiciaire-liquidation judiciaire, initiée en 2015 avec un jugement de clôture en date du 2 juin 2023. Ce motif, étant une décision de justice extérieure définitive, a pour effet d'éteindre les créances et de s'opposer à toute action de recouvrement ultérieure.

Il vous est proposé d'admettre en non-valeur les recettes relatives au recouvrement de frais de repas du mois de mai au mois d'août 2014, figurant sur la liste n°7661211632 pour un montant de 3 432,27 € et pour lesquelles le recouvrement n'a pu être mené à bien, dont vous trouverez ci-dessous le détail, qui ne doit pas être rendu public, s'agissant d'une décision nominative.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité.

Vu la demande d'admission en non-valeur de créances éteintes (liste 7661211632) formulée par la Responsable du service de gestion comptable de Castres-Gironde Créon le 5 juin 2025.

- Admet en non-valeur les titres de recettes de l'exercice 2014, figurant sur la liste n°7661211632, dont le montant s'élève à 3 432,27 euros pour le budget principal.

- Précise que les crédits sont prévus sur le budget de l'exercice 2026 à l'article 6542 – Créances éteintes.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**





Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/8.

Réf : Finances – Thierry Thodiart /7.1.2

OBJET : ADMISSION EN NON-VALEURS DE CREANCES ETEINTES – EXERCICE 2014 BUDGET PRINCIPAL - AUTORISATION

Monsieur LANGLOIS présente la délibération.

Monsieur FABRE prend la parole

Pourquoi la liste n°7661211632 fournit peu d'informations. Le groupe RN demande plus de détails : nombre et type de repas, pour qui ? nombre d'enfants ? animateurs ? autres personnes ?

Monsieur le Maire lui indique « que la liste n°7661211632 est une demande d'admission en non-valeur de créances éteintes soumise par le comptable public, le service de gestion comptable de Castres-Gironde Créon pour un montant de 3 432,27 € concernant l'association du Patronage Laïque Cazemajor Yser.

Comme il a été précisé, lors de la commission des finances du 15 juin 2026, la commune de Cestas fournissait et facturait des repas à l'association pour ses activités d'accueil de loisirs sans hébergement d'enfants sur le site de Cestas avenue Jean Moulin durant les vacances scolaires. S'agissant de titres de recettes émis en 2014, le délai de conservation des archives de 10 ans étant dépassé nous ne disposons plus des états détaillés de facturation ».

Sans observation, la délibération est adoptée à l'unanimité.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/9.

Réf : Finances – Thierry Thodiart /7.1.2

OBJET : ADMISSION EN NON-VALEURS DE CREANCES ETEINTES – EXERCICE 2020 BUDGET PRINCIPAL - AUTORISATION

Monsieur LANGLOIS expose :

La Responsable du Service de Gestion Comptable (SGC) de Castres-Gironde nous a transmis le 27 mai 2025 une demande d'admission en non-valeur de créances éteintes concernant le recouvrement de la taxe locale sur la publicité extérieure de l'année 2020 facturée à une société (liste n°7460400432) pour un montant total de 116,40 €, au titre du budget principal.

Le motif de non-recouvrement invoqué est la clôture pour insuffisance d'actif d'une procédure de redressement judiciaire-liquidation judiciaire, avec un jugement de clôture en date du 9 juillet 2020. Ce motif, étant une décision de justice extérieure définitive, a pour effet d'éteindre les créances et de s'opposer à toute action de recouvrement ultérieure.

Il vous est proposé d'admettre en non-valeur la recette relative au recouvrement de la taxe sur la publicité extérieure de l'exercice 2020, figurant sur la liste n°7460400432 pour un montant de 116,40 € et pour laquelle le recouvrement n'a pu être mené à bien, dont vous trouverez ci-dessous le détail, qui ne doit pas être rendu public, s'agissant d'une décision nominative.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

Vu la demande d'admission en non-valeur de créances éteintes (liste 7460400432) formulée par la Responsable du service de gestion comptable de Castres-Gironde Créon le 27 mai 2025.

- Admet en non-valeur le titre de recettes de l'exercice 2020, figurant sur la liste n°7460400432, dont le montant s'élève à 116,40 euros pour le budget principal.

- Précise que les crédits sont prévus sur le budget de l'exercice 2026 à l'article 6542 – Créances éteintes.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**





Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6//9.

Réf : Finances – Thierry Thodiart /7.1.2

OBJET : ADMISSION EN NON-VALEURS DE CREANCES ETEINTES – EXERCICE 2020 BUDGET PRINCIPAL - AUTORISATION

Monsieur LANGLOIS présente la délibération.

Il rappelle que les créances éteintes sont perdues pour la collectivité.

Il indique que Monsieur le Maire a été félicité par le comptable, lorsqu'il l'a reçu, pour la qualité de recouvrement des créances de la Ville. Il remercie Monsieur THODIARD qui relaie les informations auprès du comptable de Castres.

Sans observation, la délibération est adoptée à l'unanimité.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/10.

Réf : Finances – Thierry Thodiart /7.10.

OBJET : ADMISSION EN NON-VALEURS DE CREANCES ETEINTES – EXERCICES 2023 A 2025 BUDGET PRINCIPAL – AUTORISATION

Monsieur LANGLOIS expose :

La Responsable du Service de Gestion Comptable (SGC) de Castres-Gironde nous a transmis le 6 mai dernier une demande d'admission en non-valeur de créances éteintes concernant le recouvrement de la taxe sur la publicité extérieure des années 2023, 2024 et 2025 envers une société (liste n°8152821532) pour un montant total de 482,30 €, au titre du budget principal.

Le motif de non-recouvrement invoqué est la clôture pour insuffisance d'actif d'une procédure de redressement judiciaire-liquidation judiciaire. Ce motif, étant une décision de justice extérieure définitive, a pour effet d'éteindre les créances et de s'opposer à toute action de recouvrement ultérieure.

Il vous est proposé d'admettre en non-valeur les recettes relatives au recouvrement de la taxe sur la publicité extérieure des années 2023, 2024 et 2025, figurant sur la liste n°8152821532 pour un montant de 482,30 € et pour lesquelles le recouvrement n'a pu être mené à bien, dont vous trouverez ci-dessous le détail, qui ne doit pas être rendu public, s'agissant d'une décision nominative.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

Vu la demande d'admission en non-valeur de créances éteintes (liste 8152821532) formulée par la Responsable du service de gestion comptable de Castres-Gironde Créon le 6 mai 2026.

- Admet en non-valeur les titres de recettes des exercices 2023 à 2025, figurant sur la liste n°8152821532, dont le montant s'élève à 482,30 euros pour le budget principal.

- Précise que les crédits sont prévus sur le budget de l'exercice 2026 à l'article 6542 – Créances éteintes.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE | **LE MAIRE**

Mélanie FABRE | **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/10.
Réf : Finances – Thierry Thodiart /7.10.

OBJET : ADMISSION EN NON-VALEURS DE CREANCES ETEINTES – EXERCICES 2023 A 2025 BUDGET PRINCIPAL – AUTORISATION

Monsieur LANGLOIS présente la délibération.

Il rappelle qu'il s'agit d'une entreprise qui a clôturé pour insuffisance d'actifs.

Sans observation, la délibération est adoptée à l'unanimité.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/11.
Réf : Finances – Thierry Thodiart /7.10.

OBJET : ADMISSION EN NON-VALEURS DE PRODUITS IRRECOUVRABLES – EXERCICES 2017 A 2020 ET DE 2023 A 2025 BUDGET PRINCIPAL - AUTORISATION

Monsieur LANGLOIS expose :

La Responsable du Service de Gestion Comptable (SGC) de Castres-Gironde nous a transmis le 26 mai dernier une demande d'admission en non-valeur de créances irrécouvrables (liste n°7878330532) concernant des titres de recettes non recouvrés des exercices 2017 à 2020 et de 2023 à 2025 d'un montant total de 1 750,31 €, au titre du budget principal.

Les motifs de non-recouvrement invoqués sont le décès de deux redevables et l'absence de résultat des actes de poursuites effectués (poursuite sans effet, NPAI et demande de renseignement négative).

Après étude et traitement par les services municipaux, il vous est proposé d'admettre en non-valeur les recettes, dont le recouvrement n'a pu être mené à bien, figurant sur la liste n°7878330532 pour un montant de 1 750,31 €, dont vous trouverez ci-dessous le détail.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Vu la demande d'admission en non-valeur de créances irrécouvrables (liste 7878330532) formulée par la Responsable du service de gestion comptable de Castres-Gironde Créon le 26 mai 2026.

- Admet en non-valeur les titres de recettes des exercices 2017 à 2020 et 2023 à 2025, figurant sur la liste n°7878330532, dont le montant s'élève à 1 750,31 euros pour le budget principal, avec le détail par année suivant :

année 2017 7,52 €
année 2018 169,33 €
année 2019 321,82 €
année 2020 167,31 €
année 2023 59,78 €
année 2024 578,50 €
année 2025 446,05 €

- Précise que les crédits sont prévus sur le budget de l'exercice 2026 à l'article 6541 – Créances admises en non-valeur.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**

Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/11.

Réf : Finances – Thierry Thodiart /7.1.2

OBJET : ADMISSION EN NON-VALEURS DE PRODUITS IRRECOUVRABLES – EXERCICES 2017 A 2020 ET DE 2023 A 2025 BUDGET PRINCIPAL – AUTORISATION

Monsieur LANGLOIS présente la délibération.

Il indique que la Commune peut poursuivre les débiteurs. Ces créances, si le débiteur a un retour à meilleure fortune, il pourra payer. Compte tenu des sommes en jeu, il explique qu'il est compliqué de pouvoir recouvrer ces sommes pour lesquelles les frais seraient plus importants que les sommes à récupérer. Il indique que cela n'a pas d'incidence sur le budget car ces sommes sont provisionnées.

Monsieur FABRE prend la parole :

Monsieur le Maire, chers collègues, en commission nous vous avons fait part de la solvabilité de plusieurs personnes présentes sur la liste 7878330532, dont certains sont entrepreneurs avec pignons sur rue. Vous nous avez répondu que vous alliez revoir cette liste. Pourquoi est-elle inchangée ?

Monsieur LANGLOIS indique que ce qui a été répondu c'est qu'il y aurait une saisine du Trésor Public et que cela a été fait.

Madame TRINQUART précise que dans la liste, il y a une personne qui a trois entreprises.

Monsieur LANGLOIS indique que le comptable public a considéré que la créance était irrecouvrable.

Monsieur le Maire rappelle que la Commune a un taux de recouvrement supérieur à celui d'autres collectivités mais qu'il y a des sommes qui ne pourront pas être récupérées.

Il ajoute que « lors de la commission des finances, vous avez fait part de votre capacité à retrouver deux redevables en tapant leur nom dans un moteur de recherche, en fonction des informations et « traces » qu'ils ont laissé sur le réseau internet (extrait d'inscription d'entreprise individuelle, annonce de ménage et repassage, annonce de réparation automobile...) mais vous n'avez nullement prouvé leur solvabilité. Nous avons fait part de ces informations au comptable public, qui est le seul compétent en matière de recouvrement dans le cadre de la séparation de l'Ordonnateur et du Comptable.

J'attire votre attention sur les questions d'homonymie pouvant survenir quand on fait des recherches rapides comme cela sur internet. Une des adresses indiquées pour un redevable avait déjà été exploitée sans succès. Le comptable public dispose de moyens de croisement de données avec le fichier des comptes bancaires et les informations CAF quand elles sont disponibles.

Nous ne pouvons pas modifier la liste des admissions en non-valeur de créances irrécouvrables mais nous pouvons par contre émettre des observations et admettre par notre vote un montant minoré ».

Sans observation, la délibération est adoptée à l'unanimité.

****

<u>SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/12.</u>
Réf : Finances – Thierry Thodiart /7.10.

OBJET : PASSATION D'UN PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC MADAME XX – AUTORISATION

Monsieur LANGLOIS expose :

La commune de Cestas, par la signature de la convention d'utilisation du 23 janvier 2023, a concédé la mise à disposition de la salle dite « guinguette des Sources » située dans le parc communal des Sources, chemin des Sources à Madame XX le samedi 25 et le dimanche 26 février 2023 pour un évènement festif familial.

Lors de l'état des lieux de sortie établi le 27 février 2023, l'agent municipal affecté à cette mission a procédé aux constatations d'usage et relevé que la salle nécessitait un nettoyage complet. Il a été décidé de facturer le forfait de nettoyage d'un montant de 150 euros conformément à la délibération du conseil municipal (délibérationn°6/9 du 12 décembre 2022).
Le titre de recettes n°444/2023 bordereau 15 a été émis le 15 mars 2023 pour ce montant.

Madame XX a depuis toujours contesté cette facturation et les conclusions de l'état des lieux sortant, en recourant notamment au service de la conciliatrice de justice de Canéjan, Madame GRUBERT.

Afin d'éviter une procédure contentieuse, les parties ont donc convenu de concessions réciproques afin de parvenir à un accord amiable. Dans un souci d'apaisement, la commune de Cestas a fait part de son accord pour transiger sur la base d'un renoncement à la moitié du dommage soit une réduction de 75 euros, le solde restant à la charge de la famille.

Madame XX a accepté cette proposition.

Chaque partie renonce expressément à exercer toute poursuite, réclamation, demande, instance, requête ou action en justice de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'autre partie, qui trouverait son origine dans le litige précédemment exposé.

Il est proposé d'approuver le protocole transactionnel reprenant les conditions exposées ci-dessus.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 28 voix pour et 5 abstentions (Groupe Demain Cestas).

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu les articles 2044 et suivants du code civil

- Fait siennes les conclusions du rapporteur,
- Approuve le projet de protocole transactionnel entre la commune et Madame XX,
- Autorise le Maire ou Jean-Pierre LANGLOIS, adjoint aux finances à signer le protocole ci-joint.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**

Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/12.
Réf : Finances – Thierry Thodiart /7.10.

OBJET : PASSATION D'UN PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC MADAME XX – AUTORISATION

Monsieur LANGLOIS présente la délibération.

Monsieur le Maire indique que la remarque de Madame MOREIRA a bien été notée.

Monsieur LANGLOIS indique que chacun fait un pas de son côté. Compte tenu des sommes en jeu, cela n'a pas de sens d'aller plus loin et d'engager une procédure judiciaire.

Madame TRINQUART demande s'il est possible d'avoir le détail de la dégradation ainsi que l'état des lieux et/ou des photos.

Monsieur le Maire indique qu'il s'agit du forfait ménage de 150 € prévu par la délibération n°6/9 du 12/12/2022 pour ménage non fait, ce que conteste l'administrée.

La délibération a été adoptée par 28 voix POUR et 5 ABSTENTIONS (Groupe Demain Cestas).

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/13.
Réf : Nélida M'Nemoi/Thierry Thodiart – Marchés Publics/1.1.11

OBJET : CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA CONCLUSION D'UN MARCHÉ DE SERVICE RELATIF À LA VÉRIFICATION TECHNIQUE DES ÉQUIPEMENTS DE SECOURS ET D'INCENDIE INSTALLÉS DANS LES BÂTIMENTS ET VÉHICULES POUR LA COMMUNE DE CESTAS, LE C.C.A.S. ET LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES JALLE EAU BOURDE.

Monsieur LANGLOIS expose :

Le marché de prestation de service relatif à la vérification technique périodique des équipements de secours et d'incendie, précédemment conclu entre la commune de Cestas, le Centre Communal d'Action Sociale et la Communauté de Communes Jalle-Eau Bourde dans le cadre d'un groupement de commandes, est arrivé à son échéance annuelle à la fin du mois d'avril 2026.

Afin de mutualiser à nouveau la procédure de renouvellement de ce marché et dans le but d'optimiser les conditions économiques et administratives, il est proposé de reconstituer un groupement de commandes entre ces mêmes entités, conformément aux dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique.

Il est précisé que le montant annuel du marché est estimé à 19 000 € HT et que sa durée estimative est de 4 ans.

Le projet de convention constitutive du groupement de commandes est produit en annexe de la présente délibération. Cette convention définit les modalités d'organisation et de fonctionnement du groupement, et désigne la commune de Cestas en qualité de coordonnateur.
À ce titre, le coordonnateur sera chargé de conduire l'ensemble de la procédure de passation au nom et pour le compte de l'ensemble des membres, notifier le marché, et d'en assurer le suivi administratif.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes, et de désigner la Commission d'appel d'offres de la commune de Cestas, comme Commission d'appel d'offres du groupement de commandes ainsi constitué.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Commande Publique, notamment ses articles L. 2113-6 à L. 2113-8 ;
Vu le projet de convention constitutive du groupement de commandes annexé à la présente délibération ;
Vu l'avis de la commission des finances en date du 15 juin 2026 ;

- Approuve la constitution d'un groupement de commandes entre la commune de Cestas, le C.C.A.S de Cestas et la Communauté de Communes Jalle Eau Bourde en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande relatif à la vérification technique des équipements de secours et d'incendie ;
- Adopte les termes de la convention constitutive du groupement de commandes annexée à la présente délibération ;
- Autorise le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes ;
- Désigne la Commission d'Appel d'Offres de la commune de Cestas comme Commission d'appel d'offres du groupement de commandes ainsi constitué.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**

Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/13.
Réf : Nélida M'Nemoi/Thierry Thodiart – Marchés Publics/1.1.11

OBJET : CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA CONCLUSION D'UN MARCHÉ DE SERVICE RELATIF À LA VÉRIFICATION TECHNIQUE DES ÉQUIPEMENTS DE SECOURS ET D'INCENDIE INSTALLÉS DANS LES BÂTIMENTS ET VÉHICULES POUR LA COMMUNE DE CESTAS, LE C.C.A.S. ET LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES JALLE EAU BOURDE.

Monsieur LANGLOIS présente la délibération.
Il indique qu'il s'agit d'un groupement de commandes permettant l'acquisition d'un certain nombre de matériels.

Sans observation, la délibération est adoptée à l'unanimité.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/14.
Réf : Secrétariat Général - Assia Laouani – 7.10.2.

OBJET : REMBOURSEMENT DES REPARATIONS PAR LE SAGC VELO SUITE A UN SINISTRE RESPONSABLE - AUTORISATION

Monsieur LANGLOIS expose,

Le SAGC VÉLO a emprunté le véhicule immatriculé BH-532-KR pour le déroulement de ses activités (séjour vélo) du 20 au 27 mai.

Au cours de cette mise à disposition, le véhicule a subi des dommages matériels importants.

Le montant des réparations nécessaires à la remise en état du véhicule s'élève à un montant total de 3 547,80 €.

L'association SAGC VÉLO a formellement reconnu sa responsabilité dans la survenance de ce sinistre.

Le véhicule concerné, ayant plus de 10 ans, est garanti au « tiers » auprès de l'assureur de la Ville, excluant toute prise en charge des dommages par la compagnie d'assurances.

En vertu des règles relatives à la responsabilité civile et contractuelle applicable aux emprunteurs de biens publics, il appartient à l'association responsable d'assumer l'intégralité des coûts de réparation engendrés par ce sinistre.

Il vous est proposé de mettre à la charge du SAGC VÉLO, le coût des réparations engendrés par ce sinistre, soit le montant de 3 547,80 €.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 28 voix pour et 5 contre (Groupe Demain Cestas).

Vu la convention de mise à disposition de véhicule signée entre la Commune de Cestas et l'association SAGC VÉLO
Considérant la responsabilité du SAGC VÉLO dans ce sinistre.

- Fait siennes les conclusions du rapporteur,
- Approuve la mise à la charge de l'association SAGC VÉLO, du montant global des réparations du véhicule BH-532-KR, soit la somme de 3 547,80 € ;
- Autorise le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à émettre le titre de recette correspondant

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE | **LE MAIRE**

Mélanie FABRE | **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/14.
Réf : Secrétariat Général - Assia Laouani – 7.10.2.

OBJET : REMBOURSEMENT DES REPARATIONS PAR LE SAGC VELO SUITE A UN SINISTRE RESPONSABLE - AUTORISATION

Monsieur LANGLOIS présente la délibération.

Il s'agit d'une demande très claire. La Commune est assurée et les associations qui utilisent les matériels bénéficient de l'assurance au tiers. Les associations doivent payer la remise en état des véhicules. Il rappelle le montant des dommages engendrés par le sinistre.

Monsieur TACHON prend la parole. (Intervention transmise par écrit)

Nous ne contestons pas que lorsqu'une association est responsable d'un sinistre, elle doive assumer les conséquences de ses actes, nous avions d'ailleurs voté favorablement le principe du paiement des franchises en 2025. Concernant cette nouvelle délibération, le SAGC Vélo a reconnu sa responsabilité et il n'y a, sur ce point, aucune ambiguïté.

En revanche, nous sommes beaucoup plus réservés sur les conditions dans lesquelles cette responsabilité est mise en œuvre.

La délibération nous apprend que le véhicule communal était assuré uniquement au tiers, en raison de son ancienneté. C'est précisément ce choix qui conduit aujourd'hui à faire supporter à l'association l'intégralité des frais de réparation, soit 3 547,80 €.

L'association avait-elle été clairement informée, avant la mise à disposition, que le véhicule n'était assuré qu'au tiers et qu'en cas de dommage elle supporterait seule l'intégralité du coût des réparations ?

En effet, le choix d'une assurance au tiers permet à la commune de réaliser une économie sur le montant de sa prime d'assurance. Mais cette économie est supportée financièrement par l'association en cas de sinistre.

Cette situation nous paraît déséquilibrée. Une association qui emprunte un véhicule communal ne s'attend pas nécessairement à supporter un risque financier de plusieurs milliers d'euros, sauf si cela lui a été expliqué de manière parfaitement claire et transparente. Je rappelle que le montant de la franchise exprimé dans la précédente délibération est de 750€.

C'est pourquoi nous voterons contre cette délibération.

À l'avenir, il nous semblerait indispensable que les conventions mentionnent de manière très visible le niveau de couverture du véhicule et les conséquences financières qui peuvent en découler pour L'emprunteur.

Cette intervention est valable pour la délibération suivante pour le SAGC Football.

Monsieur le Maire souligne que ce sont les conducteurs qui font jouer leur assurance dans le cadre de leur assurance personnelle. C'est ce qui se passe pour le SAGC vélo. Il faudra que l'association se couvre avec une assurance. Cela nécessitera une précision dans les conventions de mise à disposition pour une parfaite information des associations.

Monsieur LANGLOIS rappelle la difficulté de trouver des assureurs qui acceptent de couvrir les risques. Ce n'est pas un choix d'économie mais que la Commune doit compter avec les assureurs pour assurer la continuité du service.

La délibération a été adoptée par 28 voix POUR et 5 CONTRE (Groupe Demain Cestas)

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/15.

Réf : Secrétariat Général - Assia Laouani – 7.10.2.

OBJET : REMBOURSEMENT DES REPARATIONS PAR LE SAGC FOOT SUITE A UN SINISTRE RESPONSABLE - AUTORISATION

Monsieur LANGLOIS expose,

Le véhicule de la commune immatriculé EC-747-DT, mis à la disposition du SAGC FOOT du 22 au 26 mai pour un déplacement au championnat Seniors R3 à Meillon (64), a subi d'importants dégâts matériels.

Le montant des réparations nécessaires à la remise en état du véhicule s'élève à un montant total de 1 909,77 € TTC.

L'association SAGC FOOT a formellement reconnu sa responsabilité dans la survenance de ce sinistre.

Le véhicule concerné, ayant plus de 10 ans, est garanti au « tiers » auprès de l'assureur de la Ville, excluant toute prise en charge des dommages par la compagnie d'assurances.

En vertu des règles relatives à la responsabilité civile et contractuelle applicable aux emprunteurs de biens publics, il appartient à l'association d'assumer l'intégralité des coûts de remise en état du véhicule emprunté.

Il vous est proposé de mettre à la charge du SAGC FOOT le coût des réparations engendrés par ce sinistre, soit le montant de 1 909,77 €.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 28 voix pour et 5 contre (Groupe Demain Cestas).

Vu la convention de mise à disposition de véhicule signée entre la Commune de Cestas et l'association SAGC FOOT
Considérant la responsabilité du SAGC FOOT dans ce sinistre.

- Fait siennes les conclusions du rapporteur,
- Approuve la mise à la charge de l'association SAGC FOOT du montant global des réparations du véhicule EC-747-DT, soit la somme de 1 909,77 € ;
- Autorise le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à émettre le titre de recette correspondant

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE

Mélanie FABRE

LE MAIRE

Jérôme STEFFE

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/15.

Réf : Secrétariat Général - Assia Laouani – 7.10.2.

OBJET : REMBOURSEMENT DES REPARATIONS PAR LE SAGC FOOT SUITE A UN SINISTRE RESPONSABLE - AUTORISATION

Monsieur LANGLOIS présente la délibération.

Monsieur le Maire indique qu'il a tenu ce discours concernant l'état de la flotte et des bâtiments et qu'il s'agit du patrimoine commun de tous les cestadais. Il déplore que les minibus reviennent avec des sièges et des ceintures de sécurité arrachés. Il est important de responsabiliser les associations et les usagers.

La délibération a été adoptée par 28 voix POUR et 5 CONTRE (Groupe Demain Cestas).

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/16.

Réf : Secrétariat Général – Elodie ELIAS – 9.1

OBJET : AVENANT A LA CONVENTION RELATIVE A L'OCCUPATION DU CHATEAU D'EAU DE REJOUIT POUR L'INSTALLATION D'UN RELAIS DE TELECOMMUNICATIONS – AUTORISATION

Monsieur CELAN expose,

Le 19 juillet 2011, une convention d'occupation du château d'eau de Réjouit, parcelle CI n°62 au 2 chemin de Pichelèbre a été signée avec la société FREE Mobile pour l'installation et l'exploitation d'équipements techniques de communications électroniques (antenne relais).

Dans le cadre d'un partenariat avec la société ILIAD 7 aujourd'hui dénommée ON TOWER FRANCE, FREE Mobile lui a cédé l'ensemble de ses droits et obligations pour le site objet de la convention initiale, ainsi que les infrastructures passives du site, ILIAD 7 hébergeant les équipements actifs de Free Mobile sur le site.

La société ON TOWER FRANCE a pour objet social la gestion et l'exploitation de sites points hauts afin de fournir des services d'accueil aux opérateurs de communications électroniques ou aux gestionnaires d'infrastructures d'accueil d'équipements de communications électroniques, avec lesquels elle est liée par des contrats de services.

La convention initiale arrivant à échéance en juillet 2026, la société ON TOWER FRANCE s'est rapprochée de la commune afin de signer un avenant prorogeant la convention initiale de mise à disposition du château d'eau de Réjouit de douze ans avec une possibilité de tacite reconduction pour une période de trois ans.

Les autres termes de la convention initiale demeurent inchangés et notamment l'indexation du loyer basé sur l'indice de révision des loyers (IRL). Le montant annuel global et forfaitaire pour la mise à disposition du château d'eau payé à ce jour est de 8 744,45 euros (7000 euros en 2011 lors de la signature de la convention).

Il vous est proposé d'autoriser la signature de cet avenant avec la société ON TOWER FRANCE permettant de proroger la convention initiale de mise à disposition du château d'eau de Réjouit pour l'installation et l'exploitation d'équipements techniques de communications électroniques

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Postes et des Communications Electroniques,
Vu la convention de mise à disposition signée la 19 juillet 2011,
Considérant que cet immeuble accueille déjà ce type d'équipement,

- Fait siennes les conclusions de Monsieur CELAN,
- Autorise le Maire à signer avec la société ON TOWER FRANCE, l'avenant prorogeant de 12 ans la convention d'occupation du château d'eau pour l'installation et l'exploitation d'un relais de télécommunications.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE | **LE MAIRE**

Mélanie FABRE | **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/16.

Réf : Secrétariat Général – Elodie ELIAS – 9.1

OBJET : AVENANT A LA CONVENTION RELATIVE A L'OCCUPATION DU CHATEAU D'EAU DE REJOUIT POUR L'INSTALLATION D'UN RELAIS DE TELECOMMUNICATIONS – AUTORISATION

Monsieur CELAN présente la délibération et rappelle le contexte.

Madame TRINQUART prend la parole (intervention transmise par écrit).

Monsieur le Maire, chers collègues,

La convention qui nous est présentée prévoit le renouvellement de l'occupation du château d'eau de Réjouit pour l'implantation d'une antenne relais, pour une durée de douze ans.

Nous ne contestons pas le principe de cette installation, qui répond à un besoin de couverture mobile. Mais une durée de douze années engage durablement la commune et mérite quelques précisions.

Pourquoi avoir retenu une durée de douze ans plutôt qu'une durée plus courte, éventuellement renouvelable après réévaluation des conditions économiques et techniques ?

Quelle comparaison a été menée avec les loyers perçus par d'autres collectivités pour des sites comparables ?

Le contrat permet-il l'accueil de plusieurs opérateurs sur cette installation ? Et, dans cette hypothèse, la commune percevra-t-elle une rémunération additionnelle pour chaque nouvel occupant ?

Enfin, existe-t-il une clause de révision exceptionnelle du loyer ou une possibilité de résiliation anticipée, notamment en cas d'évolution importante des conditions d'exploitation, d'augmentation du nombre d'opérateurs accueillis ou de changement de destination du site ?

Ces éléments nous paraissent nécessaires afin de vérifier que la commune protège correctement ses intérêts sur toute la durée de la convention.

Monsieur CELAN indique que les conventions relatives à l'installation d'antennes relais sont toutes d'une durée allant de 9 à 12 ans. Les opérateurs ne souhaitent pas s'engager sur des plus petites durées car l'installation et l'entretien de ces équipements ont un coût pour eux. Initialement cette convention prévoyait un renouvellement allant de 12 ans en 12 ans. Nous avons négocié sa reconduction tacite en diminuant sa durée : 3 au lieu de 12 ans. La convention prévoit une actualisation annuelle de la redevance.

Il poursuit en indiquant que tarif est celui pratiqué traditionnellement pour ce genre d'installation, en moyenne, il est de l'ordre de 7 à 8000 €/an.

Il indique qu'à ce jour, le château accueille les 4 opérateurs (Free, Orange, Bouygues et SFR). Des conventions ont été signées pour chaque antenne et la commune perçoit donc des loyers annuels pour les 4 antennes.

Monsieur le Maire indique qu'il n'est pas envisagé le changement de destination du château d'eau dans les prochaines années.

Monsieur CELAN précise que toutes les conventions prévoient une révision annuelle du loyer basé soit sur l'IRL, soit sur l'indice du coût de la construction. Les conventions prévoient des mesures de résiliation à l'initiative de la commune en cas de non-paiement du loyer après une mise en demeure de payer et en cas de nécessité de procéder à une restructuration entrainant la destruction totale ou partielle de l'immeuble.

Sans observation, la délibération a été adoptée à l'unanimité.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/17.
Réf : Services Techniques – Julien Jover – Thierry Renou – 1.3

OBJET : CONVENTION DE SERVITUDES AVEC ENEDIS POUR LE RACCORDEMENT DE LA RESIDENCE LA CURE - CHEMIN ENTRE LES LAGUNES - AUTORISATION

Monsieur CELAN expose :

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, ENEDIS doit procéder aux différents travaux de raccordement de la résidence La Cure chemin Entre les Lagunes à Cestas.

Ces travaux consistent à implanter :

- Une canalisation souterraine et ses accessoires dans une bande de 1 m de large sur une longueur totale d'environ 68 mètres,
- Les bornes de repérage si besoin, au droit du chemin Entre Les Lagunes sur la parcelle communale CB 0073.

Dans ce cadre, il vous est proposé de signer une convention de servitudes afin qu'ENEDIS puisse intervenir sur la parcelle communale CB 0073, chemin Entre les Lagunes.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité.

- Fait siennes les conclusions du rapporteur,
- Approuve, le projet de convention de servitudes ci-joint,
- Autorise le Maire, à signer la convention de servitudes avec ENEDIS.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**

Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/17.

Réf : Services Techniques – Julien Jover – Thierry Renou – 1.3

OBJET : CONVENTION DE SERVITUDE AVEC ENEDIS POUR LE RACCORDEMENT DE LA RESIDENCE LA CURE - CHEMIN ENTRE LES LAGUNES - AUTORISATION

Monsieur CELAN présente la délibération.

Monsieur le Maire indique qu'il s'agit d'une délibération classique.

Sans observation, la délibération a été adoptée à l'unanimité.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/18.

Réf : Urbanisme Véronique Saintout –2.1.2.

OBJET : OUVERTURE A L'URBANISATION D'UNE ZONE 2 AU – CHEMIN DE LOIGNAN – ENGAGEMENT D'UNE PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET AVEC MISE EN COMPATIBILITE DU PLU EN APPLICATION DES ARTICLES L.300-6 ET SUIVANTS ET L.153-54 DU CODE DE L'URBANISME

Monsieur le Maire expose :

Au terme d'une délibération du 1er juillet 2025, portant sur les justifications et l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU située Chemin de Loignan, le conseil municipal s'était prononcé favorablement sur la mise en œuvre d'une modification N° 5 du PLU.

Cette procédure visait à transformer la zone 2 AU en zone 1 AU du PLU, et ce, dans l'optique de la réalisation d'une opération d'aménagement en mixité sociale sur un foncier d'une superficie totale d'environ 10 hectares.

Cette modification N° 5 a été dûment engagée par un arrêté N° 313-2025 du 11 juillet 2025.

Considérant l'évolution de la jurisprudence administrative, il s'avère que l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2 AU par le biais d'une procédure de modification du PLU, au-delà d'une durée de 9 ans

après l'approbation du document d'urbanisme de la commune n'est aujourd'hui plus possible. Notre PLU a été approuvé le 15 mars 2017.

Aussi, bien que la modification N° 5 du PLU ait été engagée dans un délai de moins de 9 ans, son approbation définitive, compte tenu des études à mener et notamment l'éventualité de la nécessité d'une évaluation environnementale, aurait dépassé la date butoir imposée du 15 mars 2026.

La réalisation de logements locatifs sociaux dans le respect des dispositions des lois SRU et ALUR demeure une priorité pour notre municipalité.

Pour mémoire, le taux de logements locatifs sociaux sur CESTAS est actuellement de 18,29 %. Ce foncier situé Chemin de Loignan, par sa superficie et sa localisation dans le quartier de Réjouit présente des caractéristiques intéressantes pour accroitre le pourcentage de logements locatifs sociaux en particulier par le fait qu'il soit grevé d'une servitude de mixité sociale imposant la réalisation de 75 % de logements locatifs sociaux dans le cadre d'une opération d'aménagement.

Aussi, il convient, dans un 1er temps, d'annuler la procédure de modification N° 5 du PLU engagée depuis le 1er juillet 2025 qui ne pourra arriver à son terme dans le délai imparti.

Toutefois, compte-tenu de la volonté de la commune de Cestas de poursuivre ses efforts en matière de réalisation de logements locatifs sociaux, il importe, dans un second temps, de pallier l'annulation de la modification N° 5 du PLU par la mise en œuvre d'une procédure dite de « déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU », définie aux articles L. 300-6 et suivants et L.153-54 à 59 du code de l'urbanisme.

L'article L.300-6 du code de l'urbanisme permet à l'Etat, aux collectivités territoriales et leurs groupements de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une opération d'aménagement ou la réalisation d'un programme de constructions. L'intérêt général du projet est la condition sine qua non autorisant la mise en œuvre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

Il appartient donc à notre commune de justifier l'intérêt général du projet d'aménagement retenu sur le foncier situé Chemin de Loignan.

L'intérêt général du projet Chemin de Loignan

Malgré les efforts engagés par notre municipalité, il s'avère que la commune de CESTAS rencontre des difficultés pour se conformer aux dispositions des lois SRU et ALUR quant à l'atteinte des objectifs de réalisation de logements locatifs sociaux.

Le PLU de la commune et le PLH communautaire approuvés respectivement en 2017 et 2024, ont posé comme principe la perspective d'un aménagement urbain maitrisé basé sur la notion de mixité sociale au sein des programmes de constructions sur la commune de CESTAS. Dans cette optique, il importe à la collectivité de saisir toutes les opportunités qui se présentent afin d'accroitre le pourcentage de logements locatifs sociaux, pour parvenir, à terme, aux 25 % obligatoires.

Les divers propriétaires des parcelles cadastrées section CO 5p-17p, CN 4p-7p-15p-21p-23p, CV 7p-9p-11p représentant une surface d'environ 10 hectares ont manifesté leur intention de procéder à une opération d'aménagement de ce foncier.

Comme précédemment exposé dans la délibération justifiant l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2 AU Chemin de Loignan, du 1er juillet 2025, il n'apparait qu'aucun autre foncier actuellement disponible n'est susceptible d'accueillir un tel projet en mixité sociale, dans un délai relativement court.

Ainsi, pour ce qui est des 7 OAP du PLU, plusieurs d'entre elles ont d'ores et déjà été aménagées. Seules les OAP N°1 (pour partie), 4, 5 et 6 ne comportent pas de projets en cours de construction.

- **OAP N°1**

Les secteurs 1.1 et 1.2 situés à l'angle de l'Avenue Jean Moulin et Avenue Salvador Allende représentant une superficie totale d'environ 40 hectares ont d'ores et déjà, en majeure partie, fait l'objet de programmes d'aménagement d'ensemble autorisés comprenant respectivement les projets en mixité sociale de la SNC DOMAINE DE LARTIGUE et de la SARL LEHENA PROMOTION.

A ce jour, il reste un solde non aménagé dans ce secteur pour une surface d'environ 9,6 hectares dont environ 4 hectares d'espaces boisés classés non constructibles. Seuls 5,6 hectares demeureraient aménageables. Toutefois, l'aménagement de ce solde découle de la réalisation échelonnée de l'opération DOMAINE DE LARTIGUE, tant pour son accès voirie que pour la desserte par les divers réseaux.

Ce solde de l'OAP N°1, n'est donc pas en l'état, susceptible d'être aménagé avant plusieurs années, en fonction de l'avancement de la commercialisation de l'opération DOMAINE DE LARTIGUE.

- **OAP N°4 - propriété CAROL**

Ce foncier de 2 hectares, Chemin de Trigan, pourrait accueillir une opération en mixité sociale de 30 LLS et 10 lots à bâtir. Les propriétaires, en indivision, ne sont actuellement pas disposés à aménager leur bien ou à le vendre.

- **OAP N°5 - propriété POUBLAN**

Situé Chemin entre les Lagunes, ce foncier d'une surface de 2 hectares dont environ 4000 m² en espace boisé classé est destiné, de même, à une opération en mixité sociale qui pourrait comporter 12 terrains à bâtir et 25 LLS. Aucun projet d'aménagement ne peut être engagé dans des délais relativement brefs.

- **OAP N°6 – LA TOUR**

Il s'agit d'un ensemble de parcelles appartenant à divers propriétaires fonciers. Cette OAP autoriserait sur 9 hectares, un projet en mixité sociale de 80 LLS et 60 terrains à bâtir. Une évaluation environnementale « 4 saisons » a été engagée dans l'optique de dresser un diagnostic écologique du site. A ce stade, aucun projet ne peut intervenir à court terme.

S'agissant des biens diffus potentiellement aménageables sur la commune, hors OAP, plusieurs fonciers pourraient permettre la réalisation de projets en mixité sociale. Ces terrains sont, pour l'essentiel, situés à proximité du Bourg de Cestas ou du Centre de Gazinet.

Toutefois, au fil des mois, la commune de Cestas a contacté les propriétaires de ces biens ou leur mandataire afin de connaitre leurs intentions. Il en résulte qu'au regard du contexte économique actuel, ces propriétaires souhaitent conserver leurs biens.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, aucun foncier, tant dans le cadre des OAP que des terrains diffus ne permet aujourd'hui la mise en œuvre d'un projet urbain conduisant à la réalisation d'un nombre conséquent de logements locatifs sociaux en vue de l'atteinte des objectifs triennaux imposés par les lois SRU et ALUR.

Par ailleurs, tel que stipulé dans le projet d'aménagement et de développement durable du PLU (PADD), la commune souhaite permettre un développement urbain maitrisé dans les centralités que sont le Bourg de Cestas, Gazinet, Réjouit et Toctoucau.

Ce développement urbain doit être réalisé de manière équilibrée au sein de ces divers quartiers, en adéquation avec les services et équipements (réseaux) présents dans le secteur.

Ces dernières années, de nombreux projets en mixité sociale ont été réalisés sur le quartier de Gazinet. Il apparait donc nécessaire de rééquilibrer géographiquement l'implantation de nouveaux projets notamment dans le quartier de Réjouit.

Il s'agit donc, pour l'atteinte des objectifs fixés par les lois SRU et ALUR de procéder à l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2 AU sur le Chemin de Loignan d'autant que comme mentionné, ces parcelles sont grevées d'une servitude de mixité sociale imposant 75 % de logements locatifs sociaux dans le cadre d'une opération d'aménagement. Il s'agit là d'un point capital justifiant de la nécessité d'ouvrir à l'urbanisation ce foncier, de manière prioritaire.

Faisabilité opérationnelle du projet d'aménagement et procédure administrative

Ce foncier se situe en façade du Chemin de Loignan, et bénéficie d'un accès sur cette voie départementale.

Il s'implante en continuité du lotissement Les Pièces de Choisy dans sa partie Ouest et d'un ensemble de constructions patrimoniales de qualité datant du 19ème siècle à l'angle de l'Avenue Saint Jacques de Compostelle. Il est longé sur toute sa longueur par la piste cyclable permettant de relier le Bourg de Cestas à la commune de Léognan. Ce bien est de plus desservi par l'ensemble des réseaux publics.

A ce stade de la réflexion engagée, cette opération en mixité sociale, conformément à la servitude de mixité sociale de 75 % de logements locatifs sociaux, pourrait conduire à la création de 90 logements locatifs sociaux et 30 lots à bâtir, desservis par une ou plusieurs voies internes débouchant sur le futur giratoire à créer sur le chemin de Loignan.

Une prochaine OAP (secteur N° 8) définira plus précisément les orientations retenues pour la réalisation de cette opération.

Sur le plan du déroulé administratif de la procédure, en fonction de l'avis de l'autorité environnementale consultée sur la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale, la commune de Cestas envisage la possibilité d'autoriser l'aménagement effectif de 7 hectares sur les 10 qui constituent ce foncier, par un opérateur privé.

Dans l'hypothèse d'une évaluation environnementale obligatoire, une concertation préalable du public sera organisée selon des modalités précisées dans une future délibération du conseil municipal au titre des articles L.103-2 et suivants du code de l'urbanisme. Un bilan sera dressé à l'issue de cette concertation et présenté au conseil municipal.
Les personnes publiques associées seront consultées et une réunion d'examen conjoint permettra de recueillir leur avis sur ce projet d'intérêt général emportant mise en compatibilité du PLU.

A l'issue de ces différentes consultations, il sera organisé une enquête publique conformément aux articles L.123-9 du code de l'environnement, et L.153.53 et 54 du code de l'urbanisme.

Suite à cette enquête publique et avant l'approbation de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, le maire de la commune en présentera le bilan aux membres du conseil municipal. La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pourra alors être adoptée

éventuellement modifiée suite aux remarques émises lors de l'enquête publique et de la réunion d'examen conjoint des PPA.

A l'issue des mesures de publicité obligatoires la déclaration de projet sera intégrée au PLU de la commune.

En conclusion, la commune de Cestas retient l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2 AU Chemin de Loignan principalement pour les motifs suivants :

- Elle permettra de conforter l'urbanisation de ce secteur de la commune en l'organisant et le structurant,
- Cette opération permettra d'accroitre l'offre de logements locatifs sociaux (LLS) sur le territoire communal et de répondre aux objectifs définis par les Lois SRU et ALUR grâce à l'application de la servitude de mixité sociale inscrite sur ce bien (75% de logements locatifs sociaux obligatoires),
- La surface importante de ce foncier autorise un nombre important de logements en mixité sociale et plus particulièrement de logements locatifs sociaux,
- L'apport de population généré par ce projet d'aménagement urbain et en particulier de jeunes ménages avec enfants, renforcera les effectifs du groupe scolaire de Réjouit,
- Le foncier d'assiette de cette future opération est desservi par l'ensemble des réseaux et par une voirie suffisante qu'il conviendra d'aménager par la création d'un giratoire sur le Chemin de Loignan,
- Il est longé par une piste cyclable qui permet de relier la Bourg de Cestas et la commune de Léognan, facilitant ainsi les mobilités douces. Via le Chemin des Sarments, situé face au projet, les habitants de cette future opération pourront rejoindre de manière sécurisée le centre commercial de Choisy Latour et le groupe scolaire de Réjouit, ainsi que les commerces de proximité (boulangerie, bar tabac…) et les services (agence postale, médecins, professions para médicales du quartier, maison pour tous…) présents dans ce quartier,
- Ce foncier est mobilisable à court terme et inscrit au sein des enveloppes urbaines du SCOT de l'Aire Métropolitaine de Bordeaux,
- Aucun autre foncier tant au niveau des OAP que des terrains diffus n'est possiblement aménageable dans des délais raisonnables,
- Les propriétaires de ces parcelles souhaitent procéder à une opération d'aménagement d'ensemble de leurs biens,

Considérant ces diverses composantes, ce projet apparait d'intérêt général pour la commune de Cestas et justifie la mise en œuvre d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, au titre de l'article L. 300-6 du code de l'urbanisme,

Cette procédure entraine, en application des articles L.153-54 à 153-59 dudit code, la mise en compatibilité du PLU. Ainsi, au terme de cette procédure, la zone 2 AU Chemin de Loignan sera modifiée en zone 1 AU dans le document d'urbanisme de la commune,

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 26 voix pour et 7 abstentions (Groupes Demain CESTAS et Rassemblement cestadais).

Vu la loi SRU du 13 décembre 2000,
Vu la loi du 2 juillet 2003 Urbanisme et Habitat,
Vu la loi du 24 mars 2014 pour l'accès à un logement et un urbanisme rénové (ALUR),
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L.300-6 et suivants et L.153-54 à 59,
Vu l'article L.123-9 du code de l'environnement,
Vu le SCOT de l'Aire Métropolitaine de Bordeaux,

Vu le Plan local d'urbanisme de la commune approuvé le 15 mars 2017, modifié les 8 novembre 2018, et 17 octobre 2024,
Vu la volonté des propriétaires d'aménager une opération en mixité sociale sur leurs propriétés respectives,
Considérant la réunion de la Commission d'urbanisme du 16 juin 2026,
Considérant l'intérêt général du projet,

- Fait siennes les conclusions de Monsieur le Maire,

- Annule la délibération du 1er juillet 2025 justifiant l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2 AU Chemin de Loignan par le biais d'une modification simplifiée N° 5 du PLU, au regard des capacités encore inexploitées dans le tissu urbain de la commune,

- Mandate le Maire pour annuler l'arrêté d'engagement de la procédure de modification simplifiée N° 5 du PLU du 11 juillet 2025,

- Autorise la mise en œuvre d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU au regard de l'intérêt général de la future opération en mixité sociale Chemin de Loignan,

- Autorise le Maire à engager une concertation préalable du public dans le cas de l'obligation de réaliser une évaluation environnementale sur le futur projet,

- Dit que les modalités de cette concertation publique seront définies dans une délibération ultérieure du conseil municipal,

- Mandate le Maire pour organiser l'examen conjoint du projet par les personnes publiques associées,

- Autorise le Maire à engager une enquête publique avant approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU,

- Dit que la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pourra éventuellement être modifiée pour tenir compte des avis du public et celui des personnes publiques associées consultées,
- Dit qu'à l'issue de l'enquête publique le conseil municipal se prononcera définitivement sur l'intérêt général de cette opération et sur la mise en compatibilité du document d'urbanisme de la commune,
- Autorise le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à sa mise en application,
- Dit que la présente délibération fera l'objet de mesures de publicité obligatoires.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**

Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/18.

Réf : Urbanisme Véronique Saintout –2.1.2.

OBJET : OUVERTURE A L'URBANISATION D'UNE ZONE 2 AU – CHEMIN DE LOIGNAN – ENGAGEMENT D'UNE PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET AVEC MISE EN COMPATIBILITE DU PLU EN APPLICATION DES ARTICLES L.300-6 ET SUIVANTS ET L.153-54 DU CODE DE L'URBANISME

Monsieur le Maire présente la délibération.

Il indique que la Commune a déjà délibéré l'année dernière. Cette modification a été engagée par un arrêté mais l'évolution de la jurisprudence administrative oblige à revoir cet arrêté. Avec les études environnementales, le délai et la date butoir du 15 mars 2026 vont être dépassés. La délibération consiste à annuler la procédure de modification qui ne peut aboutir dans le délai imparti et de pallier l'annulation par la mise en place d'une nouvelle procédure d'ouverture à l'urbanisation.

Il rappelle qu'il y a eu une question sur ce thème lors du dernier conseil municipal. Il précise que cette zone est proche de l'ensemble des commodités. Il rappelle la volonté de vendre des propriétaires.

Dans le PLU, il y a 7 AOP dont certaines ont été aménagées. Cela permettra de rééquilibrer les logements dans les différents quartiers de Cestas.

Le projet s'intègre en continuité du lotissement Les pièces de Choisy.

Il y aura 75 % de LLS dans ce programme, le reste étant des terrains à bâtir. Il indique que ce foncier autorise un nombre important de logements, avec l'apport de population de jeunes ménages qui renforceront les effectifs de l'école de Réjouit. Il ajoute que le foncier est desservi par l'ensemble des réseaux et une voirie suffisante.

Le projet est longé par une piste cyclable. Il rappelle que la Commune doit s'inscrire au sein des enveloppes urbaines du SCOT. Ce foncier est intéressant car aucun autre foncier n'est disponible malgré la veille sur tous les fonciers mis en vente, c'est ce qui a été fait Chemin de la Tuilière. Les possibilités sont soumises aux différents opérateurs, mais la commune est contrainte par les coûts de fonciers élevés sur la commune.

Monsieur BUCHOUL prend la parole.

Monsieur le Maire et Chers Collègues,

Notre groupe souhaite être très clair sur cette délibération.

Nous partageons pleinement la nécessité de produire davantage de logements, notamment les logements sociaux, nous ne sommes pas ici pour remettre en cause cet objectif, notre préoccupation est simple faire en sorte que cette opération puisse aboutir dans des conditions transparentes juridiquement solides et sécurisées pour la collectivité comme pour les futurs habitants ;

C'est précisément dans cet esprit que nous interrogeons sur la procédure qui nous est aujourd'hui proposée.

Il y a un an vous envisagiez une procédure de modification du PLU, aujourd'hui cette procédure est donc abandonnée au profit d'une déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU, ce que vous nous avez expliqué juste avant.

Ce changement de procédure intervient après une année de travail sur un dossier que vous avez présenté comme pourtant prioritaire. Vous expliquez que cette évolution par le règlement des neuf années applicables au zone 2 AU ; Or cet échange était connu dès le lancement de la procédure en 2025. Nous aimerions donc comprendre pourquoi cette contrainte n'a pas été anticipée plus tôt et pourquoi la procédure initiale n'a pas été sécurisée dès son engagement.

Notre deuxième interrogation concerne précisément le recours à la déclaration de projets. Cette procédure est destinée à permettre la réalisation d'un projet présentant un intérêt général clairement identifié, lequel justifie ensuite la mise en compatibilité du PLU. Or, à ce stade nous avons le sentiment que la procédure est plus avancée que le projet lui-même. Aucune maîtrise d'ouvrage n'est identifiée aujourd'hui, aucun calendrier précis n'est présenté ici, et le dossier présente un aménagement portant sur 7 hectares alors que le foncier était de près de 10 hectares.

Nous nous interrogeons donc sur le niveau de maturité du projet et sur le fait que la procédure aujourd'hui soit la plus adaptée. Enfin lors de la réunion publique organisée à Cassigny, vous avez indiqué que l'étude environnementale 4 saisons concernant le secteur de l'OAP La Tour était désormais achevée. Pouvez-vous nous confirmer cette information et nous expliquer pourquoi le secteur n'est-il finalement pas retenu ? Il semblerait utile que le Conseil Municipal puisse connaître les conclusions de cette étude afin de comprendre les différentes options qui ont été étudiées avant de retenir le site du chemin de loignan. Notre démarche est résolument constructive.

Nous ne cherchons ni à ralentir ni à empêcher cette opération. Au contraire, nous souhaitons qu'elle puisse aboutir rapidement dans un cadre suffisamment robuste, transparent et sécurisé pour limiter les risques de contentieux qui retarderaient au final la réalisation des logements finalement attendus par les cestadaises et cestadais.

Parce que nous partageons pleinement l'objectif poursuivi tout en conservant des interrogations sur la méthode retenue, notre groupe choisira de s'abstenir sur cette délibération.

Je vous remercie.

Monsieur le Maire indique que la raison du changement de procédure est liée à un changement de jurisprudence qui n'avait pas été porté à la connaissance des services.

Aujourd'hui il indique être sur la faisabilité. En fonction des études environnementales, le projet sera adapté, il a été simplement fait une mise en projection.

Concernant La Tour, les études environnementales sont terminées et la commune doit travailler sur des zones de compensation. Il y a encore beaucoup d'obstacles concernant le projet la Tour. Il y a du foncier à acquérir et de la compensation à trouver.

La délibération a été adoptée par 26 voix POUR et 7 ABSTENTIONS (Groupe Demain Cestas et Rassemblement Cestadais).

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/19.

Réf : service environnement – 3.5

OBJET : SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL ENTRE LA COMMUNE DE CESTAS ET UN RIVERAIN - AUTORISATION

Madame SILVESTRE expose,

Un riverain a signalé à la Commune de Cestas des désordres affectant son garage situé en limite de propriété, désordres qu'il attribue à la présence du chêne pédonculé situé sur le domaine public communal.

Souhaitant mettre fin à ce différend de manière amiable et prévenir toute action judiciaire, les parties conviennent de la solution suivante : la Commune de Cestas accepte de supprimer l'arbre litigieux et le riverain accepte, en contrepartie, de renoncer à toute demande d'indemnisation pour les dommages constatés.

Il vous proposer de l'approuver le protocole d'accord transactionnel annexé à la présente délibération.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 28 voix pour et 5 abstentions (Groupes Demain CESTAS).

- Fait siennes les conclusions de Madame SILVESTRE,
- Approuve la proposition de protocole d'accord transactionnel entre la Commune de CESTAS et le riverain (ci-joint).
- Autorise le Maire à signer le protocole d'accord transactionnel entre la Commune de CESTAS et le riverain et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**

Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/19.

Réf : service environnement – 3.5

OBJET : SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL ENTRE LA COMMUNE DE CESTAS ET UN RIVERAIN - AUTORISATION

Madame SILVESTRE présente la délibération.

Les dégâts ont été attestés par les assurances.

Monsieur le Maire précise qu'une réunion a eu lieu avec tous les riverains afin de présenter un projet de replantation des arbres sur des essences moins hautes avec des propositions des riverains. Il remercie le service environnement et Madame SILVESTRE pour la concertation avec les élus.

Madame TRINQUART demande quels sont les dégâts et la communication des documents suivants : photographie de l'arbre et sa situation, ainsi que le détail des dégâts.

Madame SILVESTRE lui indique que l'arbre en cause est un chêne pédonculé sain (pousse spontanée) âgé de 90 à 120 ans non planté par la commune mais entretenu par la commune et en zone EBC.

Le garage du riverain construit à proximité, présente d'importantes fissures (murs, sol, plafond).

Les expertises contradictoires des deux assureurs confirment que l'arbre est à l'origine des dégâts. Le riverain est disposé à signer un accord amiable pour clore le litige, sous réserve de la suppression de la cause des fissures.

La délibération a été adoptée par 28 voix POUR et 5 ABSTENTIONS (Groupe Demain Cestas).

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/20.

Réf : Ressources Humaines – Stéphan Legros – 4.5.2.

OBJET : INDEMNITÉ FORFAITAIRE COMPLÉMENTAIRE POUR ÉLECTIONS (IFCE) - AUTORISATION

Madame BOUSSEAU expose :

Les heures supplémentaires effectuées par les agents de catégorie B et C lors des scrutins électoraux peuvent être rémunérées via le versement d'indemnités horaires pour travaux complémentaires (IHTS). Les agents de catégorie A n'étant pas éligibles réglementairement aux IHTS, il convient, afin de valoriser leur participation aux consultations électorale, en dehors des heures habituelles de service, d'instituer l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE) prévue par l'arrêté ministériel du 27 février 1962 modifié fixant le régime des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être accordées à certains personnels communaux.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité.

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L. 712-1, L.714-4 à L. 714-13,

Vu le Décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application de l'article L. 714-4 du Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 modifié relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Vu l'Arrêté ministériel du 27 février 1962 modifié fixant le régime des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être accordées à certains personnels communaux, notamment son article 5,

Vu l'Arrêté ministériel du 12 mai 2014 fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Vu la Circulaire ministérielle du 11 octobre 2002 DGCL-FPT3/2002/N.377),

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 6 mai 2026,

- Fait siennes les conclusions de Madame BOUSSEAU,
- Décide la mise en place de l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Élections (IFCE) prévue par l'arrêté ministériel du 27 février 1962,

- Précise : 1 / Le mode de calcul, fixé par l'arrêté ministériel du 27 février 1962, est le suivant :

Élections présidentielles, législatives, régionales, départementales, municipales, consultations par voie de référendum, élection du parlement européen

L'IFCE est allouée dans la double limite :

- D'un crédit global affecté au budget obtenu en multipliant le douzième de la valeur maximum de l'indemnité forfaitaire mensuelle pour travaux supplémentaires des attachés territoriaux (764.58 €) par le nombre de bénéficiaires ;
- D'une somme individuelle au plus égale au quart de l'indemnité forfaitaire annuelle maximum des attachés territoriaux (2.293,74 €).

Autres consultations électorales

L'IFCE est allouée dans la double limite :

- D'un crédit global obtenu en multipliant le trente-sixième de la valeur maximum annuelle de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des attachés territoriaux (254,86 €) par le nombre de bénéficiaires ;
- D'une somme individuelle au plus égale au douzième de l'indemnité forfaitaire annuelle maximum des attachés territoriaux (764,58 €).

Le cas échéant, les taux résultant de ces évaluations pourront être doublés lorsque la consultation électorale aura donné lieu à deux tours de scrutin.

Lorsque deux élections sont organisées le même jour l'IFCE n'est versée qu'une seule fois. L'IFCE peut être versée autant de fois dans l'année que celle-ci comporte d'élections.
Le paiement de cette indemnité sera réalisé après chaque tour des consultations électorales.

2 / Le montant de référence pour le calcul de l'IFCE est le taux moyen de l'IFTS du grade d'attaché territorial (2e catégorie).

Le taux annuel moyen de l'IFTS de 2e catégorie est de **1.146,87 €** (au 1er juillet 2023)

Ce montant moyen, indexé sur la valeur du point d'indice de la fonction publique, est affecté d'un coefficient multiplicateur d'ajustement, compris entre 1 et 8. Le montant individuel attribué ne peut cependant pas être supérieur à 8 fois le montant moyen annuel retenu.

Le Maire propose de retenir le taux de référence réglementaire indiqué ci-dessus, d'appliquer un coefficient multiplicateur de 8 (soit un montant moyen annuel d'IFTS de **9.174,96 €**) et d'appliquer automatiquement les revalorisations de l'indemnité en fonction des revalorisations des traitements de la Fonction Publique.

Le Maire procédera aux attributions individuelles en fonction du temps consacré aux opérations électorales en dehors des obligations de service et en tenant compte de l'implication et du niveau de responsabilité des agents concernés.

Lorsqu'un agent est seul à pouvoir bénéficier de ce dispositif, la somme individuelle allouée peut être portée au montant maximum individuel possible tel que décrit ci-dessus. Le Maire propose de retenir cette possibilité de majoration.

Ajoute **:** L'IFCE est versée aux fonctionnaires stagiaires et titulaires de catégorie A ayant accompli des travaux supplémentaires à l'occasion d'une consultation électorale, en dehors des heures habituelles de service.

Le bénéfice de cette indemnité est étendu dans les mêmes conditions aux agents contractuels de droit public de catégorie A accomplissant ces mêmes travaux.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**





Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/20.

Réf : Ressources Humaines – Stéphan Legros – 4.5.2.

OBJET : INDEMNITÉ FORFAITAIRE COMPLÉMENTAIRE POUR ÉLECTIONS (IFCE) - AUTORISATION

Madame BOUSSEAU présente la délibération.

Monsieur FABRE prend la parole et souhaite savoir quel est le coût total pour la commune, combien d'agents sont concernés ? Y-a-t-il un tableau récapitulatif ?

Elle indique que cela concerne les agents de catégorie A qui travaillent pour les élections, soit environ 3 à 4 agents.

Madame BOUSSEAU indique que le coût est difficile à calculer et sera défini à postériori selon les besoins liés à l'organisation des élections.

Monsieur le Maire remercie les agents qui se sont mobilisés pour les élections et pour le déroulement des opérations.

Sans observation, la délibération est adoptée à l'unanimité.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/21.

Réf : Ressources Humaines – Stéphan Legros – 4.2.1.

OBJET : ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉS – SERVICE DES SPORTS – AUTORISATION

Madame BOUSSEAU expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L.332-23.1,

Considérant que pour l'année 2026, il est nécessaire de renforcer les effectifs estivaux du service des sports et particulièrement de la Piscine municipale, en faisant appel à des personnes titulaires du Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA).

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité.

- Fait siennes les conclusions de Madame BOUSSEAU,
- Décide de créer 2 emplois non permanents d'Educateur territorial des Activités Physiques et Sportives en accroissement temporaire d'activités. Chacun des emplois est créé à temps complet, pour une durée de 3 mois. La rémunération sera fixée en référence au 1er échelon du grade d'Educateur territorial des APS.

- Dit que les crédits correspondants sont prévus au budget pour un montant de 10 500 € par poste.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**

Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/21.

Réf : Ressources Humaines – Stéphan Legros – 4.2.1.

OBJET : ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉS – SERVICE DES SPORTS – AUTORISATION

Madame BOUSSEAU présente la délibération.

Sans observation, la délibération est adoptée à l'unanimité.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/22.

Réf : Ressources Humaines – Stéphan Legros – 4.2.1.

OBJET : ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉS– MÉDIATHÈQUE

Madame BOUSSEAU expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L.332-23,

Considérant que la Médiathèque de Cestas fait appel à du personnel complémentaire, souvent des étudiants, pour assurer la continuité de l'accueil des usagers les samedis.

Considérant que le besoin ne peut être défini comme un besoin permanent,

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité.

- Fait siennes les conclusions de Madame BOUSSEAU,
- Décide de créer :

- 2 emplois non permanents d'Adjoint du Patrimoine (filière culturelle - catégorie C), en accroissement temporaire d'activités, à compter du 1er juillet 2026.

Lesdits emplois sont créés pour une durée maximale de 12 mois, pour une durée d'intervention prévisionnelle de 14 heures mensuelles, hors période estivale.

La rémunération des personnels contractuels occupant ces emplois sera fixée en référence au 1er échelon de la grille indiciaire du grade d'Adjoint du Patrimoine.

- Dit que les crédits correspondants sont inscrits au budget pour un montant de 3 800 € par poste.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**

Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/22.

Réf : Ressources Humaines – Stéphan Legros – 4.2.1.

OBJET : ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉS– MÉDIATHÈQUE

Madame BOUSSEAU présente la délibération.
Elle précise que ce sont des contrats à durée déterminée de 12 mois permettant d'être calés sur l'année universitaire.

Monsieur FABRE prend la parole

Monsieur le Maire, chers collègues,

Vous proposez le recrutement de saisonniers pour la médiathèque, vous indiquez un budget de 3800 euros pour 14h mensuel pour chaque poste et proposez une durée de 12 mois maximum : Pourquoi proposer une durée de 12 mois pour un poste de saisonnier ? quel est le cout mensuel et total estimé de ces remplacements.

Monsieur le Maire indique que ce ne sont pas des saisonniers mais un accroissement temporaire d'activité pour renforcer l'équipe du samedi et rappelle que les permanences du samedi sont très prisées.

Monsieur FABRE remercie pour les réponses apportées.

Sans observation, la délibération est adoptée à l'unanimité.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/23.

Réf : Ressources Humaines – Stéphan Legros – 4.1.

OBJET : TABLEAU DES EFFECTIF - MODIFICATION

Madame BOUSSEAU expose,

Le tableau des effectifs doit régulièrement être modifié pour des raisons liées à la bonne gestion des ressources humaines. Il s'agit ici de permettre certains recrutements en cours et les promotions de

l'année 2026 (avancements de grades et promotions internes). Les postes devenus obsolètes suite aux avancements effectués seront supprimés en fin d'année, après avis du Comité social territorial.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L.313-1,
Vu le Décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,
Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 susvisée,
Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de créer, par délibération, les emplois de la collectivité nécessaires au bon fonctionnement des services,
Considérant que la bonne gestion des recrutements en cours et la campagne annuelle d'avancements de grade nécessitent la création de certains emplois,

Fait siennes les conclusions de Madame BOUSSEAU,

- Décide de modifier le tableau des effectifs comme suit :

Filière Administrative	Cat.	Postes existants	Mouvt	Postes créés	Postes pourvus
Rédacteur principal 1re classe	B	5	+ 2	7	3
Rédacteur principal 2e classe		8	+ 1	9	7
Filière Technique	Cat.	Postes existants	Mouvt	Postes créés	Postes pourvus
Agent de Maîtrise	C	14	+ 1	15	13
Adjoint technique principal 1re classe	C	42	+ 8	50	41
Adjoint technique principal 2e classe		47	+ 6	53	46
Filière Animation	Cat.	Postes existants	Mouvt	Postes créés	Postes pourvus
Animateur principal 2e classe	B	5	+ 1	6	4
Adjoint d'Animation principal 1re classe	C	10	+ 2	12	10
Adjoint d'Animation principal 2e classe		12	+ 1	11	11
Filière Sportive	Cat.	Postes existants	Mouvt	Postes créés	Postes pourvus
Educateur des APS principal 2e classe	A	5	+ 2	7	5
Filière Police Municipale	Cat.	Postes créés	Mouvt	Postes créés	Postes pourvus
Chef de service principal 1re classe	B	0	+ 1	1	0
Brigadier Chef principal	C	0	+ 1	1	0

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**

Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/23.

Réf : Ressources Humaines – Stéphan Legros – 4.1.

OBJET : TABLEAU DES EFFECTIF - MODIFICATION

Madame BOUSSEAU présente la délibération.

Il s'agit d'une délibération assez classique. Elle permet de procéder à des promotions ou des avancements de grade.

Elle rappelle que le service a été fortement impacté par le déploiement d'un nouveau SIRH. Monsieur le Maire remercie le personnel du service Ressources Humaines de la collectivité qui a refait tout le paramétrage du nouvel outil. Cela a été extrêmement chronophage.

Madame DUBOURG prend la parole (Intervention transmise par écrit).

Le tableau fait apparaître un écart parfais important entre le nombre de postes créés et le nombre de postes effectivement pourvus. Pourriez-vous indiquer quelle est aujourd'hui la part des créations qui relève d'avancements de grade ou de promotions internes et celle qui correspond à de véritables créations de postes destinées à de nouveaux recrutements ?

Monsieur LEGROS indique qu'il s'agit essentiellement des promotions de l'année.

Monsieur le Maire précise que ces tableaux sont particulièrement difficiles à comprendre. Il précise qu'en fin d'année, cela ne se traduit pas par une augmentation effective ligne à ligne de tous les postes. Il rappelle que des postes sont ouverts sur différents grades dans le cadre des recrutements. Il est ouvert plus de catégories car cela dépendra sur quel grade se fera le recrutement. Il indique qu'il faudrait revoir les catégories de postes pour les éducateurs.

Sans observation, la délibération est adoptée à l'unanimité.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/24.

Réf : Ressources Humaines – Stéphan Legros – 4.1.1.

OBJET : CRÉATION D'UN EMPLOI DE RESPONSABLE DU SERVICE MÉCANIQUE – AUTORISATION

Madame BOUSSEAU expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L.313-1, L.332-8 et L.332-14,

Vu le Décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des Techniciens territoriaux et le Décret n°2010-330 du 22 mars 2010 modifié, portant échelonnement indiciaire des grades du cadre d'emplois des Techniciens territoriaux,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de créer, par délibération, les emplois de la collectivité nécessaires au bon fonctionnement des services,

Considérant qu'il convient de créer un emploi de Responsable du Service Mécanique au sein de la Direction des Services Techniques afin d'assurer le management et la coordination des activités des ateliers mécanique poids lourds, mécanique véhicules légers et propreté mécanisée,

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité.

- Fait siennes les conclusions de Madame BOUSSEAU,
- Décide de créer un emploi de Responsable du Service Mécanique

Il est précisé que cet emploi est créé à temps complet et pourra être occupé un agent titulaire d'un des grades du cadre d'emplois des Techniciens territoriaux.

L'emploi sera rémunéré en référence à la grille indiciaire correspondante.

Le tableau des effectifs est modifié comme suit :

Grade ou emploi	Cat.	Ancien effectif	+/-	Tps	Nouvel Effectif
Technicien Principal 1re classe	B	5	+ 1	TC	6
Technicien Principal 2e classe		4	+1	TC	5
Technicien		3	+1	TC	4

Le régime indemnitaire versé à l'agent occupant(e) le poste est prévu par arrêté du Maire, dans les conditions prévues par la délibération correspondante du Conseil Municipal et compte tenu de la manière de servir et de l'expérience de l'agent.

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires et pour un des motifs prévus par les articles L332-8 et L.332-14 susvisés, l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel lauréat d'un diplôme de mécanique et d'une expérience significative dans le domaine de l'encadrement d'équipes, la gestion administrative et financière d'un atelier technique et de la mécanique tous véhicules.

- Dit que les crédits correspondants sont inscrits au budget pour un montant de 60 000 € pour le poste.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**





Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/24.

Réf : Ressources Humaines – Stéphan Legros – 4.1.1.

OBJET : CRÉATION D'UN EMPLOI DE RESPONSABLE DU SERVICE MÉCANIQUE – AUTORISATION

Madame BOUSSEAU présente la délibération.
Elle rappelle qu'un des trois grades sera pourvu.

Madame DUBOURG prend la parole (Intervention transmise par écrit).

Nous constatons que la création de ce poste s'accompagne de l'inscription d'un crédit budgétaire de 60 000 €. Dans un contexte où la commune met régulièrement en avant la nécessité de maîtriser ses dépenses de fonctionnement, pouvez-vous nous préciser quel sera l'impact réel de cette création sur la masse salariale ? Cette dépense sera-t-elle compensée par une réorganisation ou des suppressions de postes, ou représente-t-elle une augmentation nette des dépenses de personnel ?

Au-delà de la création de ce poste, quels gains d'organisation, d'efficacité ou quelles économies la commune attend-elle de cette nouvelle fonction, de nature à justifier une dépense de 60 000 € par an ?

Monsieur le Maire précise qu'il s'agit du remplacement d'un agent ayant fait valoir ses droits à la retraite.

Sans observation, la délibération est adoptée à l'unanimité.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/25.

Réf : Ressources Humaines – Stéphan Legros – 4.1.1.

OBJET : CREATION D'UN EMPLOI D'ASSISTANT DE PREVENTION ET RESPONSABLE UNIQUE DE SECURITE – AUTORISATION

Madame BOUSSEAU expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L.313-1, L.332-8 et L.332-14,

Vu le Décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des Techniciens territoriaux,

Vu le Décret n°2012-924 du 30 juillet 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des Rédacteurs territoriaux,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de créer, par délibération, les emplois de la collectivité nécessaires au bon fonctionnement des services,

Considérant qu'il convient, dans le cadre de la réorganisation de la mission prévention des risques de la collectivité de créer un emploi d'Assistant de Prévention et responsable unique de sécurité au sein du service Prévention de la Direction des Ressources Humaines afin de participer à l'amélioration continue des conditions de travail et au respect de la réglementation relative à l'accueil en sécurité du public dans les bâtiments de la Ville.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité.

- Fait siennes les conclusions de Madame BOUSSEAU,
- Décide de créer un emploi d'Assistant de Prévention et Responsable Unique de Sécurité,

Il est précisé que cet emploi est créé à temps complet et pourra être occupé un agent titulaire d'un des grades du cadre d'emplois des Techniciens territoriaux ou des Rédacteurs Territoriaux.

L'emploi sera rémunéré en référence à la grille indiciaire correspondante.
Le tableau des effectifs est modifié comme suit :

Grade ou emploi	Cat.	Ancien effectif	+/- Tps	Tps	Nouvel Effectif
Technicien Principal 1re classe	B	6	+ 1	TC	7
Technicien Principal 2e classe		5	+1	TC	6
Technicien		4	+1	TC	5
Rédacteur Principal 1re classe	B	5	+ 1	TC	6
Rédacteur Principal 2e classe		8	+1	TC	9
Rédacteur		7	+1	TC	8

Le régime indemnitaire versé à l'agent occupant(e) le poste est prévu par arrêté du Maire, dans les conditions prévues par la délibération correspondante du Conseil Municipal et compte tenu de la manière de servir et de l'expérience de l'agent.

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires et pour un des motifs prévus par les articles L332-8 et L.332-14 susvisés, l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel lauréat d'un diplôme en matière de prévention des risques et d'une expérience significative dans le domaine.

- Dit que les crédits correspondants sont inscrits au budget pour un montant de 40 000 € pour le poste.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**

Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/25.

Réf : Ressources Humaines – Stéphan Legros – 4.1.1.

OBJET : CREATION D'UN EMPLOI D'ASSISTANT DE PREVENTION ET RESPONSABLE UNIQUE DE SECURITE – AUTORISATION

Madame BOUSSEAU présente la délibération.

Madame DUBOURG prend la parole (Intervention transmise par écrit)

Question sur la création d'un emploi de responsable sécurité

Cette délibération nous propose de créer un poste d'Assistant de prévention et Responsable unique de sécurité, avec un crédit budgétaire de 40 000 €. Or, le dossier qui nous est soumis ne comporte pratiquement aucun élément permettant de comprendre les raisons de cette création.

Pouvez-vous nous expliquer ce qui justifie aujourd'hui la création de ce poste ? Quels besoins nouveaux ont été identifiés ? Quels dysfonctionnements ou quelles difficultés cette création doit-elle résoudre ?

Disposez-vous d'un diagnostic ou d'un état des lieux ayant conduit à cette décision ? Si oui, pourquoi ne figure-t-il pas dans la note de synthèse afin de permettre au Conseil Municipal de se prononcer en toute connaissance de cause ?

La création de ce poste représente un coût de 40 000 €. Quels sont les critères objectifs précis qui lui sont assignés ? Et Quels critères permettront au Conseil municipal d'évaluer, dans le temps, si cette création de poste a atteint les résultats attendus ?

Monsieur le Maire rappelle que les recrutements sont difficiles d'où cette ouverture car la commune est dans un contexte contraint. Il s'agit de donner le plus de chance de procéder à ce recrutement.

Sans observation, la délibération est adoptée à l'unanimité.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/26.

Réf : Service Education Jeunesse/ Agnès Favard/7.2.3

OBJET : ACTUALISATION DES TARIFS DES SERVICES PERISCOLAIRES (RESTAURATION, ALSH PERISCOLAIRES, ALSH MERCREDIS) ET EXTRASCOLAIRES (VACANCES SCOLAIRES) ET DU SAJ POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2026/2027

Monsieur MERCIER expose :

Il vous est proposé d'actualiser les tarifs des services périscolaires et extrascolaires pour l'année scolaire 2026/2027 selon les évolutions suivantes :

- Augmentation des QF : 2%
- Augmentation de la tarification de la restauration scolaire pour tenir compte de l'augmentation du prix des denrées alimentaires : 5%
- Augmentation des tarifications des services périscolaires d'accueil, service extrascolaires (Mercredis, vacances et SAJ) pour tenir compte de l'augmentation du coût de fonctionnement et notamment des charges diverses : 3%

Les tarifs des prestations sont définis en fonction de la définition du QF des familles calculé sur la base de l'avis d'imposition selon la formule suivante : Revenu Brut de Référence divisé par 12 divisé par le nombre de personnes au foyer.
Pour le service de restauration scolaire, les résidents hors commune sont facturés sur la base d'un tarif unique fixé chaque année.

Par délibération n°5/34 en date du 18 décembre 2023, reçue en préfecture de la Gironde le 22 décembre 2023, vous avez adopté une nouvelle tarification reposant sur la définition du quotient familial selon les modalités et l'échelle des barèmes en vigueur pour la tarification des services d'accueil périscolaires et extrascolaires afin de répondre aux objectifs contractuels fixés avec la Caisse d'Allocations Familiales visant à assurer l'accessibilité des services à la population.

TARIFICATION RESTAURATION ET ACCUEIL PERISCOLAIRE MATIN ET SOIR :

(lundi, mardi, jeudi et vendredi)

Rappel de la tarification année scolaire 2025/2026 :

		QF 2025/2026			Restauration	Accueil matin	Accueil soir
T1		Supérieur ou égal	à	598	3,49 €	0,90 €	2,44 €
T2	de	543	à	597	2,31 €	0,68 €	1,83 €
T3	de	494	à	542	1,75 €	0,44 €	1,22 €
T4	de	417	à	493	1,18 €	0,21 €	0,61 €
T5	de	Inférieur ou égal	à	416	Gratuité	0,08 €	0,23 €
	Tarif hors commune				4,81 €	selon QF	selon QF
	Présence PAI panier repas				Gratuité		
	Majoration non réservation y compris PAI				1,50 €		1,00 €

Proposition de tarification pour l'année scolaire 2026/2027 :

		QF 2026/2027			Restauration	Accueil matin	Accueil soir
T1		Supérieur ou égal	à	610	3,66 €	0,93 €	2,51 €

T2	de	554	à	609	2,43 €	0,70 €	1,88 €
T3	de	504	à	553	1,84 €	0,45 €	1,26 €
T4	de	425	à	503	1,24 €	0,22 €	0,63 €
T5	de	Inférieur ou égal	à	424	Gratuité	0,08 €	0,24 €
	Tarif hors commune				5,05 €		
	Présence PAI panier repas				Gratuité		
	Majoration non réservation y compris PAI				1,50 €		1,00 €

TARIFICATION ALSH DU MERCREDI ET DES VACANCES SCOLAIRES

Rappel de la tarification de l'année scolaire 2025/2026 :

		QF 2025/2026			1/2 journée mercredi	journée mercredi	journée vac scolaires	Mini séjours
T1		Supérieur ou égal	à	1265	8,59 €	17,17 €	20,84 €	232,92 €
T2	de	1052	à	1264	7,42 €	14,86 €	19,50 €	192,04 €
T3	de	843	à	1051	6,19 €	12,40 €	16,20 €	155,29 €
T4	de	717	à	842	5,72 €	11,43 €	13,08 €	116,46 €
T5	de	590	à	716	4,22 €	8,44 €	11,00 €	97,06 €
T6	de	506	à	589	3,19 €	6,38 €	10,11 €	77,65 €
T7	de	326	à	505	2,40 €	4,81 €	6,30 €	58,24 €
T8		Inférieur ou égal	à	325	1,44 €	2,89 €	3,90 €	31,06 €

Proposition de tarification pour l'année scolaire 2026/2027 :

		QF 2026/2027			1/2 journée mercredi	journée mercredi	journée vac scolaires	Mini séjours
T1		Supérieur ou égal	à	1290	8,85 €	17,69 €	21,47 €	239,91 €
T2	de	1073	à	1289	7,64 €	15,31 €	20,09 €	197,80 €
T3	de	860	à	1072	6,38 €	12,77 €	16,69 €	159,95 €
T4	de	731	à	859	5,89 €	11,77 €	13,47 €	119,95 €
T5	de	602	à	730	4,35 €	8,69 €	11,33 €	99,97 €
T6	de	516	à	601	3,29 €	6,57 €	10,41 €	79,98 €
T7	de	333	à	515	2,47 €	4,95 €	6,49 €	59,99 €
T8		Inférieur ou égal	à	332	1,48 €	2,98 €	4,02 €	31,99 €

TARIFICATION DES ACTIVITES DU SAJ

Rappel de la tarification de l'année scolaire 2025/2026 :

		QF 2025/2026			Part familiale	A	B	C	D	E
T8		Supérieur ou égal	à	1265	60%	3,11 €	6,22 €	12,42 €	18,63 €	24,85 €
T7	de	1052	à	1264	50%	2,59 €	5,17 €	10,35 €	15,53 €	20,70 €
T6	de	843	à	1051	40%	2,07 €	4,14 €	8,29 €	12,42 €	16,56 €
T5	de	717	à	842	30%	1,56 €	3,11 €	6,21 €	9,32 €	12,42 €
T4	de	590	à	716	25%	1,29 €	2,59 €	5,17 €	7,77 €	10,35 €

T3	de	506	à	589	20%	1,03 €	2,06 €	4,14 €	6,21 €	8,28 €
T2	de	326	à	505	15%	0,78 €	1,56 €	3,11 €	4,66 €	6,21 €
T1		Inférieur ou égal	à	325	8%	0,41 €	0,83 €	1,66 €	2,48 €	3,31 €

Proposition de tarification pour l'année scolaire 2026/2027 :

		QF 2026/2027			Part familiale	A	B	C	D	E
T8		Supérieur ou égal	à	1290	60%	3,20 €	6,41 €	12,79 €	19,19 €	25,60 €
T7	de	1073	à	1289	50%	2,67 €	5,33 €	10,66 €	16,00 €	21,32 €
T6	de	860	à	1072	40%	2,13 €	4,26 €	8,54 €	12,79 €	17,06 €
T5	de	731	à	859	30%	1,61 €	3,20 €	6,40 €	9,60 €	12,79 €
T4	de	602	à	730	25%	1,33 €	2,59 €	5,33 €	8,00 €	10,66 €
T3	de	516	à	601	20%	1,06 €	2,12 €	4,26 €	6,40 €	8,53 €
T2	de	333	à	515	15%	0,78 €	1,61 €	3,20 €	4,66 €	6,40 €
T1		Inférieur ou égal	à	332	8%	0,42 €	0,85 €	1,71 €	2,55 €	3,41 €

SEJOURS SAJ

Rappel de la tarification de l'année scolaire 2025/2026 :

		QF 2025/2026			Part familiale	2 jours	3 jours	4 jours	5 jours
T8		Supérieur ou égal	à	1265	60%	139,75 €	210,15 €	279,52 €	349,91 €
T7	de	1052	à	1264	50%	116,98 €	174,96 €	232,94 €	290,91 €
T6	de	843	à	1051	40%	93,17 €	139,75 €	186,34 €	232,94 €
T5	de	717	à	842	30%	70,40 €	104,57 €	139,76 €	174,96 €
T4	de	590	à	716	25%	57,97 €	86,96 €	116,99 €	145,98 €
T3	de	506	à	589	20%	46,59 €	70,40 €	93,17 €	116,99 €
T2	de	326	à	505	15%	35,20 €	52,79 €	70,40 €	86,96 €
T1		Inférieur ou égal	à	325	8%	18,63 €	27,95 €	37,27 €	46,59 €

Proposition de tarification pour l'année scolaire 2026/2027 :

		QF 2026/2027			Part familiale	2 jours	3 jours	4 jours	5 jours
T8		Supérieur ou égal	à	1290	60%	143,94 €	216,45 €	287,91 €	360,41 €
T7	de	1073	à	1289	50%	120,49 €	180,21 €	239,93 €	299,64 €
T6	de	860	à	1072	40%	95,97 €	143,94 €	191,93 €	239,93 €
T5	de	731	à	859	30%	72,51 €	107,71 €	143,95 €	180,21 €
T4	de	602	à	730	25%	59,71 €	89,57 €	120,50 €	150,36 €
T3	de	516	à	601	20%	47,99 €	72,51 €	95,97 €	120,50 €
T2	de	333	à	515	15%	36,26 €	54,37 €	72,51 €	89,57 €
T1		Inférieur ou égal	à	332	8%	19,19 €	28,79 €	38,39 €	47,99 €

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 26 voix pour et 7 contre (Groupe Demain Cestas et Rassemblement Cestadais).

- Fait siennes les conclusions du rapporteur
- Autorise Monsieur le Maire à actualiser la tarification des services périscolaires et extrascolaires pour l'année scolaire 2026/2027 selon les modalités exposées ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**

Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/26.

Réf : Service Education Jeunesse/ Agnès Favard/7.2.3

OBJET : ACTUALISATION DES TARIFS DES SERVICES PERISCOLAIRES (RESTAURATION, ALSH PERISCOLAIRES, ALSH MERCREDIS) ET EXTRASCOLAIRES (VACANCES SCOLAIRES) ET DU SAJ POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2026/2027

Monsieur MERCIER présente la délibération.

Il remercie tous les agents qui sont intervenus pour la livraison et le service des repas pendant la période de canicule. Il les remercie pour le travail effectué dans des conditions difficiles et salue leur capacité d'adaptation.

Monsieur FABRE prend la parole :

Monsieur le Maire, chers collègues,

Vous nous proposez aujourd'hui une hausse de 5 % des tarifs de restauration scolaire et de 3 % pour le périscolaire. Une hausse qui concernera toutes les familles qui paient déjà ces services, à l'exception, naturellement, de celles dont le tarif est déjà nul.

Voilà donc une manière assez particulière de défendre le pouvoir d'achat : annoncer qu'il ne faut pas augmenter les prélèvements des Cestadais, puis augmenter les factures qui leur arrivent chaque mois. Les promesses électorales du candidat STEFFE semblent finalement avoir eu une durée de conservation assez limitée. Et nous ne sommes qu'au quatrième mois de la mandature.

Pour une famille relevant du quotient familial le plus élevé, cette décision représente environ 6,40 euros supplémentaires par mois, soit près de 70 euros par an. Certains considéreront peut-être que ce n'est rien. Mais pour les familles qui cumulent déjà hausse des courses, de l'énergie, des assurances, des carburants et de nombreuses dépenses du quotidien, ce sont encore quelques dizaines d'euros de plus.

Et cela intervient alors que l'inflation demeure autour de 2 %. La municipalité choisit donc d'augmenter les tarifs bien au-delà de cette évolution, tout en expliquant aux Cestadais qu'il n'y avait pas d'autre solution.

Pourtant, d'autres choix étaient possibles : réduire certaines dépenses de communication ou de confort, revoir les subventions qui ne profitent pas directement aux habitants de Cestas, et concentrer davantage l'argent public sur les priorités réelles des familles cestadaises.

Il est toujours plus simple de demander un effort supplémentaire aux parents que de remettre en question certaines dépenses de la collectivité. Mais ce n'est pas le choix que nous défendons.

Fidèles à nos engagements de protection du pouvoir d'achat des Cestadais, nous, élus du Rassemblement National voterons contre cette augmentation.

Monsieur MERCIER rappelle le contexte national : Les chiffres INSEE sont à +16% au global, +25% en alimentation et 30% en alimentaire restauration (sur la période 2020-2025).

Il indique concernant les hausses sur le périscolaire et l'extrascolaire, que les coûts goûter (+4,3%) et personnels sont en hausse (entre la hausse du SMIC que certaines grilles de fonctionnaires ne permettent pas d'atteindre et la hausse de la cotisation CNRACL, déjà appliquée en 2025 et qui le sera aussi en 2027 et 2028). Le contexte récent avec la hausse des carburants conduit à une reprise de l'inflation.

Il indique que le budget 2025 fait apparaître sur les 3 postes que sont dépenses d'alimentation, frais de personnel, électricité de la cuisine centrale, une augmentation de 5% de 2024 à 2025 (soit environ 70 000 €). Corrigé par le nombre de repas, le pourcentage d'augmentation est encore plus élevé. Ce chiffre est confirmé par d'autres éléments communiqués lundi en Commission éducation : hausse des denrées sur les 5 premiers mois.

Il ajoute que conformément au programme de la majorité « Conserver des tarifs de restauration modérés », le choix est fait d'actualiser les tarifs au plus juste avec une hausse qui revient à moins de 3€ / mois dans la tranche la plus haute. La gratuité est maintenue pour les familles à moindre revenu (100 familles environ).

Ce qui est proposé n'est pas une taxe mais une contribution au service, la Commune ne fait pas les poches des usagers, elle subventionne largement un service essentiel pour lequel ils ne contribuent que de l'ordre d'un tiers. Par exemple, lorsqu'un repas est servi pour moins de 4 € ou que l'on propose un accueil sur une durée de 9h, le repas étant inclus on se doute bien que ce n'est pas le prix réel qui est facturé.

Vous faites référence à notre programme, évidemment plus facile à consulter que le vôtre. Nous avons bien sûr étudié le coût de l'augmentation : +3€/mois au tarif maximum je l'ai dit, je peux compléter avec l'accueil : l'augmentation serait de 10€/an pour une utilisation du service tous les jours avec goûter inclus.
Je conteste donc votre chiffre de 70 € qui consiste à retenir la tranche la plus haute et à prendre le cas d'un enfant utilisant tous les services.

Il est aussi important de comparer avec d'autres communes proches géographiquement ou de sensibilité différente ce qui permet de voir qu'avec un prix nettement inférieur à 4 €, nous sommes parmi ceux dont le coût du service est le plus faible.

Le journal Libération du jour indique que la commune d'Hayange augmente ses tarifs de 10%, ils allaient déjà en 2025 de 3,84 pour le plus bas à 6,81 € pour le plus haut ! Et en même temps les subventions au monde associatif et sportif sont également en baisse.

Je profite également de l'occasion pour indiquer que pour 2025, il y a 25% d'achats de produits bio et 40% d'achats de produits de qualité Egalim ce qui est en progression par rapport à 2024 (36%). Les derniers chiffres en ma possession font état de 13% en bio et 28% en achat qualité au niveau national ce qui permet également de situer Cestas.

Contrairement à vos affirmations, je pense donc que nos engagements « Conserver des tarifs de restauration modérée » et « Augmenter la part de produits de qualité » : sont respectés et ce malgré un contexte budgétaire défavorable aux collectivités locales. »

Monsieur le Maire complète en disant que l'épisode de canicule aura une incidence sur le coût des matières premières et notamment sur le coût des denrées agricoles.

Monsieur TACHON remercie Monsieur MERCIER et Madame FAVARD pour la qualité des échanges lors de la Commission.

Monsieur TACHON prend la parole.

Monsieur le Maire, chers collègues

Notre groupe souhaite déposer un amendement à cette délibération.

Lors de la campagne municipale, nous nous étions engagés à mieux accompagner les familles monoparentales. Aujourd'hui, elles représentent une part importante des familles avec enfants et assument seules les dépenses du foyer, tout en devant concilier les contraintes de la vie familiale et de la vie professionnelle.

La commune a fait le choix d'une tarification fondée sur le quotient familial. Nous partageons ce principe, qui permet d'adapter les tarifs aux capacités contributives des familles.

En revanche, nous pensons que ce calcul pourrait être rendu plus équitable en tenant compte de la situation particulière des familles monoparentales. En effet, à revenus équivalents, un parent qui élève seul ses enfants supporte des contraintes et des charges qui ne sont pas toujours reflétées par le seul calcul actuel.

Nous proposons donc d'ajouter une personne supplémentaire au nombre de personnes composant le foyer pour le calcul du quotient familial des familles monoparentales. Cette mesure permettrait de diminuer leur quotient familial et de leur donner accès à des tarifs plus avantageux pour la restauration scolaire, les accueils périscolaires, les centres de loisirs et le

SAJ.

Il s'agit d'une mesure simple, lisible, facilement applicable par les services et conforme à l'engagement que nous avions pris devant les Cestadais de mieux soutenir les familles monoparentales

.

Nous espérons que cet amendement recueillera un avis favorable du Conseil municipal.

Amendement à la délibération n° 6/26

Il est proposé de compléter le paragraphe relatif au calcul du quotient familial par l'alinéa suivant :

« Pour les familles monoparentales, le quotient familial est calculé en ajoutant une personne supplémentaire au nombre de personnes composant le foyer. Cette modalité de calcul s'applique à l'ensemble des tarifs des services périscolaires, extrascolaires, de restauration scolaire et du Service Animation Jeunesse (SAJ). »
Le reste de la délibération demeure inchangé.

Monsieur le Maire remercie Monsieur TACHON pour son intervention. Il indique avoir pris également cet engagement. Il a demandé que les tarifs soient étudiés en profondeur pour tenir compte de cette situation mais qu'à ce stade, il ne dispose pas d'informations nécessaires. Il préfère que la Commune fasse un travail de simulation complet non seulement pour le scolaire mais aussi pour d'autres services.

Il rejoint Monsieur TACHON sur l'objectif mais ajoute qu'il doit disposer de recul sur les incidences financières de cette proposition.

Monsieur TACHON reprend la parole :

Monsieur le Maire,

Nous prenons acte du rejet ou report de notre amendement.

Nous regrettons ce choix, car notre proposition ne remettait pas en cause l'équilibre général de cette délibération. Elle visait simplement à apporter un soutien supplémentaire aux familles monoparentales, qui assument seules les charges du foyer et sont particulièrement exposées aux difficultés de pouvoir d'achat.

Par ailleurs, nous avons obtenu, lors de la commission précédente, quelques précisions sur le calcul du quotient familial ainsi que sur certaines hausses de charges, notamment celles relatives à la masse salariale et aux denrées alimentaires. Nous remercions les services pour ces réponses.

Toutefois, nous ne disposons toujours pas de l'information essentielle : quel est le coût global supplémentaire supporté par la commune à périmètre constant et dans quelle mesure cette augmentation tarifaire est nécessaire pour y répondre ?

Dans un contexte où le pouvoir d'achat des familles reste sous tension, nous aurions souhaité que la commune démontre également que toutes les possibilités d'économies ou de redéploiement budgétaire avaient été étudiées avant de demander un effort supplémentaire aux usagers.

Nous prenons acte de votre engagement d'étudier cette proposition. Nous y serons naturellement attentifs. Pour autant, la délibération qui nous est soumise aujourd'hui ne ne comporte toujours pas cette mesure et nos réserves demeurent. Dans ces conditions, nous voterons contre.

Monsieur le Maire reprend l'intervention de Monsieur FABRE et lui demande ce qu''il entend par dépenses superflues de communication et de confort.

Monsieur FABRE indique qu'il va y réfléchir et qu'il les précisera ultérieurement.

Monsieur le Maire lui demande de les préciser maintenant puisqu'il l'affirme dans sa question. Il indique qu'il n'y a pas pour le moment d'informations sur les dépenses superflues de communication ou de confort.

Monsieur FABRE présente les résultats du sondage qu'il a initié et demande si nous avons un sondage des cestadais sur la qualité des aliments servis dans le cadre de la restauration.

Monsieur le Maire indique qu'il ne peut pas tirer d'enseignement du sondage et qu'étant donné la question, il n'était pas possible d'obtenir une autre réponse. Il indique que ce type de sondage ne contribue pas positivement au débat mais apporte des résultats tronqués aux citoyens.

Monsieur FABRE retorque que la Mairie n'est pas en capacité de proposer des statistiques sur la qualité des repas.

Monsieur le Maire répond que Monsieur MERCIER a proposé que ce travail soit réalisé en commission et dans le cadre de la commission des menus.

La délibération est adoptée par 26 voix POUR et 7 CONTRE (Groupe Demain Cestas et Rassemblement Cestadais).

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/27.
Réf : Service Education Jeunesse/ Agnès Favard/8.1.

OBJET : TRANSPORTS SCOLAIRES – PARTICIPATION COMMUNALE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2026/2027 – AUTORISATION

Monsieur MERCIER expose :

Depuis 2019, les services de transports scolaires relèvent de la compétence du Conseil Régional qui fixe le barème régional des participations familiales au transport scolaire.

Cette tarification repose sur une grille différenciée pour les usagers domiciliés à plus de 3 kms de leur lieu de scolarisation. Les usagers dont le lieu de résidence est situé à moins de 3 kilomètres n'en bénéficient pas et, à ce titre, s'acquittent d'une tarification unique fixée sur le tarif réservé aux familles non ayant droit. Ils accèdent au service sous réserve de places disponibles et à condition d'une inscription sur des arrêts existants.

Par délibération n° 3/22 du 19 juin 2019, vous avez adopté la mise en place d'une participation communale versée pour les familles des usagers « non ayant droits » concernées par la nouvelle tarification. La modulation tient compte de la tarification et des tranches de revenu adoptées par la Région.

Dans le cadre de la tarification de la rentrée 2026/2027, il vous est proposé de reconduire la participation communale sur la base des tarifs votés par la Région lors de sa séance du 2 avril 2026 (+2%).

Conformément au règlement adopté par la Région, une réduction tarifaire supplémentaire est appliquée aux familles inscrivant plusieurs enfants au transport scolaire lorsqu'ils sont domiciliés à la même adresse et selon les modalités suivantes :

- 3ème enfant dans l'ordre de naissance : 30% de réduction
- 4ème enfant dans l'ordre de naissance : 50% de réduction

Barème Région en € appliqué aux usagers	QF	Montant remboursé aux familles par la collectivité	Montant réel à la charge des familles
223,50 € tarif annuel demi pensionnaire	1 – inférieur ou égal à 528	192,90 €	30,60 €
	2 - entre 529 et 770	165,30 €	58,20 €
	3 - entre 771 et 1033	131,70 €	91,80 €
	4 - entre 1034 et 1469	93,30 €	130,20 €
	5 - plus de 1469	0 €	223,50 €

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, l'unanimité.

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu la décision de l'assemblée plénière du 2 avril 2026 du Conseil Régional actualisant la tarification des transports scolaires pour la rentrée 2026/2027 de 2%,

Vu la délibération n° 3/22 du 19 juin 2019, adoptant la mise en place d'une participation communale versée pour les familles des usagers « non ayant droits » concernées par la tarification des transports scolaires organisés par la NRA,

- Fait siennes les conclusions du rapporteur,
- Autorise le versement d'une participation communale aux usagers non ayants droit selon les modalités définies ci-dessus.
- Dit que les crédits correspondants sont inscrits au budget communal pour un montant de 1 800 €

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**





Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/27.

Réf : Service Education Jeunesse/ Agnès Favard/8.1.

OBJET : TRANSPORTS SCOLAIRES – PARTICIPATION COMMUNALE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2026/2027 – AUTORISATION

Monsieur MERCIER présente la délibération.

Il rappelle la spécificité de l'emplacement du collège. Dans ce cadre, il rappelle que la commune compense la part non prise en compte par la région.

Sans observation, la délibération est adoptée à l'unanimité.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/28.

Réf : Service Education Jeunesse/ Agnès Favard/- 8.1

OBJET : RENOUVELLEMENT DE L'AIDE FINANCIERE EN DIRECTION DES JEUNES POUR LA FORMATION BAFA – AUTORISATION

Monsieur MERCIER expose,

Chaque année, la Ville encourage la formation des jeunes au métier d'animateur à travers l'attribution d'une bourse visant à soutenir la formation BAFA. La bourse permet de participer au financement d'une partie des frais de formation qui s'élèvent environ à 1 000 €.

Cette action de formation des jeunes est un des objectifs de la Convention Territoriale Globale signée avec la CAF.

Il vous est proposé de renouveler l'enveloppe de 5 000 € attribuée à la bourse BAFA pour l'année 2026.

L'attribution de la bourse repose sur le règlement présenté en annexe.
La bourse est attribuée en fonction d'un barème reposant sur le calcul du quotient familial défini comme suit : QF = revenu fiscal de référence /12 mois /nombre de personnes au foyer.

Rappel du barème 2025/2026 :

		QF 2025/2026			Aide financière
T8		Supérieur ou égal	à	1265	0,00 €
T7	de	1052	à	1264	100,00 €

T6	de	843	à	1051	175,00 €
T5	de	717	à	842	300,00 €
T4	de	590	à	716	440,00 €
T3	de	506	à	589	510,00 €
T2	de	326	à	505	585,00 €
T1		Inférieur ou égal	à	325	650,00 €

Proposition de barème pour 2026/2027 après actualisation du QF de 2% :

		QF 2026/2027			Aide financière
T8		Supérieur ou égal	à	1290	0,00 €
T7	de	1073	à	1289	100,00 €
T6	de	860	à	1072	175,00 €
T5	de	731	à	859	300,00 €
T4	de	602	à	730	440,00 €
T3	de	516	à	601	510,00 €
T2	de	333	à	515	585,00 €
T1		Inférieur ou égal	à	332	650,00 €

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 31 voix pour et 2 contre (Groupe Rassemblement cestadais).

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la Convention Territoriale Globale signée avec la CAF,

- Fait siennes les conclusions du rapporteur,
- Renouvelle la bourse BAFA et lui alloue une enveloppe de 5 000 euros pour l'année 2026,
- Adopte les modalités de versement de la bourse BAFA selon le règlement en annexe fixant les conditions d'attribution de cette bourse.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**

Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

<u>SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/28.</u>
Réf : Service Education Jeunesse/ Agnès Favard/- 8.1

OBJET : RENOUVELLEMENT DE L'AIDE FINANCIERE EN DIRECTION DES JEUNES POUR LA FORMATION BAFA – AUTORISATION

Monsieur MERCIER présente la délibération.

Monsieur FABRE prend la parole (intervention transmise par écrit)

Monsieur le Maire, chers collègues,

Le dispositif proposé pour l'attribution des bourses BAFA a au moins le mérite de la clarté : à partir d'un quotient familial de 1 290, on peut manifestement considérer que l'on est trop aisé pour mériter le moindre soutien de la commune.

Peu importe qu'un quotient familial de 1 290 ne fasse pas nécessairement d'une famille un foyer privilégié, surtout selon le nombre d'enfants et les charges du quotidien : le couperet tombe.
Zéro aide. Circulez, il n'y a plus rien à voir.
Et pour les familles ayant un QF supérieur à 859, la baisse est déjà très nette. On comprend donc que, pour cette municipalité, accompagner les jeunes dans leur formation dépend moins de leur projet, de leur motivation ou de leur envie de s'engager auprès des enfants, que de la case dans laquelle ils tombent sur un tableau.

Mais le plus étonnant reste le système de points consacré à « l'engagement citoyen » et à « l'engagement associatif ». Voilà une belle idée sur le papier. En pratique, qui décide de ce qui constitue un bon engagement citoyen ? Qui apprécie sa valeur ? Qui départage les candidatures ?

Faute de critères précis, objectifs et vérifiables, ce dispositif ouvre la porte à une attribution à la tête du client. Certains jeunes pourront être jugés très engagés, d'autres beaucoup moins, selon l'interprétation de ceux qui examineront leur dossier.

Nous ne contestons pas le principe d'aider les jeunes à financer leur BAFA. Nous demandons simplement que cette aide soit fondée sur des règles transparentes, équitables et identiques pour tous, et non sur un mélange de seuils brutaux et de critères suffisamment flous pour laisser place au favoritisme.

Nous voterons donc contre ce barème en l'état.

Monsieur MERCIER prend la parole (Intervention transmise par écrit).

« Il y a ici plusieurs questions : les règles que vous critiquez sont on ne peut plus transparentes puisque non seulement les critères d'attribution sont énoncés dans la délibération mais que la composition de la commission étudiant les dossiers est précisée, a été indiquée en commission et que vous en faites partie ! Vous parlez de favoritisme et je vous demanderai de retirer ce terme et d'éviter à l'avenir les insinuations mensongères.

Vous parlez de seuils brutaux, c'est tout le contraire puisque la grille se base sur 8 tranches, c'est ce que l'on appelle la progressivité. Je précise pour information que cette aide municipale n'est pas l'aide première mais vient en complément d'autres aides notamment celle de la CAF d'un montant de 200 €.

Enfin le soutien apporté à nos jeunes ne se limite pas une aide financière mais consiste aussi à leur offrir la possibilité d'effectuer le stage pratique dans nos structures municipales, ainsi qu'un accompagnement dans leur projet de formation et c'est peut-être là l'essentiel ».

Il remercie Monsieur TRIPOGNEY pour l'accompagnement des jeunes.

Monsieur le Maire ajoute que justement, le règlement a été fait pour éviter toute sélection de dossier de façon subjectif. Ce dossier avait été étudié en commission pour ne pas laisser part à la subjectivé. IL n'y a pas eu de débat sur les dernières années sur les dossiers présentés.

Il invite Monsieur FABRE à faire part de ses propositions d'amélioration lors d'une prochaine commission.

Monsieur le Maire complète en disant que la bourse est attribuée aux jeunes et que le service propose un accompagnement à ceux qui ne sont pas éligibles. Il est fier d'avoir un pool d'animateurs fidèles.

La délibération est adoptée par 31 voix POUR et 2 CONTRE (Groupe Rassemblement Cestadais).

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/29.
Réf : Service Education Jeunesse/ Agnès Favard/8.1.

OBJET : ADHESION ANNUELLE ASSOCIATION BI-IZARRAK – SEJOUR ALSH VILLE DE CESTAS – ETE 2026 - AUTORISATION

Monsieur MERCIER expose,

Dans le cadre de l'organisation d'un séjour « plage et découverte du pays Basque » prévu cet été, l'ALSH élémentaire souhaite être hébergé par l'association Bi-Izarrak, (siège social : 3 rue des trois étoiles, 33700 Mérignac /lieu d'hébergement : Chemin Ithurbidea, 64210 Bidart).

Le groupe est accueilli en pension complète pour 27 personnes (24 enfants et 3 animateurs) du Mardi 4 Août au Vendredi 7 Août 2026 pour un coût de 3 297 euros dont l'adhésion à l'association Bi-Izarrak.

Il vous est proposé d'autoriser l'adhésion à l'association Bi-Izarrak pour un montant de 57 euros et d'autoriser Monsieur le Maire à signer les contrats d'accueil du groupe pour son séjour d'été.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Considérant qu'il convient d'adhérer à l'association Bi-Izarrak pour un montant annuel de 57 euros,
Considérant le contrat d'accueil du groupe proposé par l'association Bi-Izarrak pour l'ALSH Elémentaire,

- Fait siennes les conclusions du rapporteur,
- Autorise l'adhésion annuelle à l'association Bi-Izarrak pour un montant de 57 euros,
- Autorise Monsieur le Maire à signer le contrat d'accueil du groupe ALSH Elémentaire avec l'association Bi-Izarrak pour le séjour « plage et découverte du pays Basque ».

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE

Mélanie FABRE

LE MAIRE

Jérôme STEFFE

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/29.
Réf : Service Education Jeunesse/ Agnès Favard/8.1.

OBJET : ADHESION ANNUELLE ASSOCIATION BI-IZARRAK – SEJOUR ALSH VILLE DE CESTAS – ETE 2026 - AUTORISATION

Monsieur MERCIER présente la délibération.

Sans observation, la délibération est adoptée à l'unanimité.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/30.
Réf : Service Education Jeunesse/ Agnès Favard/8.1.

OBJET : ACCOMPAGNEMENT DU PROJET JEUNE - ATEC - GAMING 2K27 – DÉSIGNATION DE L'ACCOMPAGNATEUR ATEC - AUTORISATION

Monsieur MERCIER expose,

Dans le cadre de sa politique jeunesse et des objectifs poursuivis par la Convention Territoriale Globale (CTG), le Service Animation Jeunesse de la commune accompagne les jeunes dans leur construction citoyenne, le développement de leur autonomie et leur engagement dans la vie locale.

Depuis février 2025, un groupe de jeunes fréquentant le Service Animation Jeunesse a manifesté le souhait de s'investir dans un projet d'organisation d'un festival gaming intercommunal destiné aux jeunes des structures jeunesses girondines. Le service Animation Jeune propose de les accompagner dans la construction de leur projet.

Initialement porté par six jeunes Cestadais, ce projet a progressivement pris de l'ampleur. Aujourd'hui, trente-neuf jeunes âgés de 11 à 17 ans participent à son élaboration. Les différentes rencontres intercommunales organisées durant les vacances scolaires ont déjà mobilisé près de 180 jeunes issus de quinze structures jeunesse représentant quatorze communes de Gironde.

Pour le service Animation Jeunes, le projet poursuit plusieurs objectifs éducatifs :

- Favoriser l'autonomie et la prise d'initiative des jeunes
- Développer leur sens des responsabilités
- Encourager la coopération, la solidarité et la citoyenneté
- Permettre la découverte d'autres territoires et d'autres publics
- Valoriser l'engagement des jeunes dans la vie locale
- Renforcer les liens entre les structures jeunesse du territoire.

Les jeunes vont construire leur projet en menant à bien, la définition des contenus et du programme, l'organisation des rencontres préparatoires, l'animation des temps intercommunaux, la préparation logistique et technique, la communication, la recherche des financements et des actions d'autofinancement, la gestion budgétaire et le bilan de l'opération.

Afin de permettre aux jeunes de porter ce projet dans un cadre juridique adapté tout en conservant une réelle autonomie de décision, il leur est proposé de constituer une « association de fait » sous la forme d'une » association temporaire d'enfants citoyens ou « ATEC » dont le dispositif est développé par l'association départementale des Francas, association d'éducation populaire. L'ATEC permet à des

mineurs de gérer collectivement un projet associatif avec l'accompagnement d'un adulte référent déclaré.

Aussi le groupe de jeunes constituera son association et déclarera son activité auprès de l'association des Francas de la Gironde, qui assureront l'accompagnement administratif, juridique et pédagogique du projet et notamment, la formation des membres et de l'accompagnateur référent (l'animateur nouvelle technologie), le suivi du projet associatif, l'accès à des ressources et conseils, la couverture en responsabilité civile, la gestion du compte bancaire de l'association.

L'ATEC aura pour objectif principal l'organisation du Festival Gaming 2K27, prévu en février 2027 à Cestas, réunissant environ une centaine de jeunes issus des structures partenaires du département.

Les jeunes présenteront leur projet aux élus de la ville de Cestas afin de solliciter une participation financière au projet.

Afin de contribuer à la réussite de ce projet, les jeunes envisagent plusieurs actions d'autofinancement et solliciteront différents partenaires institutionnels, notamment la CAF de la Gironde dans le cadre du dispositif Jeunes en Action.

Le budget prévisionnel de l'ATEC est estimé à 7 645 € et repose sur :

- Une subvention qui sera demandée à la commune par l'ATEC à hauteur de 3 000 € ;
- Une aide CAF « Jeunes en Action » de 3 500 € ;
- Des actions d'autofinancement estimées à 950 € ;
- Les adhésions des membres.

Il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de l'organisation du festival « Gaming 2K27 » ;
- D'apporter son soutien logistique au projet de Festival Gaming 2K27 ;
- De désigner M. Jonathan VILAIN, animateur du Service Animation Jeunesse et Promeneur du Net, en qualité d'accompagnateur référent de l'ATEC et signataire de la charte d'engagement ATEC.
- D'autoriser Monsieur le Maire à soutenir les demandes de subventions déposées par l'ATEC auprès des partenaires institutionnels ;

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 26 voix pour et 7 abstentions (Groupes Demain CESTAS et Rassemblement cestadais).

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Schéma Départemental Jeunesse de la Gironde 2022-2027, notamment ses axes 1, 2 et 3 ;
Vu la Convention Territoriale Globale (CTG) conclue entre la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde, la Communauté de Communes Jalle Eau Bourde et les communes de Cestas, Canéjan et Saint-Jean-d'Illac,

- Fait siennes les conclusions du rapporteur,
- Approuve le principe de la création du festival Gaming 2K27
- Autorise Jonathan VILAIN, animateur au SAJ et Promeneur du Net accompagnateur déclaré de l'ATEC Gaming 2K27 à signer la charte d'engagement de l'ATEC conformément au cadre fixé par les Francas de la Gironde ;
- Autorise le Maire à soutenir la démarche de l'ATEC pour le dépôt du dossier « Jeunes en Actions » auprès de la CAF 33 (3 500 €) et à produire tout document attestant le soutien de la commune à ce projet ;
- Autorise le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**





Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/30.

Réf : Service Education Jeunesse/ Agnès Favard/8.1.

OBJET : ACCOMPAGNEMENT DU PROJET JEUNE - ATEC - GAMING 2K27 – DÉSIGNATION DE L'ACCOMPAGNATEUR ATEC - AUTORISATION

Monsieur MERCIER présente la délibération.

Ce projet a été présenté à la CAF et au département.

Monsieur le Maire précise que le dispositif a été testé avec plusieurs commune. Monsieur VILAIN propose un travail éducatif portant sur la façon de se comporter sur les réseaux sociaux, sur les jeux, sur la façon de communiquer entre eux et sur l'intégration des publics féminins. Les messages véhiculés par Monsieur VILAIN sont parfaitement intégrés.

Monsieur le Maire trouve ce projet vertueux.

Monsieur TACHON prend la parole (Intervention transmise par écrit)

Monsieur le Maire, Chers collègues,

Nous souhaitons d'abord saluer le travail réalisé par le Service Animation Jeunesse et les animateurs qui accompagnent ces jeunes. Les objectifs affichés sont louables : développer l'autonomie, le sens des responsabilités, la coopération, l'engagement citoyen ou encore la gestion de projet. Ce sont des compétences utiles et nous ne les remettons absolument pas en cause.

En revanche, le choix du support de ce projet nous interroge et j'ai eu l'occasion d'évoquer ce point à la dernière commission jeunesse.

Le festival proposé est centré sur le gaming, c'est-à-dire sur une activité qui contribue déjà très largement au temps d'écran des adolescents. Or nous sommes tous confrontés aujourd'hui aux préoccupations exprimées par les familles, les enseignants et les professionnels de santé concernant l'augmentation du temps passé devant les écrans, avec des conséquences possibles sur le sommeil, la concentration, l'activité physique ou encore les relations sociales.

Dans ce contexte, nous nous demandons s'il est opportun qu'une collectivité territoriale apporte un soutien institutionnel à un projet dont le thème principal est précisément cette pratique.

Nous comprenons que l'objectif n'est pas de promouvoir les jeux vidéo en eux-mêmes, mais de s'appuyer sur un centre d'intérêt des jeunes pour les mobiliser autour d'un projet collectif.

Cependant, nous pensons qu'une collectivité devrait également veiller au message qu'elle envoie.

Pour ces raisons, tout en reconnaissant la qualité du travail éducatif mené auprès des jeunes et l'intérêt de leur implication dans un projet collectif, nous ne pouvons pas apporter un soutien entier à cette délibération.

Notre groupe s'abstiendra donc.

Monsieur le Maire précise que c'est un sujet choisi par les jeunes et c'est pour cela que ce projet a été accepté. Il ajoute qu'il y a un travail pédagogique qui sera porté autour de ce festival.

Monsieur FABRE prend la parole (intervention transmise par écrit)

Monsieur le Maire, chers collègues,

Nous sommes donc invités à approuver un festival gaming pour 2027. C'est moderne, c'est sympathique, c'est présenté comme éducatif, citoyen, intercommunal et probablement innovant. Il ne manque plus qu'un détail : savoir ce que l'on approuve exactement.

À ce stade, nous avons un intitulé — « Gaming 2K27 » —, un budget prévisionnel, des subventions espérées et une demande de soutien municipal. En revanche, le programme semble avoir été placé sous contrôle parental : on ne le voit nulle part.

Quels jeux seront proposés ? Quelles activités ? Quels locaux ? Quel matériel ? Quels horaires ? Quels encadrants ? Quelle jauge réelle ? Quelle place pour les parents ? Mystère.

Nous savons qu'une subvention de 3 000 euros sera demandée. Mais le coût réel pour la commune demeure soigneusement flou. Salle municipale, matériel informatique, connexion internet, agents, sécurité, nettoyage, communication, transports, logistique : tout cela aurait-il vocation à apparaître miraculeusement sans coût pour les Cestadais ?

Et puisqu'il s'agit de mineurs de 11 à 17 ans réunis autour des écrans et du jeu en ligne, on cherche également, avec une certaine application, le volet prévention. Rien sur le cyberharcèlement, rien sur les dérives des échanges en ligne, rien sur les contenus adaptés à l'âge, rien sur la gestion du temps d'écran, rien sur les risques d'addiction, rien sur la place des familles.

Nous ne sommes pas opposés à l'initiative des jeunes. Au contraire. Mais l'autonomie des jeunes ne doit pas devenir l'autonomie de la mairie vis-à-vis de toute obligation de précision.

Avant de voter un soutien, nous demandons donc un programme détaillé, un budget complet incluant tous les moyens municipaux mis à disposition, ainsi qu'un véritable plan de prévention et d'encadrement des mineurs.

Car voter un projet sans connaître son contenu, son coût réel ni ses garanties de sécurité, ce n'est pas soutenir la jeunesse. C'est signer un chèque en blanc avec une manette de jeu dessinée dessus.

Monsieur MERCIER prend la parole (intervention transmise par écrit)

« La présente délibération ne vous demande pas d'approuver un festival gaming sur Cestas ou le programme détaillé de ce festival. La délibération vous demande d'approuver le principe de l'organisation c'est-à-dire un projet élaboré et construit par les jeunes comme nous pouvons le faire à travers les actions régulières du CME où ce sont les jeunes qui choisissent leurs actions.

Bien sûr ils sont encadrés et c'est bien l'objectif de cette délibération, leur offrir un cadre sécurisé, avec l'ATEC, association temporaire d'enfants citoyens. J'ajoute que ces jeunes sont accompagnés par le département et la CAF qui soutiennent ce projet. Enfin la délibération vous demande de désigner comme accompagnateur référent, Monsieur Jonathan VILAIN, qui est animateur médiateur numérique certifié promeneur du net ce qui permettra de veiller à ce qu'un volet prévention existe et contribuera à faire connaître ces activités et le soutien qu'il peut apporter à des jeunes en difficulté. »

La délibération est adoptée par 26 voix POUR et 7 ABSTENTIONS (Groupe Demain Cestas et Rassemblement Cestadais)

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/31.

Réf : Petite enfance- Florence Avril /7.5.1

OBJET : MODIFICATION DE LA CHARTE OFFRE D'ACCUEIL PETITE ENFANCE - AUTORISATION

Madame REMIGI expose,

Les dossiers de demande d'accueil des enfants de 0 à 3 ans sont étudiés en Commission d'attribution des places dans le cadre de l'offre d'accueil petite enfance (OAPE).

Il vous est proposé de permettre l'accueil des familles hors commune dans les structures collectives de Cestas, associatives et communales.

La commission d'attribution de la commune octroie des places en fonction des disponibilités de chaque structure et des critères valorisés dans la charte de l'OAPE.

Afin de répondre prioritairement aux demandes d'accueil des familles cestadaises, il vous est proposé d'augmenter les points pour les personnes résidant sur la commune, en passant de 30 à 50 points.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 26 voix pour et 7 abstentions (Groupes Demain CESTAS et Rassemblement cestadais).

Considérant la nécessité de pouvoir accueillir les familles hors commune tout en permettant aux familles cestadaises d'être prioritaires dans l'attribution des places en crèches.

- Fait siennes les conclusions du rapporteur,
- Approuve la modification des critères de points de 30 à 50 pour les résidents cestadais
- Autorise le Maire ou Madame REMIGI, Adjointe, à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**

Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/31.

Réf : Petite enfance- Florence Avril /7.5.1

OBJET : MODIFICATION DE LA CHARTE OFFRE D'ACCUEIL PETITE ENFANCE - AUTORISATION

Madame REMIGI présente la délibération.

Monsieur FABRE prend la parole (Intervention transmise par écrit).

Monsieur le Maire, chers collègues

Malgré ma demande formulée en commission et sauf erreur par un autre conseiller d'opposition, aucune précision n'a été apportée sur le taux d'occupation des crèches de la commune.

Or, avant de se prononcer sur l'ouverture de places aux familles hors commune, il nous paraît indispensable de disposer d'éléments objectifs permettant d'évaluer la situation réelle de l'offre d'accueil à Cestas.

Nous demandons donc communication des données suivantes :

- *le taux d'occupation de chaque structure ;*
- *le nombre de demandes de familles cestadaises non satisfaites ;*
- *le nombre d'enfants résidant hors commune actuellement accueillis ;*
- *le coût supporté par la commune pour chaque place d'accueil, ainsi que les éventuelles participations financières des communes extérieures.*

En l'absence de ces éléments essentiels, nous considérons que le conseil municipal ne dispose pas d'une information suffisante pour statuer de manière éclairée.

Nous demandons donc le report de cette délibération à une séance ultérieure, après transmission de ces données à l'ensemble des conseillers municipaux.

Madame MOREIRA prend la parole (Intervention transmise par écrit).

Monsieur le Maire,

Cette délibération ainsi que la suivante constituent une modification importante de la politique d'attribution des places en crèche puisqu'elles ouvrent désormais l'accueil aux familles ne résidant pas à Cestas.

Si des places restent durablement vacantes, il est en effet légitime de rechercher des solutions afin de préserver l'équilibre de ces établissements. Toutefois, nous regrettons que le conseil municipal ne dispose pas d'un diagnostic suffisamment étayé.

Lors de la commission Petite Enfance, nous avions demandé des données chiffrées permettant d'apprécier la réalité de la situation : évolution des demandes des familles cestadaises, perspectives démographiques, mais aussi état des autres modes d'accueil, notamment celui des assistantes maternelles.

Sur plusieurs de ces points, les services n'ont pas été en mesure de nous apporter de réponse.

Or, nous savons que l'accueil collectif demeure le mode de garde le plus recherché par les parents. Nous savons également qu'une place attribuée en crèche est généralement occupée pendant deux à trois ans. La décision prise aujourd'hui peut donc produire des effets sur plusieurs années pour les familles cestadaises.

Enfin, cette réflexion aurait pu être l'occasion d'étudier une autre piste : favoriser l'accès des enfants de petite section à la fréquentation des crèches le mercredi. Si des capacités d'accueil existent, il aurait été intéressant d'évaluer en priorité si elles pouvaient répondre à ce besoin exprimé par des familles cestadaises, avant d'élargir l'accès à des familles extérieures à la commune.

Sur le principe, nous sommes plutôt favorables à l'accueil de familles extérieures comme nous l'avions exprimé en commission, mais nous estimons qu'une telle évolution devrait s'appuyer sur un diagnostic complet des besoins en matière de petite enfance et sur l'examen des solutions susceptibles de bénéficier d'abord aux familles de Cestas.

Le groupe Demain Cestas s'abstiendra donc sur ces deux délibérations.

Monsieur le Maire entend les remarques de Madame MOREIRA.

La délibération est adoptée par 26 voix POUR et 7 ABSTENTIONS (Groupe Demain Cestas et Rassemblement Cestadais).

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/32.
Réf : Petite enfance- Florence Avril /7.5.1

OBJET : AVENANT A LA CONVENTION AVEC LES CRECHES ASSOCIATIVES - AUTORISATION

Madame REMIGI expose,

Dans le cadre de l'activité d'accueil du jeune enfant, une subvention est versée aux crèches associatives.

La convention 2024-2026 qui fixe les modalités de versement de la contribution financière de la Commune, prévoit à « l'article 1er - Objet de la convention » de garantir l'accueil des enfants âgés de moins de 4 ans, résidant à Cestas.

Au regard de la baisse de la natalité, de la diminution des demandes d'accueil en crèche collective, les places ne sont pas toutes pourvues.

Ainsi, il vous est proposé d'accueillir les enfants hors commune au sein des crèches. La charte OAPE permet avec la valorisation des critères, de favoriser l'accueil pour les habitants de la commune.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 26 voix pour et 7 abstentions (Groupes Demain CESTAS et Rassemblement cestadais).

Vu la délibération n°3/30 du 13/06/2024 relative aux modalités de calcul de la subvention de fonctionnement pour les années 2024 à 2026.

Vu la délibération n°1/18 du 24/02/2026 approuvant l'avenant n°1 à la convention avec les crèches associatives, modifiant le taux d'activités, condition pour le calcul de la subvention.

Considérant la nécessité de pouvoir continuer à soutenir les crèches associatives afin de mener à bien leurs missions.

- Fait siennes les conclusions du rapporteur,
- Approuve l'accueil des enfants hors commune,
- Autorise la signature de l'avenant à la convention 2024-2026,
- Autorise le Maire ou Madame REMIGI, Adjointe, à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE | **LE MAIRE**

Mélanie FABRE | **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/32.

Réf : Petite enfance- Florence Avril /7.5.1

OBJET : AVENANT A LA CONVENTION AVEC LES CRECHES ASSOCIATIVES - AUTORISATION

Madame REMIGI présente la délibération.

Monsieur le Maire indique qu'à sa demande, un cycle de concertation avec les crèches a été engagé afin de travailler sur leurs difficultés financières. La majorité des coûts repose sur des coûts de personnel incompressibles et des subventions de la CAF qui ne sont plus adaptées.

Madame MOREIRA prend la parole.

Je regrette que nous n'ayons pas eu les données chiffrées et notamment les taux de remplissage des assistantes maternelles. Nous pensons que l'accueil collectif est le plus recherché. Une place attribuée en crèche bloque pendant deux ou trois ans. On pouvait aussi étudier le fait de favoriser l'accès des enfants de petite section le mercredi ce qui pourrait améliorer le taux de remplissage. Cette délibération semble prématurée et nous n'avons pas assez d'informations.

Monsieur le Maire indique que la proposition a été formulée aux crèches et a été différemment perçue par les structures. C'est un projet de réorganisation du travail qui dans certaines crèches ne pourra pas être appliqué. Cette idée est actuellement travaillée et n'est pas aussi simple que sur le papier. Ce taux d'occupation créé un stress énorme pour les structures.

Il indique que cette décision a été prise en tenant compte du mode de fonctionnement de la CAF.

La délibération est adoptée par 26 voix POUR et 7 ABSTENTIONS (Groupe Demain Cestas et Rassemblement Cestadais).

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/33.
Réf : Secrétariat Général – Elodie Elias – 7.5.2

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE MYCA DANS LE CADRE DU CHAMPIONNAT DU MONDE DE MOTONAUTISME RADIO COMMANDE DU 2 AU 8 AOUT 2026

Monsieur CHIBRAC expose,

Dans le cadre de l'organisation des championnats du monde de motonautisme radio commandé qui aura lieu du 2 au 9 août 2026, événement d'envergure internationale accueillant des délégations du monde entier, une convention a été rédigée avec pour objectifs de définir les modalités de partenariat entre la Commune de Cestas et l'association MYCA.

Elle précise notamment les engagements réciproques des parties, les contributions de la Commune en termes de mise à disposition d'infrastructures, de matériel, de prestations de services et de concours financiers ainsi que les obligations incombant à l'Organisateur.

Dans ce cadre, la commune met à disposition du MYCA le plan d'eau de Pinoche (lieu de la compétition) et le plan d'eau du Rousset (lieu d'entraînement) ainsi que du matériel et réalise des aménagements d'infrastructures détaillés dans la convention ci-jointe.

Le nombre de participants à la manifestation est estimé à environ 200 avec 16 nations représentées et environ 300 embarcations.

La manifestation se déroulera selon le calendrier prévisionnel suivant :
- Du 02 au 07 août 2026 : épreuves officielles du Championnat du Monde (plan d'eau de Pinoche)
- Du 02 au 08 août 2026 : entraînement des compétiteurs (plan d'eau du Rousset)
- 08 août 2026 : Finales et remises des prix, clôture de l'événement et remise en état des sites

Il vous est proposé d'adopter les termes de la convention en annexe ainsi que d'autoriser sa signature.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Considérant l'organisation des championnats du monde de motonautisme radio commandé du 2 au 9 août sur le plan d'eau de Pinoche,

- Fait siennes les conclusions du rapporteur,
- Adopte les termes de la convention de partenariat
- Autorise le Maire à la signer la convention ci-jointe avec l'association MYCA,

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE | **LE MAIRE**





Mélanie FABRE | **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- DELIBERATION N°6/33.
Réf : Secrétariat Général – Elodie Elias – 7.5.2

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE MYCA DANS LE CADRE DU CHAMPIONNAT DU MONDE DE MOTONAUTISME RADIO COMMANDE DU 2 AU 8 AOUT 2026

Monsieur CHIBRAC présente la délibération.

Intervention de M. FABRE (intervention transmise par écrit)

Le championnat du monde de modélisme naval annoncé à Cestas est, à l'évidence, un évènement valorisant pour notre commune.

Accueillir environ 200 participants venus de 16 nations, avec près de 300 embarcations, constitue une belle vitrine pour Cestas. Nous ne sommes donc pas là pour combattre cette manifestation, ni pour contester le soutien de la commune à une association qui porte un projet ambitieux.
Mais soutenir un évènement ne dispense pas de demander de la clarté sur son coût réel et sur les retombées attendues pour les Cestadais.

La commune met gratuitement à disposition les plans d'eau, réalise des travaux, mobilise des services municipaux et prête de nombreux matériels. La seule valorisation du matériel mis à disposition atteint 40 102,80 euros. À cela s'ajoutent une subvention exceptionnelle de 700 euros, les travaux préalables, les heures d'agents, l'organisation logistique et, vraisemblablement, des prestations de nettoyage, de communication et de sécurité.

Il ne s'agit pas de reprocher à la commune de soutenir ce projet. Il s'agit de savoir précisément ce qu'elle engage.

Nous soutenons les événements qui font rayonner Cestas, à condition que les Cestadais sachent ce qu'ils financent et ce que la commune obtient en retour.

Nous demandons donc que soient communiqués, avant ou au plus tard à l'issue de l'évènement :

- *Le coût complet des travaux réalisés ou prévus ; ainsi que la valorisation du nombre d'heures mobilisées par les agents municipaux, service par service ;*
- *Les éventuelles interventions de la police municipale, des services techniques, de la communication et du nettoyage ;*
-

Un évènement international mérite naturellement un soutien sérieux. Il mérite aussi un bilan sérieux. C'est ainsi que l'on peut à la fois encourager le dynamisme associatif, valoriser l'image de Cestas et garantir une gestion transparente de l'argent public.

En réponse, Monsieur CHIBRAC indique que certains travaux réalisés dans le cadre de cette manifestation étaient déjà prévus (éclairage, armoire électrique, fosse spécifique). L'organisation de ce championnat a juste accéléré la mise en œuvre des travaux initialement prévus. Le bilan ne pourra être communiqué qu'à l'issue de la manifestation. Il détaille l'ensemble des postes :

- Mise en place d'un point d'eau provisoire (matériel prêté par la ville), temps de main-d'œuvre : 6 h, soit 140 €.

- Épandage de la fosse septique = 3 075,68 € (fourniture : 1 397,84 € + main-d'œuvre : 1 677,84 €).
- Mise en place d'un poteau électrique = 15 221,48 € (fourniture : 14 337 € + main-d'œuvre : 884,48 €).
- Éclairage buvette = 250,15 € (fourniture : 84,31 € + main-d'œuvre : 165,84 €).
- Diverses alimentations électriques = 434,55 € (fourniture : 158,15 € + main-d'œuvre : 276,40 €).
- Réparation auvent = (fourniture : 90 € + main d'œuvre : 1 440 €)

Soit un total engagé à ce jour de 20 651,86 € TTC, fourniture + main-d'œuvre.

Monsieur le Maire indique que les participants vont loger sur la Commune pendant une semaine mais que l'apport est surtout pour l'association car cela permet de ressouder les bénévoles. Il crée une dynamique interne renforcée au bénéficie de l'association. Il ajoute que les aménagements ne sont pas spécifiques pour la manifestation. Il a signifié au responsable, le probable risque d'annulation de la manifestation qui se trouve à proximité d'un massif boisé de résineux. Ce risque a été identifié dès le début. Le contexte actuel tend à renforcer ce risque.

Sans observation, la délibération est adoptée à l'unanimité.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- COMMUNICATION

Réf : Secrétariat Général -9.1

OBJET : PRESENTATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX DE L'ANNEE 2025

En application de l'article L.1413-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), Monsieur Henri CELAN présente à l'assemblée délibérante, un état des travaux réalisés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux au cours de l'année précédente.

L'article L.1413-1 du CGCT stipule que « les communes de plus de 10 000 habitants créent une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière.

Cette commission, présidée par le maire comprend des membres de l'assemblée délibérante désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants d'associations locales, nommés par l'assemblée délibérante ».

Par délibération n°3/6 en date du 11 juin 2020, le conseil municipal a procédé à l'élection des membres de cette commission et a demandé à des associations locales de désigner un représentant pour siéger au sein de cette commission.

Ainsi, la CCSPL était composée comme suit :
En qualité de membres élus :

- Monsieur Henri CELAN,
- Monsieur Jean-Luc DESCLAUX,
- Madame Marie-José COMMARIEU,
- Madame Agnès OUDOT

En qualité d'association désignée :

- Le SAGC,
- la CLCV,
- le Club Chez Nous,
- Club Jours d'automne,
- Cestas Entraide
- l'OSC

La commission examine chaque année sur le rapport de son président :
1° Le rapport, mentionné à l'article L. 1411-3, établi par le délégataire de service public ;
2° Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement visés à l'article L. 2224-5 ;
3° Un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;
4° Le rapport mentionné à l'article L. 2234-1 du code de la commande publique établi par le titulaire d'un marché de partenariat.

Elle est consultée pour avis par l'assemblée délibérante ou par l'organe délibérant sur :
1° Tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce dans les conditions prévues par l'article L. 1411-4 ;
2° Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;
3° Tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L. 1414-2 ;
4° Tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.

En 2025, la CCSPL s'est réunie une fois :

- Sur convocation du 12 septembre 2025, elle s'est réunie le 18 septembre 2025 à 10h. L'ordre du jour de cette commission était le suivant :

- Présentation des rapports annuels du délégataire sur les services d'eau potable et d'assainissement,
- Présentation des rapports du Maire sur le prix et la qualité du service public de l'eau, de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif,

Comme le prévoit l'article L.1413-1 du CGCT, un représentant de VEOLIA EAU, délégataire des services d'eau potable et d'assainissement a été invité à participer aux travaux de la commission, en tant que personne qualifiée, avec voix consultative.

Après examen des différents rapports, la commission n'a formulé aucune remarque particulière lors de cette réunion.

Entendu ce qui précède, le conseil municipal prend acte de la présentation des travaux de la CCSPL.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**

Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- COMMUNICATION

Réf : Secrétariat Général -9.1

OBJET : PRESENTATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX DE L'ANNEE 2025

Monsieur le Maire présente la délibération.
Il rappelle les missions de la commission. Il rappelle qu'il a souligné l'absence de problèmes de CVM et de PFAS sur le réseau d'eau lors de la commission.

Madame MOREIRA prend la parole (Intervention transmise par écrit)

Nos prenons acte de cette communication mais nous regrettons qu'un document existant, demandé plusieurs jours avant la séance, ne nous ait pas été communiqué. Il est difficile d'exercer pleinement notre mandat lorsque nous découvrons ces informations en même temps que le public.

Sans observation, il est pris acte à l'unanimité.

****

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- COMMUNICATION

Réf : Secrétariat Général -9.1

OBJET : DECISIONS MUNICIPALES PRISES EN APPLICATION DES ARTICLES L.2122-22 ET L.2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Décision n°159/2026 : Signature d'une convention d'occupation du parc de Montsalut avec la Directrice de l'École élémentaire Maguiche, dans le cadre de l'organisation d'un rallye-vélo des CM2 des écoles de Cestas, le jeudi 25 juin de 8h à 17h.

Décision n°160/2026 : Signature d'un contrat de prestation musicale conclu avec le groupe ALS pour la guinguette des Sources le 5 juin 2026 de 19h à minuit. Le coût de la prestation s'élève à 808,14€ TTC.

Décision n°161/2026 : Signature d'un contrat de prestation musicale conclu avec le groupe LEXAR EVENEMENT pour la guinguette des Sources les 3 Juillet et 11 septembre 2026 de 19h à minuit. Le coût total de la prestation s'élève à 820€ TTC.

Décision n°162/2026 : Attribution des accords-cadres multi attributaires 2026_ F_0101 à 2026_ F_0103 d'une durée de 24 mois à compter du 3 juin 2026 relatifs à l'acquisition de documents imprimés pour la médiathèque municipale de Cestas.
Pour le lot 1 (Fictions et documentaires, documentation régionale, livres en V.O, livres en gros caractères et livres de petites éditeurs pour adulte), à la librairie LE VRAI LIEU pour un montant minimum annuel de 2 000 € HT et un montant maximum annuel de 3 300 € HT, à la librairie GEORGES, pour un montant minimum annuel de 5 500 € HT et un montant maximum annuel de 7 500 € HT, à la librairie MOLLAT, pour un montant minimum annuel de 6 000 € HT et un montant maximum annuel de 9 000€ HT.
Pour le lot 2 (Romans, documentaires et albums pour la jeunesse), à la librairie GENERALE, pour un montant minimum annuel de 2 500 € HT et un montant maximum annuel de 3 500 € HT, à la librairie MOLLAT, pour un montant minimum annuel de 3 000 € HT et un montant maximum annuel de 5 000 € HT, à la librairie LE VRAI LIEU, pour un montant minimum annuel de 3 500 €HT et un montant maximum annuel de 6 500 € HT.
Pour le lot 3 (Bandes dessinées pour adulte et pour la jeunesse), à la librairie KRAZY KAT pour un montant minimum annuel de 4 500 € HT et un montant maximum annuel de 10 000 € HT.

Décision n°163/2026 : Signature d'un contrat de prestation de service avec l'association Co-Organik-Prod pour un concert organisé le 17 juillet 2026 sur le terrain de foot de Cestas Bourg. Le coût de cette prestation s'élève à 500 euros.

Décision n°164/2026 : Admission en non-valeur de 58 titres de recettes non régularisés figurant sur la liste n°7564560832 du budget principal., dont le montant unitaire est inférieur à 100 €, le montant restant à recouvrer s'élève à 630,83€ TTC.

Décision n°165/2026 : Attribution d'une concession cinquantenaire pour 6 personnes, n°305, emplacement n°188 dans le cimetière de Lucatet moyennant la somme de 1 668€.

Décision n°166/2026 : Annule et remplace la DM 151. Signature d'une convention d'occupation des espaces verts communaux « Le Parc de Monsalut » afin de procéder à l'organisation d'une course d'orientation, en liaison école collège le mardi 23 juin 2026 de 10h à 14h au lieu du jeudi 28 mai 2026 de 12h à 16h, l'école élémentaire du Parc

Décision n°167/2026 : Signature d'une convention d'occupation d'espaces verts « Le Parc de Monsalut » avec l'association Les Bielles d'Epoque le 12 juillet 2026, afin de procéder à l'organisation d'un rassemblement Inter Club de véhicules de collection, le samedi 12 juillet 2026 de 9h30-17h00

Décision n°168/2026 : Signature d'une convention de formation professionnelle avec l'organisme ENSSIB relative à la réalisation d'une formation intitulée « Bibliothécaire : comment assurer la sécurité de son bâtiment et de ses agents ? » pour la Directrice de la Médiathèque. Le coût de cette formation pédagogique s'élève à 90 euros.

Décision n°169/2026 : Signature d'une convention d'occupation avec Monsieur BERNARD représentant de l'association CLVC relative à l'utilisation du Parc de « Monsalut » afin de procéder à l'organisation d'un repas partage sous forme de pique-nique le 25 juillet 2026.

Décision n°170 /2026 : Annulée.

Décision n°171 /2026 : Signature d'un avenant n°1 au marché n°S_07_2023 relatif aux études environnementales préalables à la création du lotissement La Tour, conclu avec le bureau d'étude ETEN ENVIRONNEMENT, prolongeant la durée prévisionnelle du marché de 24 mois soit jusqu'au 2 avril 2028. Le délai d'exécution des prestations est prorogé jusqu'à la remise effective de l'ensemble des études et dossiers réglementaires nécessaire à l'opération. Cette prolongation ne modifie ni l'objet du marché, ni le périmètre des prestations, ni le montant contractuel soit 106 675,00 € HT, soit 128 010,00 € T.T.C.

Décision n°172 /2026 : Signature de l'avenant n°1 au contrat n° 2025_C0300 relatif au contrat de maîtrise d'œuvre portant sur la démolition et la reconstruction de l'atelier de poterie du Club Loisirs Léo Lagrange de Gazinet. Cet avenant contractualise l'approbation de l'avant-projet définitif remis par le groupement conjoint Horizon Carré Architectes / PSI et BETAFLUIDES, l'arrêt du coût prévisionnel des travaux à 234 666,60 € H.T, la fixation du forfait définitif de rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre à 39 000 € H.T.

Décision n°173 /2026 : Signature de l'avenant n°2 au contrat n° 2025_C0300 conclu avec le groupement conjoint HORIZON CARRE ARCHITECTES / PSI et BETAFLUIDES, portant sur la réalisation d'une prestation supplémentaire relative à la mise en accessibilité des sanitaires du Club Léo Lagrange aux personnes à mobilité réduite, pour un montant de 800,00 € H.T, soit 960,00 € T. T.C. Le montant du contrat est porté à 39 800 € H.T.

Décision n°174/2026 : Signature d'un contrat de fourniture de service avec le Réseau CHAINON dans le cadre de la programmation culturelle pour la saison culturelle 2026/2027. Quatre spectacles sont réservés, le premier pour un montant de 2 750 € HT (« Mama Shakers »), le second pour un montant de 900 € TTC (« Vagabonde »), le troisième pour un montant de 2 000 € HT (« Comment voyager sur la lune… »), le quatrième pour un montant de 1 150 € HT (« Trajectoires »).

Décision n°175/2026 : Signature de l'accord-cadre à bons de commande n°2026_T0500 pour la réalisation de travaux d'assainissement pour la période 2026 à 2030 avec le groupement solidaire constitué de la société CANASOUT, mandataire et de la société SADE CGTH. Cet accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification pour une durée maximum de 48 mois, pour des montants annuels minimum de 150 000 € HT et maximum d'1 200 000 € HT.

Décision n°176/2026 : Signature de l'accord-cadre à bons de commande n° 2026_T0600 pour la réalisation de travaux de renouvellement de conduites d'eau potable pour la période 2026 à 2030, avec le groupement solidaire constitué de la société CANASOUT, mandataire, et de la société SADE CGTH. Cet accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification pour une durée maximum de 48 mois, pour des montants annuels minimum de 150 000 € HT et maximum de 600 000 € HT.

Décision n°177/2026 Signature d'une convention d'entrée en médiation en application d'une ordonnance du Tribunal administratif de Bordeaux visant à la désignation d'un médiateur dans le cadre d'un contentieux en urbanisme, afin de parvenir à un accord amiable.

Décision n°178/2026 : Signature d'un avenant n°1 au contrat de bail d'une locataire de la résidence des Tilleuls permettant de prendre en compte la modification de son nom d'usage.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**

Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2026- COMMUNICATION

Réf : Secrétariat Général -9.1

OBJET : DECISIONS MUNICIPALES PRISES EN APPLICATION DES ARTICLES L.2122-22 ET L.2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Maire présente les décisions.
Il demande s'il y a des remarques.

Intervention de M. FABRE (intervention transmise par écrit) décision 162/2026

Monsieur le Maire, nous ne contestons pas le principe d'un accord-cadre multi-attributaire. Il peut permettre de diversifier les approvisionnements de la médiathèque et de mieux répondre à la variété des besoins culturels des Cestadais.

Mais encore faut-il que le caractère multi-attributaire ne soit pas une simple façade. Le document qui nous est communiqué indique les librairies retenues ainsi que des montants minimums et maximums très différents, mais il ne précise ni les critères ayant conduit à cette répartition, ni la méthode qui permettra de distribuer concrètement les commandes entre les titulaires.

Nous souhaitons donc savoir selon quelles règles seront passées les commandes : spécialisation des librairies, répartition prédéfinie, remise en concurrence, qualité du service, disponibilité des ouvrages, délais de livraison ou choix au fil de l'eau.

Car lorsqu'une commune garantit à certains opérateurs plusieurs milliers d'euros par an et beaucoup moins à d'autres, elle doit pouvoir expliquer la logique objective qui conduit à ces écarts.

Nous demandons également qu'un bilan annuel soit présenté, détaillant les montants réellement commandés auprès de chaque librairie, les délais de fourniture, les difficultés rencontrées et la part accordée aux petits éditeurs.

La médiathèque mérite une politique d'achat ambitieuse, transparente et attentive à la diversité éditoriale

Madame DESVERGNES rappelle qu'en France le prix du livre est fixe (Loi Lang de 1981) et le montant des remises accordées aux bibliothèques aussi (La bibliothèque peut demander au fournisseur

de livres imprimés, une remise maximale de 9 % sur le prix public HT des livres. Cette remise est plafonnée depuis la loi du 18 juin 2003 sur l'achat de livres imprimés destinés au prêt public). En matière d'achat public de livres à l'usage des bibliothèques, le prix n'est donc pas un critère.

La part des acquisitions livres représentent environ 36 000€, ce qui nous oriente de fait vers une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables : le seuil des 90 000 euros HT pour les achats de livres non scolaires (cf Vade-mecum de l'achat public de livres à l'usage des bibliothèques édition 2023, mise à jour en 2025).

L'objectif de cette disposition est de faciliter l'accès des librairies de proximité aux marchés publics des bibliothèques et d'offrir un nouvel outil d'aménagement culturel des territoires et de redynamisation commerciale des centres-villes, notamment dans les villes petites et moyennes.

Pour rappel, il n'y a aucune librairie sur le territoire de la commune ou de la communauté de communes.

L'obligation de ne pas contracter systématiquement avec un même opérateur économique doit s'apprécier *in concreto*, en fonction de la densité de l'offre sur le territoire. Si l'acheteur est implanté dans une agglomération où sont établis plusieurs fournisseurs de livres susceptibles de répondre de manière satisfaisante à son besoin, il doit faire en sorte de ne pas contracter toujours avec le même fournisseur. Il peut utiliser l'allotissement pour répartir ses achats entre différents fournisseurs, en fonction du genre éditorial ou de tout autre critère pertinent.

Les accords-cadres passés par la ville de Cestas pour la médiathèque répondent parfaitement à ces critères : ne pas contracter systématiquement avec un même opérateur économique lorsqu'il existe une pluralité d'offres susceptibles de répondre au besoin.

CHOIX DES FOURNISSEURS

À l'exception des bandes dessinées, la médiathèque a fait le choix de retenir plusieurs fournisseurs par lot. Cette organisation permet de ne pas privilégier un seul libraire lorsqu'il existe plusieurs offres en mesure de répondre au besoin, tout en favorisant la collaboration avec des librairies indépendantes locales.

Chaque librairie a ses spécificités et ses points forts. L'enveloppe budgétaire allouée à chaque fournisseur dépend des acquisitions possibles sur place, de leur capacité à absorber un gros volume de commandes sans les mettre en difficulté et de la qualité du service.

Principaux critères :

- Spécificité des libraires, présentation critique des nouveautés, conseils, capacité à effectuer des recherches bibliographiques
- Capacité à proposer un fonds représentatif de la production éditoriale, y compris les petits éditeurs. Avoir un fonds documentaire suffisamment représentatif permettant des achats sur place.
- Participation à des projets d'animation initiés par la médiathèque
- Suivi des commandes, délai de livraison et reprise des documents en cas de défaut, doublon ou erreur de commande

Chaque librairie apporte ainsi une réelle valeur ajoutée :

- Librairie Mollat : fonds particulièrement riche permettant les achats sur place, large représentation des petits éditeurs, offre importante en livres en gros caractères et possibilités de partenariats culturels.
- Librairie Georges : très grande réactivité, délais de livraison courts et proximité géographique.
- Librairie Générale d'Arcachon : fonds généraliste de qualité, accompagnement dans les choix et suivi rigoureux des commandes.
- Librairie Le Vrai Lieu : qualité des offices, conseils personnalisés et proximité géographique.
- Librairie Krazy Kat : expertise reconnue en bandes dessinées et mangas, fonds spécialisé particulièrement riche, conseils adaptés et offices spécialisés.

Mme MOREIRA demande des précisions sur la décision relative à la signature d'une convention de médiation. Elle demande davantage d'informations sur la nature du contentieux.

Monsieur le Maire précise qu'il s'agit d'un contentieux en matière d'urbanisme sur la délivrance d'un permis de construire entre personnes privées.

Question orale n°1 :

Intervention de M. TACHON (intervention écrite).

Je souhaite attirer votre attention sur la situation du skate-park du Bouzet. Cet équipement est fermé depuis plusieurs années à la suite d'un arrêté municipal pris dans l'attente de travaux de réhabilitation.

Or, de nombreux habitants s'interrogent aujourd'hui sur son devenir.

Les sports de glisse urbaine connaissent pourtant un essor important. Le skateboard le BMX, le roller ou encore la trottinette attirent un public toujours plus nombreux. Certaines de ces disciplines sont désormais olympiques et les équipements des communes voisines sont souvent très fréquentés (par exemple celui de Pessac Bourgailh).

Nous souhaiterions donc connaître la position de la municipalité.

Pouvez-vous nous indiquer :

- *Où en est précisément la réhabilitation du skate-park ;*
- *Quels travaux restent à réaliser :*
- *Si un calendrier de réouverture est aujourd'hui envisagé ;*
- *Et, plus largement, quelle est la stratégie de la Commune concernant le développement des équipements dédiés aux sports de glisse.*

Par ailleurs, plusieurs habitants nous interrogent sur le mode de fonctionnement historique du site, qui reposait en partie sur une implication de l'association gestionnaire. Ce modèle semble aujourd'hui montrer ses limites, notamment lorsque les bénévoles ne sont plus en mesure d'assurer les travaux nécessaires.

La commune envisage-t-elle une évolution de ce mode de gestion afin de garantir, à l'avenir, un équipement durablement entretenu, sécurisé et accessible à l'ensemble des Cestadais, sans condition d'adhésion à une association ?

Je pense qu'il serait dommage qu'une commune de près de 17 000 habitants ne puisse pas offrir à ses jeunes, mais aussi aux adultes qui pratiquent ces disciplines, un équipement de qualité alors que la demande semble réelle.

Je vous remercie par avance pour les précisions que vous pourrez apporter.

Monsieur le Maire répond sur le calendrier mis en place

Aujourd'hui, l'association fait face à des difficultés et a dû revoir son planning. Les phases 1 et 2 devraient être terminées à la fin du mois de juillet. La phase 3 concerne la grande rampe. Il est attendu un planning sur la phase 3. La réception doit se faire sous réserve que tout soit terminé et que les travaux soient validés par un bureau d'étude. Il indique qu'il y a trois sujets avec l'association, sa.

capacité à effectuer les travaux, sa capacité à animer le site ainsi que le projet éducatif qui doit s'inscrire dans le ligne politique de la commune qui est de permettre un accès ouvert à tous.
Il précise d'un travail a été mené avec l'association sur ces trois thèmes. Les décisions seront prises en suivant et le dossier sera présenté en Commission des sports.

Question orale n°2 :
Intervention de Monsieur BUCHOUL (Intervention écrite) :

Dans votre récente publication sur la sécurité à Cestas, vous indiquez une évolution des cambriolages de 286 en 2023, 257 en 2024 et 167 au 30 juin 2025, en mettant en avant une baisse de 35 %.

Or, ces chiffres semblent différents de ceux présentés lors de la commission extra-municipale de sécurité par la gendarmerie, ainsi que des statistiques publiques d'Interstats du ministère de l'Intérieur.
Pouvez-vous préciser :

- *Quelle est la définition exacte du terme « cambriolages » retenue dans cette communication ?*
- *Quelle est la source statistique précise utilisée ?*
- *Comment s'expliquent les écarts avec les chiffres présentés en Commission et ceux publiés par le ministère de l'Intérieur ?*

Cette clarification permettrait aux cestadais de mieux comprendre les indicateurs présentés et leur évolution.

Je vous remercie par avance de votre réponse.

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur AUBRY.

Monsieur AUBRY prend la parole (Intervention transmise par écrit).

Je vous remercie pour votre question, qui me permet d'apporter les précisions nécessaires concernant la publication consacrée à la sécurité à Cestas.

Vous avez raison de souligner que les chiffres bruts figurant dans cette publication appelaient une correction. Elle comportait effectivement une erreur de reprise des données lors de la réalisation du support de communication dans les chiffres bruts des cambriolages. Dès que cette anomalie a été identifiée, les données ont été rectifiées.

Je tiens toufefois à préciser un point essentiel : cette erreur n'avait pas pour effet de présenter une situation plus favorable qu'elle ne l'était réellement. C'est même l'inverse. Les chiffres publiés étaient légérement supérieurs au chiffres réels. Ils conduisaient donc à sous_estimer la baisse effectivement constatée des cambriolages.

Les données exactes sont celles présentées par la brigade de gendarmerie de Cestas lors de la Commission extra-municipale de sécurité du mois de juin. C'est bien cette sources qui fait référence pour le suivi local de la délinquance sur notre commune.

Cette commission (comme chaque année) fera l'objet d'un compte-rendu élaboré avec le Commandant de la brigade de gendarmerie et du Commandant du centre de secours.

Le terme « cambriolages » utilisé dans cette communication renvoie aux faits enregistrés par la brigade de gendarmerie selon la catégorie statistique qu'elle retient pour le suivi local de cette délinquance.

Sont comptabilisés pour le thème Cambriolages : Habitations principales, secondaires, locaux activités professionnelles, locaux divers.

Nous avons donc corrigé les chiffres bruts, qui devaient être exacts. En revanche, nous avons conservé des pourcentages volontairement simplifiés (- 10% pour -9,33% en réel entre 2023 et 2024 et de l'ordre de 35% entre 2024 et 2025) car il s'agissait d'un document de communication destiné au grand public et non d'un rapport statistique. L'objectif était de rendre immédiatement lisible la tendance générale. Cette présentation simplifiée ne modifie en rien le constat de fond : les évolutions réelles sont très proches et globalement meilleures que les valeurs indiquées et confirment pleinement la baisse observée.

Vous évoquez également les statistiques publiées par Interstats. Il est utile de rappeler que les chiffres présentés par la commune proviennent de la brigade de gendarmerie de Cestas, qui assure le suivi opérationnel de la délinquance sur notre territoire. Les statistiques publiées par Interstats relèvent, quant à elles, d'un traitement statistique national effectué par le Service statistique ministériel de la sécurité intérieure, selon une méthodologie propre.

Au-delà de cette correction, le message de fond demeure inchangé. Les cambriolages sont en recul sur notre commune. C'est un résultat encourageant, qui est avant tout le fruit du travail de la brigade de gendarmerie de Cestas, de la police municipale, des dispositifs de prévention mis en oeuvre par la commune et de la vigilance des habitants.

Ce résultat nous encourage à poursuivre nos efforts avec détermination, mais il ne nous conduit ni à l'autosatisfaction ni au relâchement. La sécurité demeure une priorité de l'action municipale et nous continuerons à travailler, aux côtés de l'ensemble de nos partenaires, pour protéger les Cestadaises et les Cestadais.

Je vous remercie.

Intervention de M. FABRE (intervention transmise par écrit) décision 171/2026

Monsieur le Maire, chers collègues,

Nous prenons acte de ces différentes décisions prises par délégation. Elles portent sur des domaines très variés : urbanisme, patrimoine communal, culture, eau, assainissement, contentieux et gestion locative.

Certaines paraissent relever de la gestion courante. D'autres, en revanche, représentent des engagements financiers importants, parfois sur plusieurs années, ou révèlent des retards, des ajustements de programme ou des contentieux dont le conseil municipal doit pouvoir mesurer les conséquences.

Notre démarche n'est pas de contester systématiquement l'usage des délégations. Elle est de rappeler qu'une délégation ne doit pas devenir une zone de moindre information pour les élus.

-Concernant tout d'abord le lotissement de La Tour, l'étude environnementale engagée depuis 2023 est prolongée de vingt-quatre mois, jusqu'au 2 avril 2028, pour un montant contractuel de plus de 128 000 euros TTC qui demeure inchangé. Nous souhaitons savoir ce qui motive concrètement cette prolongation : s'agit-il de délais administratifs, de demandes complémentaires des services de l'État, de difficultés environnementales identifiées sur le site, d'une évolution du projet ou d'un décalage plus global de l'opération d'aménagement ? Nous demandons également quel est désormais le calendrier prévisionnel de réalisation du lotissement.

-Concernant la démolition puis la reconstruction de l'atelier de poterie du Club Loisirs Léo Lagrange à Gazinet, le coût prévisionnel des travaux est arrêté à 234 666,60 euros HT, tandis que la maîtrise d'œuvre atteint désormais 39 800 euros HT, après ajout d'une prestation relative à la mise en accessibilité des sanitaires. Nous ne contestons évidemment pas la nécessité de rendre les équipements communaux accessibles aux personnes à mobilité réduite. Mais cette accessibilité aurait dû être intégrée dès la conception du projet. Nous souhaitons donc connaître le coût global prévisionnel de l'opération, toutes dépenses confondues : études, maîtrise d'œuvre, démolition, travaux, accessibilité, mobiliers éventuels, imprévus et taxes.
Nous demandons aussi si l'enveloppe budgétaire initialement prévue est toujours respectée.

-Les deux accords-cadres de travaux d'assainissement et de renouvellement des conduites d'eau potable représentent des volumes potentiels considérables : jusqu'à 1,2 million d'euros HT par an pour l'assainissement et jusqu'à 600 000 euros HT par an pour l'eau potable. Nous souhaitons connaître les travaux prioritaires identifiés pour les années 2026 à 2030, les secteurs concernés, le niveau de vétusté des réseaux, les critères de programmation et les éventuels objectifs de réduction des fuites ou d'amélioration de la qualité du service. Nous demandons également quelle part de ces dépenses sera financée par le budget du service, les redevances des usagers, des subventions ou des emprunts.

-Concernant enfin la convention de médiation engagée à la suite d'une ordonnance du tribunal administratif de Bordeaux dans un contentieux d'urbanisme, nous comprenons la nécessité de rechercher une issue amiable lorsqu'elle protège les intérêts de la commune. Néanmoins, sans entrer dans des éléments susceptibles de nuire à la procédure, il est légitime que les élus connaissent la nature générale du litige, l'acte ou le projet concerné, les enjeux pour la commune, les risques financiers éventuels et les conséquences urbanistiques possibles d'un accord de médiation.

Monsieur le Maire, ces décisions ne sont pas toutes de même importance. Mais elles ont un point commun : elles engagent la commune, ses finances, son patrimoine, ses équipements ou son avenir urbain.

Nous demandons donc que, pour les décisions les plus structurantes prises par délégation, le conseil municipal reçoive une note synthétique plus complète précisant le coût global, le calendrier, les motifs des avenants, les financements mobilisés, les risques éventuels et les résultats attendus.

La délégation permet de gagner du temps. Elle ne doit pas conduire à perdre en transparence.

Concernant la première question, Monsieur le Maire indique que le travail est toujours en cours sur la compensation et qu'aujourd'hui la commune n'est pas en mesure de communiquer un calendrier.

Sur la seconde, il précise qu'il s'agit d'un contentieux sur la délivrance d'un permis de construire entre 2 personnes privées.

La séance est levée à 21h30.

LE SECRETAIRE DE SEANCE **LE MAIRE**

Mélanie FABRE **Jérôme STEFFE**

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de la réception en Préfecture le et de sa publication sur le site internet de la commune le
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication.